lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 223 — SEMAINE DU 5 AU 11 DECEMBRE 1972 — PRIX : 2 F

Pour satisfaire l'électorat bourgeois

le gouvernement favorise la hausse des prix

revue de la presse d'extrême-gauche

La Conférence Nationale Ouvrière du PSU, de l'AMR et de Lutte Ouvrière

l'internationale

Le journal de l'AMR (n° 28 du 15 novembre) consacre différents articles à la Conférence Nationale Ouvrière organisée récemment par elle-même, le PSU et Lutte Ouvrière. Sous le titre « le sens d'une confrontation », **Gilbert Marquis écrit notamment :**

La rencontre nationale ouvrière n'a pas abouti à un accord politique, ni général, ni particulier entre les participants. Tel n'était pas son objet. Dès le départ, il n'est pas inutile de le rappeler, les trois organisations, PSU, Lutte Ouvrière et AMR, qui en avaient pris l'initiative, savaient qu'un tel but était impossible à atteindre du fait des divergences importantes qui les séparent.

Ce sont même ces divergences qui ont été au centre de la discussion, et rien de plus normal. (...)

Mais ces divergences ont été ouvertement reconnues et leur importance soulignée justement pour permettre à chaque militant de prendre la mesure exacte de l'orientation et de l'activité des différentes tendances au-delà de l'opinion même que chacun se faisait des autres dans sa propre organisation. (...)

L'augmentation égale pour tous est certes une règle unitaire, mais comme on peut le constater en analysant les composantes de la classe ouvrière, il existe des situations différentes qui réclament des solutions particulières en dehors de cette revendication. Et c'est entre autres ce que l'AMR a souligné dans la CNO, de façon proche du PSU, mais plus clairement, plus fermement même, en ce qui concerne la place des femmes, des jeunes et des immigrés, et de leurs formes d'organisations.

Vis-à-vis de la libre expression des tendances, a-t-on également tout dit lorsqu'on pose comme revendication unique le droit de tendance ? Lorsque ces « tendances » apparaissent prises dans une acceptation étroite de tendances politiques et même lorsqu'elles n'ont comme type de fonctionnement que la forme de « fraction ». (...) Que cela prenne la forme de tendances sur telle question ou telle orientation, évidemment, de là à ce que celles-ci ne recoupent, sous forme de fractions, telles organisations politiques, c'est une autre affaire que les travailleurs intéressés mais non membres de ces organisations n'acceptent évidemment pas sans opposition. (...)

La CNO a été un premier pas dans la confrontation politique. Elargie à d'autres forces, à d'autres organisations — il a été regrettable, par exemple, que la Ligue Communiste se soit abstenue ; de même que nos camarades des CIC qui avaient leur expérience particulière différente à nous faire connaître — elle pourrait ouvrir la voie à d'autres rencontres sur des sujets précis et aussi à des actions communes. Voilà la tâche à laquelle pourraient s'attacher les contacts maintenus entre les organisateurs.

CANADA : les révolutionnaires et les élections

libération

Libération **est le journal de la Ligue Socialiste Ouvrière, section québécoise de la Quatrième Internationale. Celle-ci présentait à Montréal un candidat, lors des élections fédérales au Canada. Elle appelait, en votant pour elle, à** « voter pour un Québec indépendant et français ». Libération **(n° 10 de novembre 1972) justifie, dans un langage** « marxiste », **cette politique nationaliste. Comme nombre de sections de la Quatrième Internationale, la L.S.O. sait toujours adapter le marxisme pour justifier sa politique opportuniste.**

Au sujet de ces deux questions, les plus importantes de la campagne de la LSO, son programme reflète le rôle central de la lutte de libération nationale dans la lutte pour le socialisme au Québec, ainsi que l'incapacité du Parti Québécois de mener cette lutte pour les droits nationaux.

Le programme de la LSO projette l'élimination de l'oppression nationale des Québécois, oppression qui s'exerce économiquement, politiquement et culturellement, par l'établissement d'un Québec indépendant et français, dont l'instrument dirigeant ne peut être qu'une organisation politique indépendante de la classe ouvrière. (...)

Pour permettre aux travailleurs de pouvoir jouer le rôle d'avant-garde dans la lutte nationale, la LSO propose l'unité des trois centrales syndicales, un salaire minimum de 100 dollars par semaine, 30 heures de travail pour 40 heures de salaire pour éliminer le chômage, une échelle mobile des salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie pour mettre fin à l'inflation, l'abolition de la loi 19, le refus de tout contrôle des salaires, et surtout la formation d'un parti ouvrier de masse par les centrales syndicales québécoises, « capable de défendre les droits de l'ouvrier et de la nation dans son ensemble, et capable de lutter pour un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs au Québec ». (...)

La campagne électorale est d'une importance cruciale pour la Ligue Socialiste Ouvrière étant donné ses effectifs restreints et l'emprise hégémonique du Parti Québécois bourgeois dans le mouvement nationaliste.

La position de la LSO, à savoir que la lutte d'émancipation nationale bien que centrale, ne pourrait s'achever en une victoire que par le pouvoir ouvrier, demeure relativement isolée entre les nationalistes qui suivent un parti bourgeois et les « socialistes » qui s'opposent au PQ tout en rejetant la lutte nationale.

Tant que les masses québécoises se fient aux élections, la participation des socialistes-révolutionnaires dans ces campagnes électorales ne pourra que hâter l'arrivée du jour où les masses opprimées comprendront que la libération c'est l'œuvre des masses elles-mêmes, mobilisées dans la rue, et non le résultat d'une élection.

Les élections allemandes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sous le titre « Classe contre classe », Informations Ouvrières **(n° 593 du 22 novembre) tire des conclusions inattendues des élections allemandes : en effet, la victoire de Willy Brandt sur Rainer Barzel est présentée comme le résultat d'un vote** « contre l'ennemi de classe ». **Si on lisait** Informations Ouvrières **dans les sommets de la bourgeoisie allemande — qui a en grande partie soutenu Willy Brandt — cette affirmation ferait franchement rire.**

Plus de 90 % de votants : dans toute l'histoire de l'Allemagne contemporaine, il n'y a jamais eu de scrutin qui ait mobilisé un tel pourcentage d'électeurs que celui du 19 novembre 1972.

Le parti social-démocrate (le SPD) l'a emporté, devenant le premier parti d'Allemagne occidentale. Ce n'est pas là un simple résultat électoral ou un événement strictement allemand. C'est un fait politique d'importance internationale.

Si les électeurs se sont mobilisés c'est qu'ils étaient convaincus qu'à travers les élections ils pouvaient peser en faveur de leurs aspirations, de leurs intérêts ; ils étaient convaincus que chaque vote comptait par rapport à ce qui était en jeu.

Qui a donné sa victoire (près de 46 % des suffrages) au parti social-démocrate ?

Le vote massif des travailleurs et des jeunes. Ils ont infligé une défaite aux tenants avoués de l'extrême réaction, aux partisans ouverts d'une politique anti-ouvrière, à la Démocratie-chrétienne (la CDU), le parti de Barzel et de Strauss. Et avec la CDU, l'autre grand vaincu, c'est incontestablement l'Eglise catholique, pilier dans tous les pays de la réaction et de l'ordre bourgeois, qui avait jeté, contre la Social-démocratie, toutes ses forces dans la bataille électorale. Enfin, il n'est pas négligeable que dans la foulée, le NDP, le parti néo-nazi, ait été balayé.

La campagne électorale a été dure, intense, politiquement nette. La CDU a utilisé d'immenses moyens de propagande et de pression pour proclamer : **« le socialisme, voilà l'ennemi ! ».**

C'est contre l'ennemi de classe que les travailleurs et les jeunes ont utilisé le terrain électoral en votant SPD. (...)

Certes, les aspirations des masses travailleuses et la politique de Willy Brandt sont contradictoires. Demain, la collaboration avec un parti libéral renforcé servira de justification à des mesures correspondant aux besoins du système capitaliste. Mais ce n'est pas pour qu'il gère l'Etat de la bourgeoisie que les travailleurs et les jeunes ont voté pour le SPD : le scrutin du 19 novembre ne clôt pas une période, il est au contraire le début d'une nouvelle période de la lutte de classes. (...)

Répétons-le : ces élections sont une étape dans la montée politique de la classe ouvrière allemande. Elles annoncent de nouveaux combats de l'un des plus puissants prolétariats d'Europe ; elles préludent à de multiples batailles politiques au sein du mouvement ouvrier lui-même, car les travailleurs n'entendent pas être frustrés de leur victoire.

Ces élections contribuent à approfondir en particulier la crise de la bourgeoisie française en période pré-électorale.

USA : les "grèves-éclair"

THE SPARK

Sous le titre « les grèves-éclair du syndicat de l'Automobile ne gênent pas General Motors », Spark **(n° 16 de novembre 1972) nous apprend que les grèves tournantes ont traversé l'Atlantique, et pris le nom de « grèves-éclair », mais ne sont pas plus efficaces.**

Le syndicat de l'Automobile (U.A.W.), qui perdit une grève de six mois contre les cadences à l'usine de montage de General Motors de Norwood dans l'Ohio, s'est maintenant orienté vers la nouvelle stratégie des « grèves-éclair ». Déjà, plus d'une douzaine d'usines de General Motors ont été paralysées pour peu de temps par de courtes grèves. (...)

Cela sert tout d'abord de soupape de sûreté au mécontentement des travailleurs. L'usine est arrêtée pendant quelques jours pour démontrer que le syndicat est puissant et qu'il fait quelque chose. Et c'est de la bonne publicité pour le syndicat. Il ne se passe pas quelques jours sans que les journaux fassent état de nouveaux milliers de membres du syndicat qui débrayent. Enfin, cette nouvelle stratégie écorne moins la caisse de grève du syndicat (qui ne verse rien aux grévistes la première semaine) que les grèves prolongées. (...)

Les travailleurs sont déjà affaiblis par les résultats des longues grèves qui ont eu lieu sur les cadences. La politique de l'UAW a été alors de laisser chaque section affronter séparément le trust géant. L'UAW se refuse à appeler à une grève nationale sur des problèmes soi-disant particuliers, même si ces problèmes touchent toutes les usines en même temps. Il ne laisse pas non plus une grève locale s'étendre à d'autres usines. Et General Motors n'est pas touchée par l'arrêt d'une seule usine de montage si le reste de son empire, qui comprend vingt-quatre autres usines de montage, continue à produire des profits.

Le résultat de toute cette « stratégie », c'est que General Motors se trouve en position de force pour augmenter fortement les cadences. Les compagnies de l'automobile y sont déjà encouragées par l'importance actuelle du chômage. Dans la mesure où il est très difficile de trouver du travail, nombreux sont les travailleurs qui hésitent à se battre sur quelque problème que ce soit. (...)

Le résultat c'est que le rythme de travail dans l'automobile est trop élevé pour que bien des ouvriers puissent y résister très longtemps. La preuve en est faite par le pourcentage notoirement élevé de malades et l'importance des mouvements de personnel. Chaque année, le tiers des ouvriers de l'automobile prennent leur compte, sont licenciés, partent à la retraite ou meurent. Et le taux d'absentéisme est élevé parce qu'il est impossible de travailler autant. (...)

L'UAW n'a pu obtenir des salaires et des avantages sociaux parmi les plus élevés de l'industrie, qu'en laissant aux patrons le contrôle complet sur les conditions de travail et les normes de production. L'UAW a adopté le point de vue des capitalistes qui est que la propriété confère aux compagnies le droit de gérer les choses. Dans cette optique, les travailleurs n'ont aucun droit, bien que ce soit eux qui effectuent le travail.

EDITORIAL Pour satisfaire l'électorat bourgeois le gouvernement favorise la hausse des prix

Si une preuve supplémentaire était nécessaire, la publication mensuelle des indices de prix suffirait à prouver que tous les discours rassurants des responsables gouvernementaux, à commencer par Giscard d'Estaing, ne sont que poudre aux yeux. Pour octobre, c'est une hausse moyenne de 0,9 %, et une hausse des produits alimentaires de 1,2 %, qui est officiellement avouée. Mais les ménagères n'ont pas besoin d'indices plus ou moins truqués et trafiqués pour s'apercevoir de la hausse incessante du coût de la vie.

On nous annonce certes pour le jeudi 7 décembre la publication d'une série de mesures anti-inflationnistes, dont on nous dit qu'elles surprendront tout le monde. Mais cela ressemble par trop au mauvais conteur d'histoire qui commence son récit par : « Vous allez rire... », et ne fait rire personne. D'autant plus que les mesures en question ne constituent pour la plupart qu'un secret de polichinelle, puisque bon nombre d'entre elles ont déjà été annoncées officieusement, et que celles qui ont déjà été prises sont révélatrices de la politique gouvernementale.

Comment faire croire, en effet, qu'on va améliorer les choses en diminuant de 5 centimes le kilo de pommes de terre, ce qui, pour une consommation annuelle moyenne de 65 kilos par famille, constituerait une économie de 3,25 F par an et par ménage. De la même manière, l'arrivée sur le marché de « beurre d'intervention » à 2,85 F la demi-livre n'allègera que de manière insignifiante le budget des familles... qui en outre paieront la différence sous forme d'impôts, puisque c'est l'Etat qui prend à « sa » charge la différence de prix.

Giscard d'Estaing paraît d'ailleurs désireux d'étendre cette formule qui consiste à lutter contre la hausse des prix à coup de subventions gouvernementales directes ou indirectes, c'est-à-dire finalement à faire payer les travailleurs en tant que contribuables, au lieu de les faire payer en tant que consommateurs, ce qui ne constitue évidemment pour eux en rien un avantage.

C'est ainsi que l'on nous annonce, dans le cadre du fameux plan de lutte anti-inflationniste, la suppression de TVA sur la viande. Mais chacun sait que de telles mesures ne feront pratiquement pas baisser les prix, car il faudrait pour cela que le gouvernement puisse et veuille contrôler le fait que les bouchers, par exemple, « répercuteront » bien, suivant l'expression consacrée, cette suppression de la TVA sur les prix. Mais ce qui est par contre certain, c'est que la suppression de cette TVA constituera un manque à gagner pour l'Etat, et que comme celui-ci n'a absolument pas annoncé de restriction des dépenses, il faudra bien que ce soit les contribuables qui paient d'une manière ou d'une autre.

Les seuls bénéficiaires, ce seront les négociants en viande et les bouchers, qui auront la possibilité d'augmenter leurs bénéfices, sans que cela se répercute sur les prix.

C'est que la politique présente du gouvernement en matière d'inflation lui est actuellement dictée par la proximité des élections législatives. Si le gouvernement voulait réellement prendre des mesures anti-inflationnistes, rien ne prouve évidemment que ces mesures seraient efficaces. Mais le gouvernement ne veut même pas actuellement. Il se refuse à prendre des mesures qui pourraient déplaire à la bourgeoisie, et plus généralement à l'électorat bourgeois. Et il préfère favoriser sciemment l'inflation, que de déplaire à cet électorat.

Giscard et ses amis pensent sans doute que s'ils gagnent les élections, il sera toujours temps d'essayer de reprendre la situation en mains, et que s'ils les perdent, il ne serait pas mauvais de laisser un cadeau empoisonné à leurs successeurs. Mais ils auraient tort d'être trop optimistes, car rien ne prouve que le rythme actuel de l'inflation leur permettra d'atteindre les élections avant que les travailleurs, exaspérés, ne reprennent à leur compte, et sérieusement eux, la déclaration du ministre des Finances annonçant la semaine dernière que « la lutte contre l'inflation est l'affaire personnelle de tous les Français », **en la corrigeant juste un peu, pour en faire l'affaire de tous les travailleurs.**

L'exécution de Buffet et Bontems :

Deux têtes pour quelques voix

BUFFET et BONTEMS ont finalement été exécutés. Leur recours en grâce a été rejeté. L'agrégé de Lettres humanistes qu'est le président de la République, celui qui, pour montrer sa peine lors du suicide de Gabrielle Russier, récitait un poème aux journalistes, a renié ses convictions contre la peine de mort et refusé d'arrêter le couperet.

Ce faisant, il cédait d'abord à la pression exercée, à l'intérieur même de l'appareil d'Etat, par une administration pénitentiaire réactionnaire, qui entendait bien être vengée de la mort d'un des siens pris en otage et tué par Buffet et Bontems lors de leur tentative d'évasion de Clairvaux. Des organisations syndicales des gardiens de prisons avaient même laissé clairement entendre que si l'on ne leur accordait pas satisfaction, c'est-à-dire les têtes des deux hommes, elles se chargeraient elles-mêmes de remédier à ce qu'elles considéraient comme une faiblesse coupable. Et, en pliant ainsi devant l'une des administrations qui semble pourtant la plus loin du gouvernement, Pompidou ne fait que rappeler combien l'Exécutif, même dans un régime fort comme se targue de l'être la Cinquième République, est finalement dépendant de l'appareil d'Etat sur lequel il s'appuie et qui lui est indispensable pour gouverner ; comment, dans les moments et sur les questions qui peuvent être décisives, c'est en fait cet appareil d'Etat qui fait la loi.

Mais Pompidou a cédé aussi à la pression des fractions les plus réactionnaires de l'opinion publique, celles qui sont pour la peine de mort et réclament son application. Le président de la République l'avait bravée jusqu'ici en graciant tous les condamnés à mort depuis trois ans. Mais les considérations électoralistes ont pris le pas, comme il se doit pour un homme d'Etat bourgeois, sur les considérations humanistes. A deux ou trois mois des élections législatives, Pompidou n'a pas voulu prendre le risque de mécontenter une fraction de l'électorat réactionnaire, celui de l'UDR justement. Et Buffet et Bontems ont payé de leur vie ces petits et sordides calculs des chefs de la majorité.

Voilà donc l'exemple de la conduite d'un intellectuel de la bourgeoisie. Et il n'est pas donné par n'importe lequel, mais par celui-là même que la bourgeoisie considère comme des plus représentatifs et des plus capables, celui qu'elle a choisi de placer à la tête de son Etat. Pour protéger l'ordre favorable à sa classe — car capituler devant certains rouages de l'appareil d'Etat ou même céder aux pressions électoralistes revient en définitive à cela — il est prêt à renier ses propres convictions. Ainsi, jadis, pour assurer l'ordre aussi, la fine fleur des intellectuels bourgeois allemands acceptèrent le règne des soudards, des truands et des déments qu'étaient les chefs nazis.

La bourgeoisie vieillie et sénile, n'a plus qu'un but et une préoccupation : défendre l'ordre, son ordre, qui menace de craquer de toute part. Et c'est la seule tâche des intellectuels, hommes politiques ou autres, qui se mettent à son service. Leurs convictions personnelles, leurs idéaux, leur culture et leur humanisme ne sont plus que violons d'Ingres dont ils peuvent s'amuser dans leurs temps morts mais qu'ils doivent vite remettre au placard quand se posent des problèmes, même aussi mineurs qu'une élection.

Pompidou sait fort bien que la peine de mort n'est qu'une survivance de la barbarie, qu'elle n'a pas la moindre valeur d'exemple pour arrêter le crime, que son application est une honte pour la société. Mais l'Etat a besoin des gardiens de prisons qui voulaient être vengés, et son parti a besoin des voix des électeurs qui en sont encore à la loi du talion. Alors il a sacrifié les deux misérables crapules qu'étaient Buffet et Bontems. Mais un tel calcul, un tel mépris pour les hommes comme pour ses propres idées ne sont-ils pas d'une crapule bien plus grande ? Et qui, elle, n'a même pas l'excuse de l'ignorance, de l'inculture ou de la démence ?

Jacques MORAND.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 9
— Le meurtre d'un ouvrier algérien.
— Liberté d'expression au lycée Jacques-Decour.
— Liberté d'expression pour la presse révolutionnaire.

Page 11
— Le bluff de la lutte contre l'inflation.

Page 17
— Logement et conditions de vie des travailleurs immigrés à Saint-Cyr-l'Ecole, Villiers-sur-Marne et Paris XV^e^.

Page 18
— Quand gouvernement et directions font du social : au CHR de Toulouse, aux PTT de Toulouse et à Renault-Flins.

Page 19
— Intervention d'un Comité d'usagers contre le scandale des transports et des contrôles.
— Les locataires s'organisent et gagnent à la Cité des Buis.

● **Dans les entreprises**

Page 10
— La grande misère de la SNCF : le déraillement de Gevrey.

Page 20
— Les bureaucrates en action : BNP (Paris), Snecma, Chaix-Desfossés.

● **Travailleurs en lutte**

Pages 12-13
— Berliet : les travailleurs contre la loi anticasseurs.

Page 15
— La grève des banques.
— Les footballeurs professionnels en grève.

Page 16
— Idéal-Standard : après un mois de lutte.
— Grève chez Oraly.

DANS LE MONDE

Page 5
RHODESIE
— Smith l'esclavagiste.
IRLANDE
— La loi de Lynch.

Page 6
FINLANDE
— La conférence d'Helsinki.
URSS
— Prospective sans perspective... socialiste.
— Les négociations SALT sur le désarmement.

Page 7
ALLEMAGNE
— Les élections ; le curieux socialisme du SPD.

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

en bref... en bref... en bref...

AFRIQUE :

Remise en cause de la zone franc

Pompidou doit regretter son voyage en Afrique : celui-ci a donné l'occasion d'une levée de boucliers contre les accords de coopération avec la France (c'est-à-dire de dépendance économique) et notamment contre le franc C.F.A.. Le Togo revendique une réévaluation du franc C.F.A. (qui compenserait en partie les effets néfastes de la dévaluation du franc). La Mauritanie va plus loin et annonce qu'elle va émettre sa propre monnaie. Le Dahomey menace d'en faire autant.

Grâce à ses richesses minières (fer et cuivre), la Mauritanie dispose d'importantes réserves de change. Son minerai de fer est riche, d'extraction peu coûteuse ; et la Mauritanie est, des exportateurs de minerai, le plus près de l'Europe, ce qui lui permet de vendre dans toute l'Europe de l'Ouest, la France n'étant que son second client après l'Angleterre. D'autre part, la France a créé deux centres sidérurgiques portuaires (Dunkerque et Fos) en fonction du minerai mauritanien. Tout cela permet à la Mauritanie de mieux faire valoir ses exigences que les autres pays de la zone franc et même d'envisager de quitter cette zone.

Et les exigences, plus ou moins timides selon les situations, des pays africains, sont, bien sûr, amplement justifiées : dans ces pays, la monnaie est l'ancienne monnaie coloniale, le franc C.F.A., lié rigidement au franc (1 franc C.F.A. = 2 centimes) et c'est le gouvernement français qui en contrôle l'émission. C'est, pour l'impérialisme français, un puissant moyen de maintenir l'économie de ces pays sous son contrôle et sa dépendance, d'obliger ces pays à maintenir un marché privilégié avec la France.

Et c'est aussi, à l'occasion, le moyen de faire faire à ces pays, en partie, les frais du déficit de la France : en effet, si, en contrôlant l'émission du franc C.F.A., l'impérialisme français impose aux pays de la zone franc une austérité financière, il n'a pas, lui, d'obligation réciproque. Au contraire, lorsque pour compenser son inflation, il dévalue, il fait non seulement faire les frais de son déficit aux travailleurs français (par l'augmentation des prix qui en découle) mais aussi aux pays de la zone franc qui ont ainsi un manque à gagner dans leurs exportations, un renchérissement de leurs importations.

On comprend alors les raisons des revendications des Etats africains contre cette tutelle financière. Car c'est par cette tutelle, par cette dépendance économique, que l'impérialisme, après avoir pillé directement ces pays, continue à les exploiter indirectement et à les maintenir dans la misère, y compris ceux qui, comme la Mauritanie, possèdent de considérables richesses naturelles.

TCHAD :

Israël, bouc-émissaire pour Tombalbaye

Tombalbaye, le dictateur du Tchad, vient d'annoncer qu'il rompait toutes relations diplomatiques avec Israël.

Cette décision peut sembler surprenante, d'autant plus que la présence israélienne au Tchad est très faible : elle se limite à une demi-douzaine de familles de techniciens et le programme d'aide du gouvernement israélien ne concerne que la gestion d'une ferme-école, avec la formation de moniteurs en agriculture et de jeunes pionniers.

Les raisons de cette rupture ne sont évidemment pas là. Pour comprendre une telle attitude, il faut se rappeler ce qu'est le régime de Tombalbaye, régime de dictature et d'oppression à l'encontre d'une population qui vit dans une misère extrême.

Et toute la politique de Tombalbaye est guidée par le souci constant de briser l'opposition qui se manifeste contre sa dictature, opposition qui s'exprime notamment par l'intermédiaire d'une organisation nationaliste et musulmane, le Frolinat (Front pour l'indépendance nationale).

Dans ce but, Tombalbaye a déjà demandé au gouvernement français l'intervention des parachutistes afin de rétablir l'ordre, et ceux-ci s'emploient avec plus ou moins de succès à cette tâche.

Maintenant, Tombalbaye a décidé de doubler le Frolinat sur sa « gauche » et, pour ce faire, il sera plus musulman que les Musulmans. L'Islam est en effet un problème important au Tchad où près de la moitié de la population, plus d'un million, est musulmane.

Pour lutter contre l'influence du Frolinat, Tombalbaye renchérit sur l'anti-sionisme, fait de grandes déclarations contre l'Etat d'Israël et la présence d'Israéliens au Tchad.

Tombalbaye fait ce qu'il peut ainsi pour satisfaire pleinement, par ses déclarations, les Etats voisins : le gouvernement libyen de Kadhafi et le gouvernement soudanais, qui apportaient jusque-là leur soutien aux rebelles du Frolinat.

Il espère, avec l'appui ainsi reconquis de ses voisins, surmonter ses difficultés intérieures et continuer à faire régner son ordre au Tchad.

ONU :

Les petits services font les grands amis

Quatre pays se sont bizarrement trouvés réunis dans le vote contre un appel de l'O.N.U. demandant de mettre « un terme à l'ensemble des essais d'armes nucléaires dans le Pacifique ou ailleurs ». Il s'agit de la France, bien sûr, essentiellement visée dans ce texte à cause de ses récentes campagnes de tirs nucléaires à Mururoa, mais aussi, à ses côtés, la Chine, l'Albanie et... le Portugal.

Pour la Chine et l'Albanie, on comprend que ces Etats puissent marquer par ce vote leur droit à se doter d'un armement nucléaire ou à en développer un, dans un monde dominé par des super-puissances lancées dans la course aux armements.

Mais pour le Portugal ? Cet Etat est en effet parfaitement intégré dans le camp impérialiste, membre à part entière de l'OTAN et donc entièrement couvert par le parapluie atomique américain !

Mais le gouvernement réactionnaire portugais est reconnaissant à son compère français d'avoir fait preuve de la même solidarité lors des votes sur l'Angola, où la France s'abstient toujours de condamner la politique portugaise. D'autant plus que la question angolaise revient régulièrement sur le bureau de l'O.N.U.

Alors, entre oppresseurs de peuples, on se rend de petits services. Ça ne coûte pas cher et ça maintient les relations mutuelles à un haut niveau, comme ils disent.

FRANCE :

Les réformettes en place

Le train social est en panne.

Même la poudre aux yeux semble touchée par l'inflation : elle devient hors de prix et hors de portée de nos gouvernants.

C'est le cas, en particulier, du projet de loi sur la réforme des modalités de licenciement.

Actuellement, la loi est ainsi faite qu'il suffit à l'employeur de respecter certaines formes, lors d'un licenciement (en évitant notamment d'en préciser le motif) pour être à l'abri des retombées judiciaires : au salarié de faire la preuve — s'il le peut — qu'il y a eu abus.

La réforme ne mettrait pas fin au droit qu'ont les patrons de jeter à la rue les travailleurs pour un oui pour un non mais, paraît-il, cela compliquerait les choses... dans les entreprises de plus de onze salariés.

Et certains milieux patronaux ne voient pas l'intérêt d'une telle loi, même pour servir la campagne électorale de l'U.D.R.

Alors, on nous promet pour plus tard « un système souple de cogestion qui permettrait aux salariés de détenir 30 % des sièges au Conseil d'administration ». Et l'on reparle participation, intéressement, actionnariat, réforme des conditions de travail.

Bien sûr, le gouvernement n'espère sans doute pas tromper grand monde. En tout cas, s'il a des problèmes avec les milieux patronaux, il est au moins un patron qu'il devrait aisément convaincre, non pas d'appliquer de nouveaux textes, mais de se conformer aux lois existantes.

Car il est en France un patron puissant qui n'est pas concerné par la législation du travail, un patron qui s'arroge le droit de licencier — souvent après plusieurs années de présence — et sans leur accorder le moindre préavis, certains salariés qu'il appelle « auxiliaires ». Et c'est, bien sûr, l'Etat-patron !

Renault-Flins : un mort au CKD

Vendredi 24 novembre, à 13 h 45, heure de sortie de l'équipe du matin, un travailleur du CKD est mort. Il a eu la tête écrasée par un car alors qu'il s'apprêtait à monter dans celui-ci pour gagner la sortie de l'usine. C'était un jeune ouvrier de vingt-et-un ans, embauché depuis deux jours à la Régie, marié et père d'un enfant.

Ce travailleur courait pour prendre son car, et est alors tombé. Cette mort horrible semble à première vue un de ces accidents de la circulation comme il s'en produit malheureusement chaque jour. Mais ce n'est pas le cas. La Régie doit être considérée comme entièrement responsable de la mort de ce travailleur.

Cet accident s'est produit à l'heure de la sortie de l'équipe, au moment où la foule des ouvriers se presse vers la sortie, fatiguée et énervée par huit heures de travail abrutissant. Cette foule se mêle aux cars, aux camions et aux engins en tous genres qui circulent à toute vitesse ; rien n'est prévu pour assurer une circulation séparée des ouvriers, et c'est miracle que des accidents ne se produisent pas plus souvent. A cela s'ajoute le fait que les cars assurant la navette avec la sortie de l'usine sont en nombre insuffisant : la moitié des ouvriers doit aller à pied et c'est, à chaque sortie, la bousculade pour avoir une place. Cette bousculade, cette hâte ont coûté la vie à notre camarade.

Quand toutes les conditions sont réunies pour qu'un accident se produise, le responsable n'est tout de même pas l'accidenté, mais celui qui a réuni toutes ces conditions. C'est donc la direction de la Régie qui est en cause, soucieuse de ses profits avant tout, mais qui se moque absolument de la sécurité des travailleurs, dans l'usine comme à la sortie. Ajoutons que la Régie refuse de verser à la veuve le capital-décès prévu dans les accords Renault en cas d'accident du travail, sous prétexte qu'il ne s'agirait que d'un accident de trajet. L'accord ne prévoit de capital-décès dans ce cas qu'après trois ans d'ancienneté à la Régie...

Réunions publiques de

lutte ouvrière

Rouen

CHANGER LES DÉPUTÉS OU CHANGER LA VIE ?

VENDREDI 8 DECEMBRE

à 20 h 30

HALLE AUX TOILES

Participation aux frais : 2 F.

Douaisis

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES ÉLECTIONS

LUNDI 11 DECEMBRE 1972

à 17 h 30

Café Michel

CITE SANS-BEUNE

GUESNAIN-NORD

Rhodésie

SMITH L'ESCLAVAGISTE

EN Rhodésie, la carte d'identité est maintenant obligatoire pour tous les Noirs, dès l'âge de seize ans. La plupart d'entre eux, pourtant quelques dix fois plus nombreux que les Blancs, ne sont pas jugés assez évolués pour pouvoir voter. Mais à seize ans, ils sont responsables d'eux-mêmes sur le plan pénal, et un simple défaut de présentation de cette carte d'immatriculation entraîne automatiquement six mois de prison ferme.

Par ailleurs, un laissez-passer spécial est également obligatoire pour tout un chacun — s'il est Noir — quand il veut quitter ou regagner le pays. Il ne manque plus que la marque au fer rouge pour obliger les éventuels égarés à rentrer à tout prix dans le troupeau.

En un mot, les plus petites libertés, les plus petits droits politiques sont inexistants dans ce pays, du moment qu'on a la peau sombre. Brimades, vexations, misère des ghettos citadins, voilà le lot des populations autochtones.

Il y a quelques années, sous l'hypocrite « protection anglaise », quelques petites concessions étaient ménagées, au moins pour contenter une couche très minoritaire d'aristocrates locaux, chefs coutumiers et autres séquelles des structures féodales.

Quelques notables noirs pouvaient, en effet, siéger au Parlement de Salisbury. En nombre infime, bien sûr, par rapport à la population noire, ils n'en donnaient pas moins au régime une petite caution « libérale », surtout par rapport au voisin d'Afrique du Sud.

Eh bien, même ce trompe-l'œil ne sera plus toléré par les potentats blancs. Pour « assagir » certains députés africains un peu moins dociles que leurs prédécesseurs ou leurs confrères sénateurs, pour bien faire comprendre aux Noirs de ce pays où est la place qu'on leur réserve, les élus africains de Salisbury, sur proposition quasi unanime du Parlement lui-même, n'auront à gérer que les petites affaires locales des camps où l'on parque leurs concitoyens.

Quelques voix du concert d'hypocrites qui siègent habituellement dans les instances internationales, comme la Cour de justice de La Haye ou autre sous-produit de la bonne conscience capitaliste, pourront bien protester. Ce n'est pas cela qui desserrera l'étau qui, depuis des décennies, écrase les populations noires de ces pays, véritablement réduites en esclavage.

Etudiants noirs arrêtés à Salisbury au cours d'une manifestation, le 2 juillet 1971. (Ph. U.P.I.)

Mais comme le disait le seul député blanc qui, au Parlement, a osé prendre la défense de ses collègues noirs, si de telles mesures sont capables d'inspirer la crainte, elles sont aussi un sûr moyen de faire de chaque Africain vivant en Rhodésie un terroriste capable, devant la situation sans issue faite à son peuple, de prendre les armes sous le drapeau de la révolte.

Anne GARBE.

Irlande

La loi de Lynch

L'IRA, l'armée républicaine irlandaise, qui est l'organisation nationaliste irlandaise la plus radicale, est désormais en guerre ouverte avec le gouvernement de la République d'Irlande du Sud. Jack Lynch, le chef de ce gouvernement, a fait condamner le leader de cette organisation — déjà illégale en Irlande du Sud — à six mois de prison ferme. L'IRA a répondu par l'envoi d'un commando qui a tenté sans succès de le libérer et qui s'est affronté violemment avec la police ; des attentats à la bombe ont aussi eu lieu en plein Dublin, la capitale de l'Irlande du Sud.

Lynch a complété la série des mesures répressives qu'il a prises contre l'IRA en faisant voter par le Parlement une loi qui permet de condamner, sur simple déposition d'un commissaire de police, tous ceux qu'il soupçonne d'appartenir à l'IRA.

En fait, depuis le début des troubles en Irlande du Nord, le gouvernement de Lynch s'est toujours refusé à prendre parti pour les nationalistes irlandais qui combattent pour la réunification des deux Irlande. Ses mesures de répression s'étendent même à la presse favorable aux nationalistes. Il suffit de reproduire leurs propos pour être condamné à de la prison.

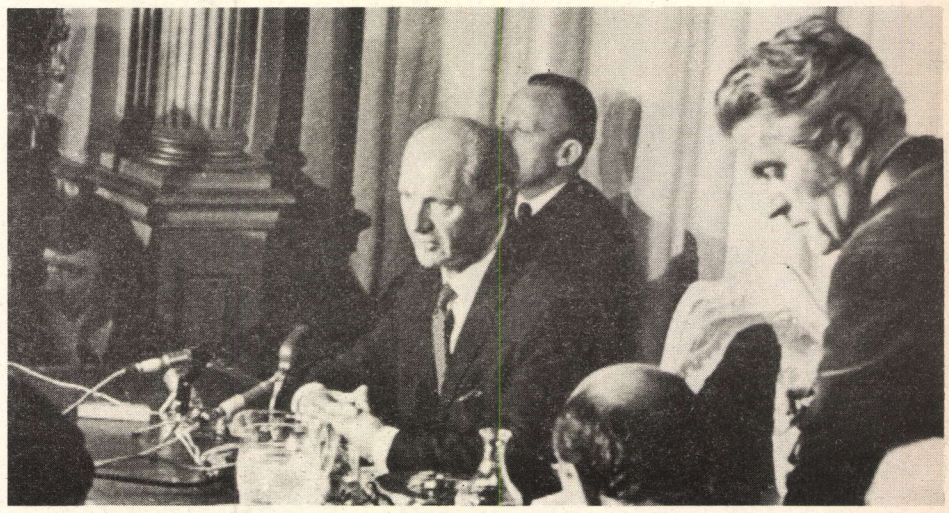
Pourtant, l'Etat de l'Irlande du Sud est l'héritier de l'ancienne IRA, celle qui, dans les années 1920, par la lutte armée et le terrorisme, parvint à arracher à l'impérialisme britannique l'indépendance de l'Irlande du Sud.

Il n'en a pas moins toujours été un Etat réactionnaire, issu d'un mouvement nationaliste réactionnaire, dirigé par une bourgeoisie irlandaise chauvine, militariste et cléricale.

Et sa politique actuelle n'est pas en contradiction avec ses origines. Les nationalistes irlandais ne luttaient pas plus que les autres contre l'impérialisme. Leur but n'était que d'imposer l'existence de leur Etat à côté de celui des impérialistes qui les dominaient. Dès qu'ils ont atteint ce but, ils n'ont rien eu de plus pressé que de faire leur paix avec l'impérialisme britannique. L'Etat irlandais a inauguré son existence par une lutte féroce contre ceux qui voulaient continuer la lutte jusqu'au bout, jusqu'à obtenir la réunification de l'Irlande.

Si l'IRA actuelle ne bénéficie pas de l'aide de l'Etat de l'Irlande du Sud, si elle est pourchassée, elle hérite de la même politique nationaliste. Sa prédilection pour le terrorisme, son chauvinisme, son cléricalisme, preuves d'une méfiance congénitale à l'égard de la classe ouvrière, et même de toutes les masses populaires, témoigne qu'elle est prête à créer un Etat qui ressemblera comme un frère jumeau à celui qui existe dans l'Irlande du Sud et qu'elle combat pour l'instant.

André ROUSSEL.



Jack Lynch lors d'une conférence de presse. (Ph. U.P.I.)

U.S.A.

Syndicalisme au goût de Nixon

DECIDEMENT, Nixon s'entoure de bons conseillers. Au secrétariat d'Etat au Travail, il installe un « ouvrier ». Oh, pas n'importe lequel : un dirigeant syndical. Et, aux USA, on sait que les syndicats, pour puissants qu'ils soient, ne mettent pas en danger le régime capitaliste. Au contraire, les dirigeants des puissantes bureaucraties syndicales ont toujours déclaré ne pas vouloir le mettre en cause. Et, traditionnellement, le Parti Démocrate, quand son candidat réussit à se faire élire président, met toujours un syndicaliste, plus exactement un bureaucrate syndical offrant toutes garanties, dans son équipe gouvernementale.

Nixon feindrait-il d'être « plus à gauche » que les démocrates, ou voudrait-il faire croire à de futures mesures sociales ? Les journalistes « bien informés » prétendent que la nomination du nouveau secrétaire d'Etat au Travail est destinée à faire oublier l'inflation et le blocage des salaires qu'il a pratiqués en 1971. En tout cas, le choix de Nixon est significatif.

Car c'est le plus beau, le meilleur... pour lui, en tout cas le plus réactionnaire qu'on pouvait imaginer qu'il a choisi : W. Brennan, le président du syndicat du Bâtiment de l'Etat de New York, partisan de Nixon déjà en 1968, quand celui-ci faisait campagne lors des élections pour la poursuite de la guerre au Vietnam. Le syndicat du Bâtiment est d'ailleurs une organisation ultra corporatiste, qui défend l'une des catégories les mieux payées du prolétariat américain (les salaires des ouvriers du Bâtiment s'élèvent à 50 ou 60 F de l'heure, et ceux-ci constituent une véritable aristocratie ouvrière). D'ailleurs, Brennan a toujours interdit l'accès de son syndicat aux Noirs, aux Porto-Ricains, et empêche les gens de couleur de travailler dans le Bâtiment.

C'est également le syndicat du Bâtiment qui s'était signalé, en 1970, par son soutien à la politique d'escalade de Nixon en Indochine : au moment où les USA étendaient la guerre au Cambodge en y renversant Sihanouk et en y intervenant en force, Brennan avait organisé un défilé de son syndicat dans les rues de New York pour réclamer la « victoire » au Vietnam ! Mieux, ses gros bras s'étaient livrés, à l'occasion, à la chasse aux pacifistes, se lançant à quelques centaines, armés de gourdins, contre une manifestation contre la guerre au Vietnam !

Bref, corporatiste, raciste, pour le génocide au Vietnam, employant des méthodes de gangsters à l'occasion : tout pour plaire à Nixon. Voilà les qualités de « l'homme social » du gouvernement US ! Voilà comment les capitalistes américains ont toujours rêvé voir les syndicalistes, et comment ils entendent enchaîner les travailleurs à leur société !

Bernard DESCHAMPS.

L'impérialisme est directement intéressé à une reprise du dialogue et des échanges avec les pays de l'Est. (Ph. A.F.P.)

La grande Europe à la recherche d'elle-même...

avec la permission de l'URSS et des USA

CELA faisait dix-huit ans qu'ils parlaient de se réunir ! Et enfin, à Helsinki, les trente-deux ambassadeurs de tous les pays d'Europe (sauf l'Albanie) se sont retrouvés autour du tapis vert pour préparer la conférence sur la « sécurité et la coopération économique et culturelle » de la « grande Europe ».

Si cette première conférence a finalement lieu, ce n'est pas par la volonté de l'Etat du Vatican représenté, ni du Liechtenstein, mais ce n'est pas non plus dû à la volonté de la France ou de la Grande-Bretagne. La décision d'organiser cette conférence européenne a été prise à Moscou, en septembre dernier, entre M. Brejnev et... M. Kissinger.

Pourquoi cette conférence ?

Actuellement, l'Europe est divisée en deux blocs dont les configurations datent de la dernière guerre. D'un côté, le Pacte de Varsovie et le Comecon créés par l'URSS ; de l'autre côté, l'OTAN, la CEE et les pays soutenus par les USA.

Depuis deux ans, l'impérialisme US a modifié son attitude dans sa politique extérieure. Il est à la recherche d'un règlement global des divers points chauds dans lesquels, de par le monde, il est engagé.

Car, si l'échec de sa politique dure s'est concrétisé au Vietnam, et s'il y renonce, c'est pour tout aussitôt jouer une des autres cartes que lui permet sa situation économique d'impérialisme dominant.

Dans cette nouvelle voie, il y a déjà eu le règlement chinois, actuellement il y a le Vietnam, et même au travers des problèmes de piraterie aérienne des discussions s'engagent avec Castro.

Aujourd'hui, une conférence de tous les pays d'Europe peut se tenir. Pour l'impérialisme US, elle cadre avec sa nouvelle politique. Si, bien sûr, il n'est pas question pour le moment de discuter de revoir les blocs militaires, par contre l'impérialisme US ne demande qu'à voir le dialogue, les échanges s'instaurer avec les pays de l'Est, RDA, Yougoslavie, etc. Et surtout voir se développer la coopération économique, ce qui intéresse en premier lieu les puissances impérialistes de l'Europe de l'Ouest et qui, pour les USA, offre la possibilité de distendre les liens qui attachent les pays du glacis à l'URSS.

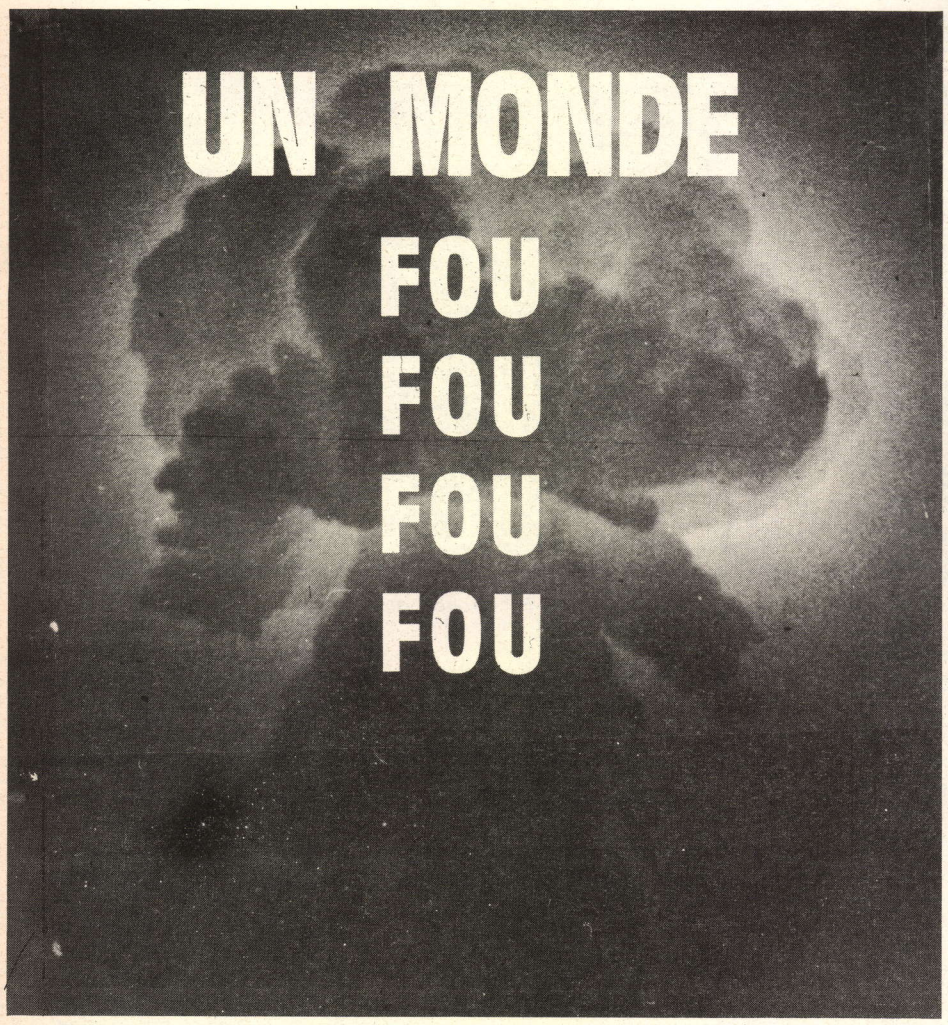
D'ailleurs, il n'y a qu'à voir l'attitude qu'adopte déjà la Roumanie à cette conférence « réclamant l'égalité des droits et l'indépendance hors des deux blocs pour les pays représentés », **pour vérifier que la pression économique des pays de l'Ouest peut agrandir les failles existantes entre l'URSS et les pays de son glacis.**

Et pour la bureaucratie dirigeante de l'URSS, la marge de manœuvre est bien mince : entre le statu quo qu'elle recherche avec l'impérialisme, sa satisfaction de voir reconnaître la RDA et de l'autre côté les contacts inévitables qu'entraîne ce statu quo **entre l'impérialisme et ses satellites, contacts qui les poussent à s'échapper de la tutelle russe...**

En attendant, les ambassadeurs palabrent au tarif de un million de dollars par mois (c'est le coût de cette conférence).

Annie JEANRIENE.

NÉGOCIATIONS "SALT" SUR LE DÉSARMEMENT



LE second cycle des négociations « SALT » vient de s'ouvrir la semaine dernière. Il s'agit des entrevues existant depuis 1969 déjà entre délégués du gouvernement américain et Soviétiques sur la limitation des armes nucléaires en Europe.

Limitation ? Qu'on en parle ! La course aux armements a atteint un tel degré qu'il existe actuellement en Europe un stock de bombes permettant de « réaliser » non pas un, mais des **milliers** de bombardements plus destructeurs que celui d'Hiroshima au Japon en 1945 qui fit plus de 100.000 morts ! Comme on le voit, dans ces conditions, l'impérialisme américain a pu juger qu'il n'était pas gênant pour lui de bavarder avec les Soviétiques sur la limitation des armements existants. Mais on ne peut avoir aucune illusion sur l'ampleur de cette limitation.

Parce que, si les prochains accords sont de la même eau que ceux déjà signés, ils impliqueront une limitation de la quantité des missiles existant, mais nullement de leur qualité. Et il y aura toujours la possibilité de renouveler périodiquement les matériels nucléaires (par exemple les bombardiers géants « B 52 », jugés aujourd'hui inaptes à une guerre vraiment moderne et qui sont en cours de remplacement).

Mais quoi d'étonnant à tout cela ? La course aux armements n'est pas le monopole des U.S.A., elle est celui de toute puissance impérialiste, et cela depuis le début du siècle, et elle a déjà valu à l'humanité ses deux premières guerres mondiales. Pour des raisons militaires mais aussi économiques, les Etats impérialistes pratiquent tous la politique d'armements qui permet aux grands trusts capitalistes de maintenir leurs énormes profits grâce aux commandes de l'Etat. L'impérialisme français, par exemple, n'est pas le dernier à pratiquer cette politique, à sa propre échelle, avec sa mini-force de frappe, ses « Mirage » et ses « Redoutable ».

Demander à l'impérialisme qu'il cesse de lui-même sa politique d'armements, c'est comme demander à un vieillard d'abandonner volontairement les béquilles qui l'aident à marcher. C'est pourquoi, quelle que soit l'issue de la comédie qui se joue actuellement avec les SALT, on peut être sûr que les marchands de mort que sont les grandes firmes capitalistes ont encore de beaux jours devant eux.

René BLIARD.

Lutte de Classe

n° 4 - Novembre 1972

AU SOMMAIRE

— Quand la Ligue Communiste prend des « leçons de stratégie diplomatique ».

— L'Europe unie sera socialiste ou ne sera pas.

— Le Socialist Workers' Party, la bureaucratie syndicale et les travailleurs.

On peut se le procurer auprès de nos diffuseurs ou en écrivant au journal (joindre 3,50 F en timbres).

PROSPECTIVE SANS PERSPECTIVE... SOCIALISTE !

MINOZENTSEV a révélé dernièrement, à la Conférence des Instituts européens de relations internationales, quel était selon lui l'avenir de l'Europe et des relations Est-Ouest pour les dix années qui viennent. M. Inozentsev n'est pas n'importe qui : directeur de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales de Moscou, membre de l'Académie des sciences soviétique, membre suppléant du Comité central du PC d'Union Soviétique et, pendant plusieurs années, vice-rédacteur en chef de la Pravda.

C'est dire que son opinion, émise en public, ne peut que refléter le sentiment officiel des bureaucrates soviétiques.

Ce spécialiste de la prospective, comme on appelle ce petit jeu de prévisions, pense que la situation européenne peut évoluer selon trois schémas, classés par ordre décroissant de probabilité :

— Amélioration de la coexistence pacifique actuelle ;

— Repliement des « blocs » actuels sur eux-mêmes, et avènement d'une nouvelle sorte de guerre froide ;

— Dissolution pure et simple des blocs militaires, dans une Europe harmonieuse où toute opposition, même politique, sera estompée malgré les différences de régime.

Ces trois schémas reposent sur l'existence bien problématique d'une Europe capitaliste relativement unifiée, et n'envisage aucun changement à l'intérieur des deux camps. Il serait, bien sûr, naïf de s'étonner que ce fonctionnaire n'envisage pas une révolution prolétarienne possible en Europe d'ici dix ans. Nous ne lui en demandons pas tant ! Mais ce qui surprend tout de même, c'est qu'il n'envisage pas un seul instant, même en dernière probabilité, le succès dans quelque pays que ce soit, de la « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme » chère au PCF, et que celui-ci s'efforce de montrer comme possible et à la pointe du réalisme. Ainsi, on ne peut pas dire que la politique du PCF est prise très au sérieux dans les milieux dirigeants du Kremlin, puisqu'ils ne comptent pas sur elle pour envisager l'avenir, même à dix ans.

En tout cas, voilà une leçon de réalisme administrée à nos réalistes « démocrates avancés »...

Jean COLIN.

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

Un vote à gauche

LA coalition socialiste-libérale dispose maintenant d'une majorité de quarante-huit sièges contre douze en 1969.

C'est un succès d'autant plus net que, le jour de la dissolution de la Chambre, l'opposition, renforcée de nombreux transfuges, avait exactement le même nombre de sièges que la coalition au pouvoir.

La forte participation électorale (91,2 %) est également un motif de réjouissance pour les vainqueurs.

Bien sûr, ce n'est pas sur le bilan économique et social du gouvernement Brandt que se sont prononcés les électeurs — il faudrait qu'ils soient masochistes !

Ils ont voulu marquer leur approbation à la politique étrangère de Brandt. Et si les sympathies des électeurs se rencontrent avec les intérêts de la bourgeoisie allemande, et si l'opposition aurait sans doute poursuivi sans changement notable l'ostpolitik, cela n'en signifie pas moins que les électeurs allemands ont voté à gauche (même si les libéraux se sont autant renforcés que les socialistes).

C'est une réponse à la propagande de la droite contre Brandt, « l'émigré » qui avait porté l'uniforme norvégien durant la dernière guerre, le chancelier qui avait eu le geste « inconvenant » de s'agenouiller devant le monument du ghetto de Varsovie.

Même si les « gestes » de Brandt ne suffisent pas à en faire autre chose qu'un serviteur des intérêts de sa bourgeoisie.

Louis BERTRAND.

Willy Brandt au service de la bourgeoisie. (Ph. A.F.P.)

LE CURIEUX SOCIALISME DU S.P.D.

C'EST avec une touchante unanimité qu'à Paris, comme dans les capitales étrangères, a été accueilli le succès électoral de Brandt et de ses amis les libéraux. En France, tous les partis de l'arc-en-ciel politique ont tenu eux aussi à se féliciter du résultat de ces élections, et c'était à qui tirerait la couverture à lui. L'UDR a voulu y voir un succès de « l'attachement à l'Europe » **et du rapprochement avec l'Est sans concession au communisme, les centristes se sont sentis** « encouragés ». **Pour les socialistes, rendus quelque peu rêveurs, il fallait trouver là un présage heureux pour les prochaines élections en France, de même d'ailleurs que pour les gaullistes de gauche constatant :** « qu'un socialisme résolument réformiste et démocrate peut prévaloir en Occident » **! Enfin,** l'Humanité, **plutôt que de s'étendre sur les 0,3 % des voix du DKP (le Parti Communiste Allemand), a préféré saluer les perspectives ainsi ouvertes à** « la coexistence pacifique entre les deux Etats allemands ».

Une reconversion réussie

Tout cela pourrait amener à se poser quelques questions sur le caractère « socialiste » que peut bien encore conserver le SPD, si le Parti Social-Démocrate d'Allemagne n'y avait lui-même par avance répondu en abandonnant toute référence au socialisme autre que celle contenue dans son sigle. Personne ne s'y trompe d'ailleurs et, finalement, il n'y a guère eu que la démocratie-chrétienne pour faire semblant de croire à ce socialisme le temps d'une campagne électorale. Quant aux socialistes français, ils jettent des regards pleins d'envie en direction de leur puissant homologue allemand. En effet, à la différence du Parti Socialiste français qui s'est ruiné politiquement en aidant la bourgeoisie française à franchir le cap difficile des années d'après-guerre et de la décolonisation pour finalement s'effacer, sa tâche accomplie, devant De Gaulle ; à la différence de cette SFIO que François Mauriac, un expert en cas de conscience, nommait un « parti cornélien », **le SPD, lui, a fort bien réussi sa reconversion, sans trop de problèmes moraux... parce qu'avec succès.**

Le SPD, recréé en 1946, se vit dans les années de l'après-guerre boucher toute possibilité de participer au gouvernement. C'est sous le règne de la CDU, dirigée par Adenauer, que l'Allemagne se releva avec l'aide des dollars.

Dans le cadre de la reconstruction et de la prospérité qui suivit, le SPD n'améliorait nullement ses positions électorales. La classe ouvrière, qui supportait l'effort exigé par la remise en marche du capitalisme allemand, votait néanmoins pour une bonne part CDU ; les meilleurs bastions socialistes d'avant 1933 étant d'ailleurs situés en zone soviétique devenue en 1949 la RDA, quelques mois après la constitution de la République Fédérale Allemande. Aussi, en 1954, le SPD adopte au congrès de Berlin une résolution affirmant : « Les idées socialistes ne constituent pas une religion de remplacement... En Europe, le christianisme, l'humanisme et la philosophie classique sont les racines spirituelles et éthiques de la pensée socialiste ». **Cette petite métamorphose va être poursuivie en 1959 au congrès de Bad-Godesberg, après qu'un nouvel échec électoral en 1957 (32 % des voix au SPD contre 50 % à la CDU alliée aux chrétiens-sociaux de Bavière) a renforcé l'inquiétude des stratèges du parti.**

Un nouveau programme... bourgeois

Le nouveau « programme fondamental », **adopté par ce congrès extraordinaire, reprend, en le développant, le galimatias philosophique qui avait fait son apparition en 1954 et surtout affirme que** « la libre concurrence et la libre initiative de l'entrepreneur sont des éléments importants de la politique économique social-démocrate ». **En conclusion, le congrès proclame :** « d'un parti de la classe ouvrière, le parti social-démocrate est devenu un parti du peuple ».

De plus, afin de compléter sa transformation, le SPD met en avant lors des élections de 1961 Willy Brandt, jugé plus télégénique que ses collègues et plus apte à se mettre au fait des méthodes de publicité à l'américaine. Mais, comme tenter d'imposer un candidat comme on vend une savonnette ne suffit pas toujours à rendre les allées conduisant au pouvoir moins glissantes, le dirigeant de charme du SPD devra attendre 1966 pour rentrer au gouvernement, par la petite porte, à la faveur d'une crise de direction dans la CDU. Il fera alors équipe avec Kiesinger, apportant sa caution d'ancien opposant au nazisme à un chancelier dont l'ancienne carrière au parti nazi fait mauvais effet. En 1969 enfin, à la surprise générale, le SPD réussit à s'emparer du poste de chancelier en s'alliant aux libéraux menacés de disparition sur le plan parlementaire à la suite d'un score frisant les 5 % et qui trouvent là leur planche de salut.

La grande chance de Willy Brandt sera de pouvoir habilement exploiter le climat de détente entre l'Est et l'Ouest pour continuer, en s'en attribuant le mérite, une ostpolitik entreprise par ses prédécesseurs démocrates-chrétiens. N'ayant rien à perdre, d'autant plus que sa majorité parlementaire s'effiloche au fil des ralliements de ses partisans à la CDU, il mise tout sur la normalisation des relations avec les pays de l'Est, réalisant simplement plus rapidement ce que la CDU s'affirmait aussi prête à faire dans son programme pour les élections de 1969. L'ostpolitik se réalise d'ailleurs avec l'abstention, revenant à une approbation, des députés de la CDU.

Une politique fondamentalement anti-ouvrière

Et si, lors de la dernière campagne électorale, on a pu voir Barzel, le candidat chancelier de la démocratie chrétienne, condamner au dernier moment la signature prochaine d'un traité avec l'Allemagne de l'Est, c'était simplement la déclaration électorale de quelqu'un qui cherche désespérément à se démarquer de son adversaire en n'ayant rien à lui reprocher. Dans le domaine économique et social, le SPD a, en effet, mené une politique en tous points semblable à celle de la CDU, c'est-à-dire une politique fondamentalement anti-ouvrière, et le soutien des grands industriels à ce parti si fort dénoncé par le SPD a dû, sans nul doute, aller aussi en partie dans les caisses de la coalition « socialistes »-libéraux. Car, finalement, la bourgeoisie allemande n'est nullement fâchée d'avoir deux partis puissants à son service. Leur possible alternance a le mérite de rendre le système plus stable. Quant à tous ceux qui ont voulu voir dans le succès de Brandt une victoire de la démocratie, ils ne font par là que souligner le caractère trompe-l'œil de ce système où le seul choix laissé à l'électeur est de choisir entre deux emballages contenant une même marchandise.

Pierre VERNANT.

Manifestation des métallurgistes en octobre 1971 : ils réclamaient 11 % d'augmentation que la bourgeoisie allemande et son chancelier Willy Brandt leur refusaient.

(Ph. U.P.I.)

Il y a 30 ans

L'ASSASSINAT DE L'AMIRAL DARLAN OUVRAIT UNE TRADITION BIEN GAULLISTE

A l'occasion du deuxième anniversaire de la mort du général De Gaulle, certains journaux ont fait des récits émus de ces files de pèlerins sillonnant les rues de Colombey-les-Deux-Eglises, les yeux rivés sur une croix de Lorraine perchée au sommet d'une colline. Et de comparer De Gaulle à un saint, à un Jésus-Christ du XX[e] siècle !

Pourtant, De Gaulle n'avait rien d'un saint. Et avec Jésus-Christ, il n'avait en commun que la barbouze... ou plutôt les barbouzes. Car, en effet, son régime s'était acquis une solide réputation en matière d'espionnage et de contre-espionnage en tous genres. Des « barbouzes » sévissant à Alger aux membres du SAC (Service dit d'Action Civique), sévissant en France et jouant facilement du revolver ou du poignard contre des militants de gauche lors des campagnes électorales, en passant par les agents quasi officiels du SDECE, dont certains avaient trempé jusqu'au menton dans l'affaire Ben Barka, sans oublier bien sûr la police ordinaire et un peu moins ordinaire : c'était aussi et surtout cela De Gaulle. Le chef d'orchestre de toute une armée de crapules de bas étage.

Certes, De Gaulle ne fut en rien un précurseur en la matière. Qui dit appareil d'Etat bourgeois, dit grouillement à sa périphérie d'individus louches dont s'entourent les hauts dignitaires — qui ne veulent pas se salir les mains — pour faire leurs basses œuvres.

Un assassinat qui servait bien De Gaulle

Mais De Gaulle avait vraiment instauré ces méthodes « spéciales » en grand, et cela, pas sur la fin de ses jours, mais dès les débuts de sa pénible ascension vers les fonctions de chef de la France. Et l'assassinat, il y a trente ans, le 24 décembre 1942, de l'amiral Darlan, personnalité vichyste, ex-chef du gouvernement du maréchal Pétain, mais parachuté « Haut Commissaire d'Afrique du Nord » par les Américains après leur débarquement en Algérie et au Maroc, fut en effet un des premiers hauts faits d'arme des compagnons très dévoués mais très spéciaux de De Gaulle.

Certes, d'aucuns diront que si le gouvernement d'Alger rejeta en décembre 1942 la responsabilité de l'assassinat de Darlan sur des agents gaullistes, rien n'est moins sûr. Le meurtrier de l'amiral, un jeune qui n'avait pas 20 ans, Bonnier de la Chapelle, n'avoua rien... si ce n'est qu'il n'avait pas agi seul. Mais s'il n'avoua rien, c'est très certainement convaincu que les gens bien placés qui avaient armé son bras le tireraient de ce mauvais pas. Il n'en fut rien : sans que personne ne bronche — pas même les gaullistes qui pourtant ne considéraient pas Bonnier de la Chapelle comme un « meurtrier » mais comme un « justicier » — l'assassin de l'amiral tombait sous les balles du peloton d'exécution deux jours seulement après son crime.

Quoi qu'il en soit de cette ténébreuse et sordide affaire — que le jeune Bonnier ait agi pour son propre compte ou pas — on ne peut souligner que l' « inélégance » de ces messieurs de la résistance gaulliste et de De Gaulle lui-même, qui ne crurent pas bon de défendre celui dont le geste meurtrier les servait si bien. Mais à la guerre secrète comme à la guerre secrète : mieux valait, de toute façon, que l'acteur et témoin n° 1 Bonnier de la Chapelle disparaisse sans laisser trop de traces !

De toute façon, peu importe de démêler ce sanglant imbroglio. Une chose demeure : c'est que le geste de Bonnier a servi on ne peut mieux les intérêts de De Gaulle en éliminant à point nommé un de ses rivaux les plus dangereux : l'amiral Darlan qui, après sa dissidence d'avec le régime de Pétain, avait ses chances de faire une belle carrière comme chef de la future France libre.

En effet, en novembre-décembre 1942, la Seconde Guerre mondiale est à un tournant. Avec le débarquement en Afrique du Nord, les Alliés marquent un point énorme contre les armées allemandes. Et d'ailleurs, si l'amiral Darlan quitte le camp pétainiste, après avoir été un chantre de la politique dite de « collaboration », c'est bien parce que son ex-navire prend eau de toutes parts. De ce fait, c'est aussi le moment pour De Gaulle de chercher définitivement à s'imposer.

Deux politiques complémentaires de la bourgeoisie française

Pétain. (Ph. U.P.I.)

Deux politiques...

Quelle politique incarnait De Gaulle ? Revenons deux ans en arrière pour la comprendre.

Le 17 juin 1940, dans un discours radio-diffusé, le maréchal Pétain annonçait aux Français qu'il venait, après la débâcle de l'armée française, d'être chargé de la direction du gouvernement, et qu'il allait demander à l'Allemagne ses conditions d'armistice.

Le lendemain, au micro de Radio-Londres, De Gaulle lançait son célèbre appel, passé d'ailleurs pratiquement inaperçu ce jour-là tant le personnage était obscur, où il invitait « les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver » à se mettre en rapport avec lui, car « quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

Ces deux discours marquaient le divorce qui, pendant plus de quatre ans, allait diviser l'appareil d'Etat français. Deux jours plus tôt, pourtant, De Gaulle et Pétain étaient encore membres du même cabinet Reynaud, l'un comme secrétaire d'Etat à la Défense nationale, l'autre comme vice-président du Conseil, et ils étaient aussi réactionnaires l'un que l'autre. Mais la défaite militaire posait à l'impérialisme français des problèmes capitaux auxquels il s'agissait de trouver une réponse... et auxquels il valait d'ailleurs mieux, comme nous allons le voir, en trouver deux.

L'appel du 18 juin 1940 : De Gaulle préservait les intérêts de la bourgeoisie française dans le cas d'une victoire alliée. (Ph. A.F.P.)

En effet, à partir du moment où la défaite était certaine, les hommes politiques de la bourgeoisie française allaient se répartir en deux camps : les uns, avec Pétain, étaient partisans de la négociation d'un armistice avec l'Allemagne, en essayant par-là de sauver au mieux ce qu'il restait de meubles ; les autres, avec De Gaulle, voulaient continuer la guerre à partir de l'empire colonial français ou de l'Angleterre.

Il serait absurde de chercher lequel de ces deux groupes représentait le mieux les intérêts de la bourgeoisie française, lequel était le plus patriote. De même qu'il est absurde de voir, comme le font les staliniens, dans les uns, les représentants de la bourgeoisie nationale, et, dans les autres, une clique de politiciens vendus à l'Allemagne. En fait, ces deux groupes représentaient rigoureusement les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie française dans son ensemble, les uns se faisant ses diplomates auprès de l'impérialisme allemand, les autres auprès de l'impérialisme anglo-américain. Et leurs politiques, loin d'être opposées, étaient avant tout complémentaires : les joueurs à la roulette le savent, en misant à la fois sur le rouge et sur le noir, on est sûr, au moins, de ne pas perdre.

Si Pétain joua le jeu de la « collaboration » avec l'Allemagne nazie, sachant d'ailleurs pertinemment qu'il choisissait le plus mauvais camp, mais prêt à faire « le don de sa personne » à la France, De Gaulle joua, lui, celui de la collaboration avec les Anglo-Américains.

Mais, ni pour l'un ni pour l'autre, ce jeu n'était aisé. Et il s'avéra d'autant plus ardu pour De Gaulle que, pour « collaborer », il fallait être deux, et que les Américains, pour de multiples raisons, se montrèrent très peu empressés à aider à l'ascension de cet illustre inconnu dont Roosevelt ricanait en disant qu'il se prenait pour Jeanne d'Arc.

De Gaulle défend sa place

Face à De Gaulle, les Américains essayèrent de jouer d'autres poulains : entre autres Darlan, comme ils essayèrent de miser un peu plus tard sur Giraud. Et c'est là que le rusé chef de la « soi-disant France libre », comme disaient les Américains, dut jouer serré. De Gaulle défendit sa future place à la tête de l'appareil bourgeois français en usant de tous les moyens.

Tout d'abord, en ne rechignant pas, malgré ses idées très réactionnaires, à accepter l'appui des communistes, ce qui en faisait le chef de toute la résistance intérieure. C'est d'ailleurs avant tout aux staliniens que De Gaulle dut sa place.

Mais aussi, pour se glisser aux premières loges, De Gaulle ne recula pas devant l'élimination physique de ceux qui, vraiment, le gênaient trop : en l'occurrence Darlan.

Aujourd'hui, les gaullistes bon teint fêtent religieusement le 18 juin 1940, le 13 mai 1958, et autres dates historiques officielles du gaullisme. Mais, pour être moins officielles, il est d'autres dates qui n'en sont pas moins déterminantes dans l'irrésistible ascension de Charles De Gaulle : telle celle de l'assassinat de Darlan. Des dates importantes, mais, bien sûr, plus délicates à fêter !

Michelle VERDIER.

Bidault, De Gaulle, Leclerc . (Ph. U.P.I.)

...au profit des mêmes intérêts !

une société bien policée

Un ouvrier algérien abattu dans un commissariat

UN ouvrier algérien, Mohammed Diab, a été tué d'une rafale de pistolet-mitrailleur par des policiers dans un commissariat de Versailles.

Selon la version officielle de la police, M. Diab aurait été conduit au commissariat pour y être interrogé.

La police prétend que cet ouvrier aurait alors attaqué à coups de chaise les policiers qui l'entouraient, que l'un d'eux, pour se défendre, aurait sorti son pistolet-mitrailleur et que si Mohammed Diab est mort d'une rafale de balles, c'est parce qu'il s'est jeté de lui-même sur l'arme.

Pour la police, pour la justice aussi, pas de doute. Le procureur a déclaré que la victime était considérée « comme un être brutal et violent » et que « selon toute vraisemblance » « il s'agit d'un drame de la légitime défense ».

Mais on connaît trop bien les méthodes d'interrogatoire des policiers dans les commissariats, surtout quand ils ont affaire à des gens qu'ils estiment sans défense — des jeunes, des ouvriers ou à plus forte raison des Algériens — pour accepter la version policière de cette affaire.

D'ailleurs, la femme et la sœur de la victime se trouvaient elles aussi dans le commissariat et elles témoignent contre les policiers. C'est parce que Mohammed Diab s'est trouvé injurié et passé à tabac dès son entrée au commissariat qu'il s'est armé d'une chaise et a riposté. S'il y a légitime défense, c'est bien dans son cas. C'est alors qu'un policier a sorti son pistolet-mitrailleur.

L'affaire est connue maintenant, les deux femmes ont témoigné, l'ambassade d'Alger s'en mêle. L'affaire ne sera peut-être pas étouffée facilement. Néanmoins, l'enquête a d'ores et déjà conclu à un acte de légitime défense. Tout au plus, le rapport reproche au policier une « faute administrative ».

Peut-être verrons-nous donc des policiers mutés ou encore mis en retraite anticipée en raison de cette « faute administrative ». Mais ce sera sans doute le maximum. Tant il est vrai que la justice est indulgente envers les fidèles hommes de main de la police, et qu'il est plus répréhensible à ses yeux d'émettre un chèque sans provision quand on est mère de famille, que de tuer quelqu'un quand on est policier.

Cécile BERNIER.

L'entraînement des sbires de Marcellin : aujourd'hui, ils tirent sur les travailleurs ! (Ph. A.F.P.)

A SCEAUX (Hauts-de-Seine)

Des flics à l'œuvre contre un vendeur de Lutte Ouvrière

LE mardi 28 novembre, un jeune vendait, comme d'habitude, **Lutte Ouvrière** à l'entrée du lycée Marie-Curie à Sceaux quand un policier, puis un deuxième, prétendirent le lui interdire. A ses demandes d'explications, leur seule réponse fut de le bousculer et de le jeter à terre, à tel point qu'un passant, indigné, intervint.

Ne se sentant sans doute pas assez forts — deux policiers contre un jeune ! — ils coururent chercher du secours. Deux minutes plus tard, un car, dix « gardiens de la paix » à bord, était sur place. Ils se jetèrent sur le vendeur, le kidnappant littéralement. Coups de pieds, coups de poings et injures ne cessèrent de pleuvoir qu'à l'arrivée au commissariat. Pour faire bonne mesure, les policiers embarquèrent aussi le passant, un professeur, qui avait osé protester. Les injures à son égard redoublèrent quand ils apprirent qu'il était enseignant, « **ces salauds qui pourrissent la jeunesse** », etc. Les deux « malfaiteurs » furent retenus quatre heures au poste et des dépositions furent faites.

L'affaire eut des suites, mais pas celles que les policiers espéraient ! L'incident avait fait grand bruit dans le lycée et, à la suite de la diffusion d'un tract de protestation de **Lutte Ouvrière**, il fut convenu avec des professeurs et des élèves d'organiser une délégation au commissariat et à la mairie de Sceaux pour protester et leur demander des explications.

Vendredi 1er décembre à 12 h 30, ce fut plus d'une vingtaine de professeurs, les représentants des associations de parents d'élèves et une bonne centaine d'élèves de Marie-Curie, rejoints par quelques élèves de Lakanal et une délégation des professeurs du lycée technique de Cachan où enseigne le passant embarqué, qui se présentèrent devant le commissariat surpeuplé de flics — dehors, dedans, partout ! — pour la circonstance. Une délégation d'une dizaine de personnes, élèves, professeurs, administration, fut reçue par un commissaire tout sourire et bien élevé.

Une discussion plutôt vive s'engagea entre le policier et les membres de la délégation, d'où il ressort que, pour ce monsieur, les passages à tabac, connaît pas.

D'autre part, d'après lui, si un policier vous aborde dans la rue en vous demandant de le suivre, réclamer des explications, c'est de la rébellion. Il faudrait, d'après lui, faire comme les gens d'Ordre Nouveau qui suivent gentiment et qui sont libérés un quart d'heure plus tard. S'indigner de ce que deux policiers molestent un jeune, c'est de l'outrage à agent ! Cependant, sans vouloir s'engager formellement, le commissaire admit « **en fonction de sa longue expérience** », etc., qu'il lui semblait peu probable que l'affaire ait des suites judiciaires. De la même manière, il refusa de s'engager expressément à faire cesser ces atteintes à la liberté d'expression. Pour sa part, le maire de Sceaux, contacté lui aussi, a déclaré intervenir auprès du commissaire pour que « **les agents fassent preuve de davantage de souplesse** ». En tout cas, c'est seulement une intervention massive qui peut faire en sorte que les policiers y regardent à deux fois, au moins pendant quelques temps, avant d'embarquer et de passer à tabac les vendeurs de journaux à la porte du lycée Marie-Curie.

Correspondant L. O.

Lycée Jacques-Decour (Paris)

POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

IL y a trois semaines, Jean-Louis Wander, militant de l'AJS, colle des affiches dans la cour du lycée, comme chaque jour. Mais cette fois-ci, l'intentant, sympathisant bien connu du SAC, le prend à parti et tente de l'empêcher. Une bousculade s'ensuit qui conduira Jean-Louis Wander à passer en Conseil de discipline le 21 novembre. Au lycée, cette atteinte à la liberté d'expression a révolté beaucoup d'entre nous et, le 21 novembre, quatre cents lycéens manifestent devant le lycée pour obtenir qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre de notre camarade.

Finalement, la mobilisation des lycéens portait ses fruits, puisque le Conseil de discipline se bornait à donner un avertissement à notre camarade. Mais, le lendemain, nous apprenions que le rectorat décidait de casser cette décision et de faire passer Jean-Louis Wander devant un Conseil de discipline académique.

Pour les lycéens de Jacques-Decour, il n'était pas question de laisser passer cette décision sans réagir. Aussi, le jeudi 30, environ quatre cents d'entre nous se mettaient en grève pour soutenir Jean-Louis Wander et pour la liberté d'expression dans le lycée.

Le 1er décembre, à l'appel des organisations révolutionnaires et du Comité de grève de Jacques-Decour, environ mille lycéens (dont une centaine du lycée) manifestaient devant le Rectorat malgré la présence de forces de police impressionnantes, pendant que Jean-Louis Wander passait en Conseil académique. Puis, à la fin de la matinée, une autre manifestation regroupait sept cents lycéens environ à l'Opéra.

L'après-midi, à une assemblée générale, les lycéens de Jacques-Decour décidaient de reprendre le travail samedi tout en restant mobilisés pour réagir en cas de sanction contre Wander ou les grévistes.

La lutte n'est pas terminée. Nous restons mobilisés et nous sommes prêts à lutter pour la levée de toutes les sanctions et pour le respect de la liberté d'expression.

Correspondant L.O.

Quand les juges contestent

REUNIS à Paris, du 24 au 26 novembre, les membres du syndicat de la magistrature s'en sont — mais oui ! — pris au droit de propriété.

Il existe, constatent-ils, dans le Code civil mille sept cents articles concernant la propriété, quand cinq cents seulement s'attachent au droit des personnes.

En particulier, en ce qui concerne les travailleurs, les juges ont estimé que : « la grève avec occupation n'est qu'une modalité du droit de grève... et le juge a le devoir de reconnaître le caractère licite du principe de l'occupation » *et aussi que :* « le lock-out, manifestation évidente de l'affirmation de la propriété privée du chef d'entreprise, manœuvre insolite, dictatoire et dangereuse, comme l'a qualifiée la Cour de cassation... doit à ce titre être déclaré illégal ».

Bien sûr, les juges ne sont pas soudain devenus révolutionnaires, même s'ils veulent « faire céder les prérogatives de propriété devant la défense des droits des travailleurs ».

De plus, ce syndicat ne représente que 30 % des magistrats, c'est-à-dire que nous ne sommes pas près de voir disparaître la pléiade de juges réactionnaires, piliers de la défense inconditionnelle du patronat.

Le fait que des juges expriment ces idées avancées est peut-être un signe des temps. Mais l'avenir nous dira vite si ce sont des propos de salon entre gens du monde et sans grande conséquence, ou si cela se traduira, ne serait-ce que par une interprétation plus libérale du Code civil en faveur des travailleurs, s'ils se trouvent confrontés à un juge syndiqué !

Jean DUGAY.

DÉRAILLEMENT A GEVREY

Comment a pu se produire l'accident

LE déraillement spectaculaire de Gevrey et ses conséquences ont mis en lumière l'incroyable négligence avec laquelle la SNCF transporte des wagons contenant des produits dangereux. Tous les jours, des citernes de liquides toxiques inflammables ou explosifs sont acheminées et triées, et cela sans aucune disposition ou précaution particulière, excepté... quelques étiquettes placées sur les wagons indiquant le danger. Or, au triage, les chocs entre les wagons sont monnaie courante, et les déraillements très fréquents ; malgré cela, ces wagons sont manipulés comme des wagons ordinaires. De plus, beaucoup de wagons transportant des produits dangereux appartiennent à des entreprises privées et leur entretien est à leur charge : la plupart du temps cet entretien est défectueux, voire inexistant. Ainsi, il n'est pas rare que des citernes aient des fuites : il y a seulement quelques semaines, une citerne appartenant également à Solvay fuyait et de l'acide très dangereux se répandit sur le triage.

Mais, outre le transport des produits dangereux, cet accident a mis en lumière un autre problème, quotidien celui-là, le problème des déraillements continuels dans le triage. En effet, les déraillements sont quasi hebdomadaires : le bulletin Lutte Ouvrière animé par des militants cheminots de l'endroit en a dénoncé jusqu'à trois ou quatre par semaine. Il y a deux ans même, une énorme soudière de quatre-vingts tonnes pulvérisait un poste, tuant sur le coup un camarade car une aiguille s'était déplacée toute seule au passage du trop lourd wagon.

Et, dans le cas du chlorure de vinyle, la SNCF ne peut même pas invoquer une faute professionnelle et trouver un éventuel « coupable » car le déraillement a eu lieu entre les aiguilles et le rail-frein à un moment où aucune intervention humaine n'était possible.

C'est pourquoi on peut affirmer que ce déraillement a les mêmes causes que les dizaines d'autres qui l'ont précédé. Et il pourrait provenir :

— soit de la charge des wagons : celle-ci est de plus en plus importante (elle a plus que doublé en quelques années) de sorte qu'au triage de Perrigny, par exemple, dans certaines voies en courbe, on n'ose plus faire passer les trains-cargos composés d'énormes wagons-citernes à cause de leur volume et de leurs poids excessifs : plusieurs déraillements s'y sont déjà produits ;
— soit d'une rupture d'essieu. Et il n'y aurait là rien d'étonnant : le matériel est souvent mal entretenu. On a dernièrement encore réduit en personnel les équipes de visiteurs chargés de surveiller l'état des wagons ;
— soit d'une aiguille qui aurait mal fonctionné. Cela arrive de plus en plus souvent parce qu'elles « collent » mal ; peut-être ne sont-elles pas adaptées à la longueur actuelle des wagons ou, tout simplement, les équipes de graisseurs sont de plus en plus réduites voire inexistantes.

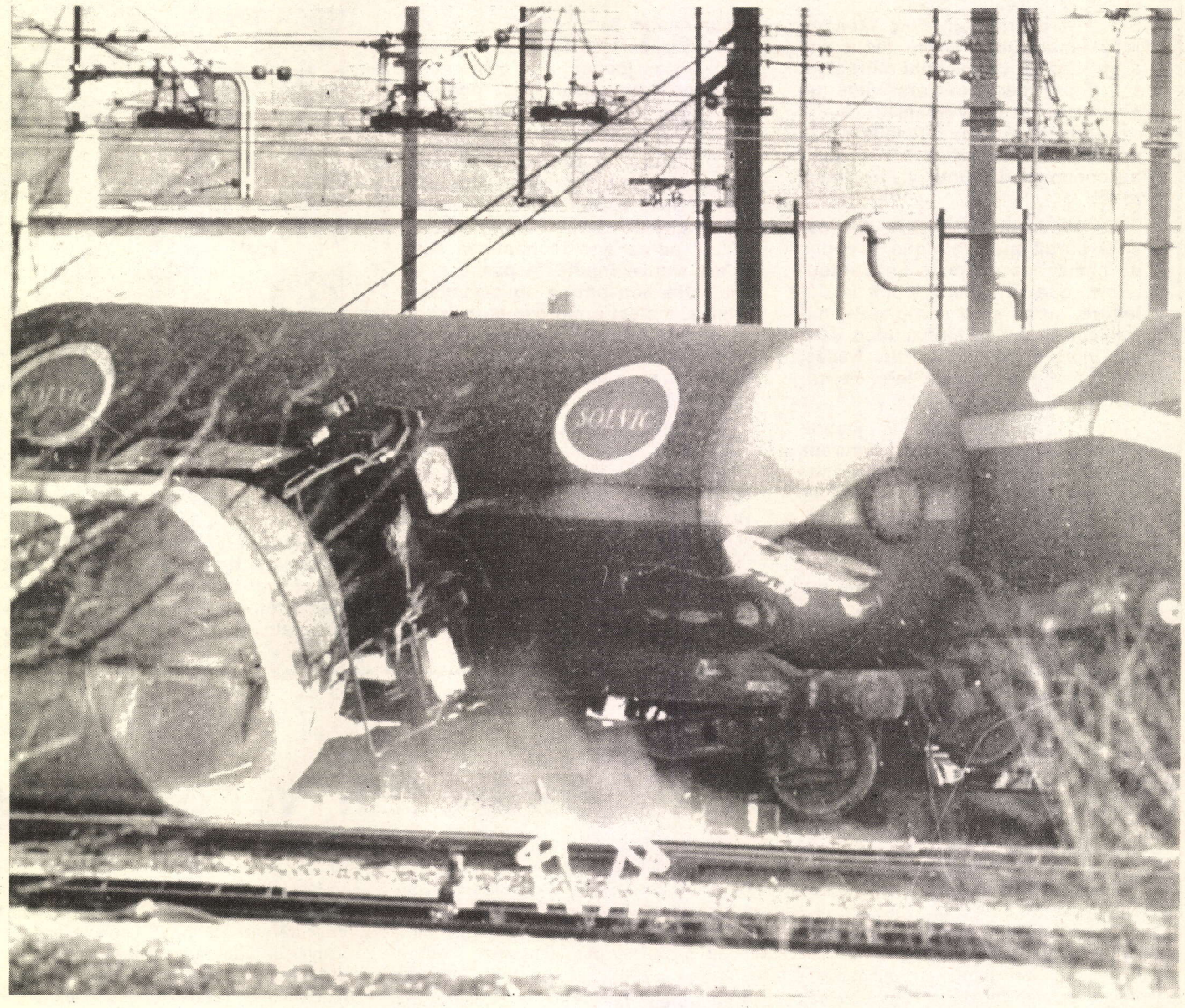
Mais il n'y a pas que cela : il peut y avoir tout simplement l'état des voies qui est déplorable : en effet, des dizaines de déraillements ont déjà eu lieu pour cette raison.

Les brigades VB chargées de l'entretien des voies sont maintenant squelettiques : plus de la moitié des effectifs a été supprimée en trois ou quatre ans.

Sans compter, évidemment, la diminution du personnel, les cadences de triage trop rapides, sources de « chocs ».

Ainsi, les causes réelles du déraillement, les cheminots les connaissent. Elles viennent de la politique « d'économie » pratiquée par la SNCF et, plus particulièrement, de la compression du personnel appliquée systématiquement depuis plusieurs années. Ainsi, le personnel diminue tandis que le travail reste toujours aussi important, ce qui entraîne, pour le cas de Gevrey, une dégradation effrayante de l'ensemble du triage.

Correspondant L. O.



(Ph. L.O.)

Une situation dangereuse qui dure

LE samedi 25 novembre, au roulement 4, à Gevrey-Nord, lors du « débranchement » d'un train, le troisième wagon-citerne d'une rame de neuf qui vient de passer sur la « bosse » de débranchement et descend par gravité dans le faisceau de formation, déraille dans les aiguilles. Le premier boogie sort des rails ; entraînée par le poids énorme de la rame (environ sept cents tonnes) la citerne continue sa course en fauchant les appareils de voie, puis se couche sur le côté droit, se retourne aux trois-quarts, roues en l'air.

Pendant ce temps, deux autres wagons déraillent à leur tour de part et d'autre de la voie en arrivant sur le rail-frein (dispositif destiné à ralentir les wagons en cours de triage).

La citerne qui s'est couchée a failli démolir un poste où travaillaient trois camarades. Par le choc, un clapet de vidange s'est rompu et une importante fissure a laissé échapper son dangereux contenu. En effet, ces citernes d'une vingtaine de mètres de long, qui pèsent plus de soixante-dix tonnes chacune, contenaient à elles toutes jusqu'à cinq cents tonnes de chlorure de vinyle, appartenant à la société Solvay, un des premiers producteurs européens de produits chimiques.

Conscients du risque d'explosion, les cheminots présents, après avoir retiré les cinq wagons qui pouvaient encore rouler, coupent partout le courant. Ce gaz (liquéfié et sous pression) est toxique, inflammable et explosif... Les spécialistes du service incendie de Solvay, arrivés sur les lieux, commencent alors leurs tentatives de colmatage. Ils n'y parviendront pas, ni dans la soirée, ni dans les jours qui suivent. Car on ne peut approcher aucun moteur, aucune flamme, aucune soudure dans un rayon d'un kilomètre. Or, il le faut pour relever le wagon, en vider son contenu et le transvaser dans d'autres citernes. Pendant tout ce temps, le liquide s'écoule lentement dans les canalisations souterraines qui renferment les centaines de fils électriques qui commandent les aiguilles, les systèmes de signalisation, etc.

La nappe s'étend, à tel point qu'il devient nécessaire d'évacuer une partie du village de Perrigny et d'interrompre le trafic sur la voie Paris-Lyon (tous deux à proximité du triage). Toute la population a dû être évacuée d'abord dans un rayon d'un kilomètre, ramené ensuite à cinq cents mètres.

Cette situation dure depuis quelques jours, car les ingénieurs sont obligés d'étudier sur place le chlorure de vinyle et ses réactions dans les conditions présentes.

De son côté, la direction de la gare, elle, continue à se comporter de la façon la plus irresponsable avec son personnel. En effet, les cheminots, après avoir été renvoyés pendant deux jours chez eux, ont été — sinon officiellement appelés — du moins vivement incités à revenir. Bien sûr, un danger d'explosion persiste... Bien sûr, le triage ne fonctionne pas, il n'y a donc rien à faire, mais c'est une question de principe !

On parle même de remises de médailles pour esprit civique. Or, non seulement les cheminots n'ont rien à faire, mais encore ils restent toute la journée massés dans les postes à attendre que cela explose... (Cependant, un grand nombre restent chez eux).

Correspondant L. O.

LE BLUFF DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

LA hausse des prix s'est tellement accélérée ces derniers mois que même le gouvernement doit en convenir. Et il annonce qu'il va prendre des mesures. L'indice officiel, basé sur les 295 articles, donne 0,9 % de hausse pour le mois d'octobre, ce qui est déjà considérable. Mais on sait qu'il ne représente que partiellement la hausse réelle des prix que subissent les ménagères, les travailleurs. Celle-ci touche surtout les denrées alimentaires et les divers services, ainsi que les loyers, ce qui porte directement atteinte au niveau de vie des masses travailleuses. Manger de la viande de bonne qualité (plus de 2 % d'augmentation en octobre) ou faire une sortie en ville sont à l'heure actuelle des luxes que beaucoup de travailleurs ne peuvent s'offrir que rarement.

On s'alarme dans l'entourage du gouvernement et on essaie d'avoir au moins l'air de lutter contre l'inflation, cause de cette flambée des prix.

Ces messieurs ne peuvent, en effet, pas toujours se contenter d'invoquer le cas de l'Italie où, paraît-il, les prix augmentent encore plus qu'en France. Alors, élections obligent, Pompidou fait spectaculairement appel à M. Pinay pour lui demander conseil. Mais, à part exploiter sa légende, que pourrait donc le vieux M. Pinay que ne pourraient Giscard et Pompidou ? Quelle technique merveilleuse, quelle potion magique détiendrait-il qu'ignoreraient ses actuels compères au gouvernement ?

En réalité, Pompidou cherche surtout à « faire appel à la confiance », c'est-à-dire qu'il veut persuader qu'il fait quelque chose, qu'il lutte réellement contre l'inflation. Cette opération n'est qu'un tour de passe-passe, faisant partie de ces mesures psychologiques dont Albin Chalandon lui-même (**Le Monde** des 15 et 16 novembre) reconnaît qu'elles sont l'essentiel des munitions gouvernementales dans cette guerre-bidon contre la hausse des prix.

L'inflation est générale dans le monde capitaliste et due, principalement, aux dépenses des Etats, de tous les Etats. L'Etat français ne faisant pas exception. Et il ne pourrait que difficilement se lancer dans un spectaculaire blocage des prix et des salaires en cette veille d'élections. C'est bien ce qui l'embarrasse. Nixon ou Heath, qui ont procédé à un tel blocage, n'ont pas actuellement de telles contraintes électorales, et Willy Brandt non plus.

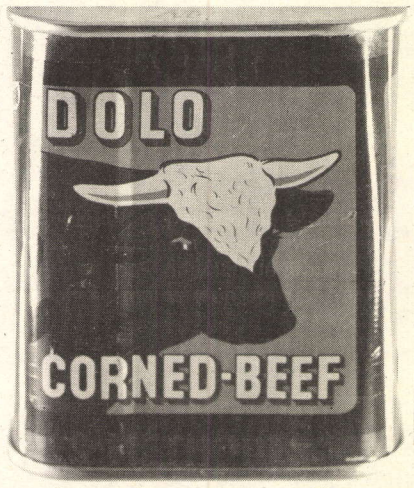
De toute façon, le blocage ne serait efficace, comme à l'ordinaire, que pour les salaires. Pour les prix, encore faudrait-il que le gouvernement veuille réellement, et puisse, faire contrôler un tel blocage. Ce contrôle ne s'effectuerait, soyons-en sûrs, que sur les prix du petit détaillant rendu une fois de plus responsable de la vie chère, pendant que les gros industriels pourraient toujours s'en tirer en tournant le contrôle ou en y échappant.

Quant aux autres mini-mesures prises récemment et que le gouvernement veut, dit-il, renforcer, elles ne sont que poudre aux yeux et coups d'épée dans l'eau. Le gouvernement fera des restrictions budgétaires ? Pas dans ses subventions aux capitalistes, bien sûr, mais au niveau des salaires de ses fonctionnaires et au niveau des crédits pour les services publics. Il n'augmentera pas ses tarifs ? Pas jusqu'aux élections en tout cas (plus que deux ou trois mois !), et parce qu'il les a grassement augmentés les mois précédents. Des difficultés dans le domaine du crédit ? Oui, surtout pour les prêts personnels consentis par les banques aux particuliers que l'on va chercher à décourager, et pour les prêts immobiliers : pas n'importe lesquels, mais ceux qui concernent les... résidences secondaires. Quant au relèvement du taux d'intérêt du crédit, les entreprises ont toujours la possibilité de déduire de leurs bénéfices les sommes versées au titre de l'intérêt sur les prêts.

Alors, dans ces conditions, le gouvernement reste toujours aussi impuissant devant la hausse des prix. Aucun contrôle gouvernemental réel n'est possible dans ce système dominé par l'inflation. Il ne reste plus qu'à recourir aux illusionnistes chevronnés... pour pouvoir continuer à pressurer le bon peuple sans qu'il s'en aperçoive trop.

Christiane LE GUERN.

Le gouvernement est bien incapable d'assurer un véritable contrôle des prix (Ph. L.O.)



Il y a trois ans les pouvoirs publics. annonçaient une baisse... que les ménagères qui suivent le bœuf attendent toujours. (Ph. L.O.)

A PROPOS DE NOVEMBRE 47 ET DU P.C.F.

A la réflexion, le titre ironique de l'article paru dans notre numéro 220 sur les grèves de novembre 1947 nécessite quelques précisions, d'autant plus que certaines expressions malencontreuses de l'article lui-même peuvent créer la confusion.

En effet, en 1947, le PCF ne menait nullement une politique gauchiste. Bien au contraire. A aucun moment, même après le départ de ses ministres du gouvernement, le Parti n'a cessé de freiner les luttes revendicatives et de les diviser. Tout juste peut-on dire qu'il avait un langage qui, sans aucun rapport même avec son langage des années 1930, surprendrait aujourd'hui.

Sa politique elle-même restait ce qu'elle fut toujours dans le domaine revendicatif.

En novembre 1947, s'il prit, contraint et forcé, quelquefois la tête du combat, ce fut pour éviter le risque d'être débordé, y compris par ses propres troupes.

A aucun moment le PCF ne chercha à donner au mouvement gréviste la moindre perspective d'ensemble, la moindre revendication unificatrice, la moindre coordination. A aucun moment, il ne prit en compte l'intérêt de la classe ouvrière dont la forte combativité, spontanément provoquée par l'exaspération devant la misère, expliquait le niveau des luttes.

Les luttes, les émeutes, les soldats qui pactisaient avec la foule, tout cela ne fut à aucun moment le fait volontaire du Parti, mais le produit de la colère de la population travailleuse. Si la base du Parti y participait, c'était au même titre que le reste de la population : à cause du manque de ravitaillement, de la hausse fantastique des prix, des conditions de vie et non par une quelconque volonté délibérée du Parti d'engager ses troupes. Bien au contraire !

Et si le Parti a vu à l'époque son influence décroître, ce fut essentiellement pour n'avoir pas su répondre aux désirs des travailleurs et à leur combativité. Ce ne fut pas l'attitude violente de sa base qui éloigna de lui les ouvriers, mais bien plutôt l'absence d'espoir, la démoralisation devant la défaite que ceux-ci éprouvrèrent en dehors de toute perspective d'ensemble.

Les travailleurs s'étaient battus, poussés par le désespoir. Battus et désespérés du fait de la politique de trahison du PCF, leurs espoirs de 1945 déçus, ils s'écartèrent du PC qui leur avait tout fait supporter pour rester au pouvoir, et maintenant s'en trouvait irrémédiablement écarté.

Alain MARQUET.

Débat sur le Programme Commun :

Nouveaux arguments et vieilles calomnies !

VENDREDI 24 novembre, le Parti Communiste organisait un débat sur le Programme Commun pour les enseignants du lycée et des CES de Villeurbanne. Le débat, qui regroupait une quarantaine de participants, la plupart membres ou sympathisants du PCF, était animé par les deux candidats du PCF à Villeurbanne, René Desgrand et Pierre Dazord.

A une question d'une camarade de L.O. soulignant l'insuffisance de la revendication des 1.000 F par mois, il fut répondu que, de toute façon, ce serait une amélioration pour beaucoup de gens, et qu'il s'y ajouterait des avantages sociaux. Quant aux 40 heures, il fut impossible d'obtenir une réponse précise sur la date de leur application.

Puis Pierre Dazord, professeur de faculté, donna de très longues explications sur les nationalisations et les réformes économiques prévues dans le Programme Commun. D'après lui, il n'y a pas à craindre une réaction de la bourgeoisie car elle est en plein désarroi ; l'armée et la police se rallieraient au nouveau gouvernement et d'ailleurs, elles ne sont plus les principaux moyens de répression à l'heure actuelle, c'était valable du temps de Marx... Des réponses assez longues furent faites aussi sur la réforme de l'enseignement.

Mais la discussion la plus longue... et la plus animée, fut suscitée par une question posée par notre camarade sur la liberté d'expression : des événements du genre du blocage de **Lutte Ouvrière** aux NMPP par la CGT et le PCF risquent-ils de se reproduire sous un gouvernement d'Union Populaire ? Pierre Dazord, très en colère, ressortit toutes les vieilles calomnies contre les gauchistes : payés par les patrons, qui vont donner des leçons aux ouvriers à la porte des usines... de plus, le problème ne se poserait même pas, car ils n'existeraient plus, **« broyés par l'histoire »** ! Nous voilà au moins prévenus ! Finalement, il ressortit de la discussion que ce nostalgique du stalinisme n'est pas prêt à laisser aux gauchistes la possibilité de s'exprimer librement. Dont acte.

Correspondant L.O.

BERLIET : les travailleurs co

POUR la première fois le patron d'une grande entreprise tente de se servir de la loi « anticasseur » du 8 juin 1970 contre des militants syndicalistes. L'entreprise, c'est Berliet à Vénissieux ; 12.000 salariés, point de mire à la fois des travailleurs et des patrons de la région.

Paul Berliet étant un patron dans le style des « capitaines d'industrie » d'antan, jaloux de son autorité, fort capable de prendre tout seul la décision de sortir la loi « anticasseur » de l'arsenal répressif pour l'utiliser contre l'agitation qui dure depuis deux mois dans son usine, il est probable que sa décision embarrasse le gouvernement plus qu'autre chose. Le gouvernement se passerait sans doute volontiers, en cette période pré-électorale, d'un conflit à la fois important par la participation, par les sympathies qu'il soulève, et politique.

Initiative individuelle ou concertée, de toute manière, en prenant sa décision, Berliet administre la preuve patente que la loi « anticasseur » est faite contre les travailleurs en lutte et que les patrons n'hésitent pas à s'en servir à l'occasion, y compris contre des responsables syndicaux. Ce faisant, Berliet a engagé une épreuve de force qui dépasse le cadre de son entreprise. C'est la loi « anticasseur » qui est en cause, même si la lutte telle que les syndicats l'ont engagée dans la région lyonnaise concerne seulement l'application concrète qui est faite de cette loi dans une circonstance précise. Cette épreuve de force, il faut que les travailleurs la gagnent.

Attaqués dans leurs intérêts directs, les syndicats, la CGT en particulier, se sont montrés en l'occurrence capables d'une réaction rapide et spectaculaire. La manifestation du 27 novembre a été un succès incontestable, elle a montré que si les syndicats sont prêts à prendre des initiatives pour faire reculer Berliet, ils ont le soutien des travailleurs.

La menace de la loi « anticasseur » et la riposte qu'elle avait entraînée, ne

(Ph. L.O.)

DEUX MOIS DE

Le début du conflit

LE conflit, chez Berliet, a commencé à la fin du mois de septembre par les débrayages des peintres de CDI, et des ouvriers de l'atelier des culasses (VL), sur des questions de cadences.

Depuis un an et demi, la direction refuse toute négociation, et elle réitérait ce refus au CE du 28 septembre ; dans ce contexte, les syndicats CGT et CFDT appellèrent à se réunir partout pendant le travail, par secteur et catégorie, malgré la suppression par le patron des six heures d'information syndicale habituelles. C'est ainsi que des réunions d'information eurent lieu où, comme à la VL, les ouvriers insistèrent vigoureusement pour que la question des salaires vienne en premier, ainsi que celle des cadences. Coupant la parole aux délégués, ils rejetèrent le reste du catalogue traditionnel des syndicats et s'en prirent à des chefs à propos de l'intensité du travail.

Finalement, c'est la revendication de 200 F d'augmentation pour tous qui, déjà lancée par la CFDT, fut reprise et qui est maintenant au cœur des grèves.

Berliet n'a attendu que les jours suivant la visite de M. Gierek (et son importante commande d'autobus pour la Pologne) pour attaquer : lock-out pour les lignes de montage camions, l'habillage cabines, et le montage moteurs. Annoncées au CE extraordinaire du lundi 8 octobre, ces mesures étaient dites « conservatoires » par le patron.

Montée de la combativité

A partir de ce moment, on assiste à une sorte d' « escalade » dans les actions lancées par les syndicats sur la base d'un mécontentement et d'une combativité croissants parmi les travailleurs. Les débrayages par secteurs, dûment programmés, alternent avec des débrayages de deux heures de toute l'usine, introduisant une atmosphère de pagaille et de chahut indescriptible. Pourtant, ce n'est que le 17 novembre qu'une porte a été ouverte par la direction en vue de la négociation, près d'un mois et demi après.

Les grévistes se munissent de pancartes, banderoles, sifflets, trompettes, pétards, et forment des cortèges animés, appelés ici « roulantes », qui traversent les ateliers et vont se heurter aux portes fermées à clé des bureaux. Un secteur en grève forme sa « roulante » et peut ainsi tomber par hasard sur celle d'un autre coin en train de suivre, elle, un autre itinéraire. Les syndicats appellent les ouvriers des chaînes lock-outés à venir à l'usine pour s'y joindre. Le début du débrayage se passe en discussions pour savoir qu'elles vont être les « actions multiples » auxquelles les travailleurs sont conviés, puis on passe à l'exécution. Les initiatives sont variées ; Berliet, alias Popaul, étant promené fort cavalièrement sous la forme d'un mannequin affublé d'attributs divers... Les travailleurs de CD 4, dont dépend la précieuse « commande polonaise » d'autobus, en profitent pour réclamer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Manifestations des « Berliet » en ville

Suite à plusieurs débrayages généraux de l'usine, en particulier le 18 octobre, au cours duquel les militants syndicaux s'opposent à ce que les ouvriers s'en prennent aux grands bureaux, les syndicats préparent une manifestation-surprise qu'ils qualifient « d'envergure et spectaculaire d'un style nouveau » : **ce sera la manifestation de plus de 2.000 ouvriers en bleus de travail dans le centre de Lyon, le jeudi 19, au cours de laquelle les grévistes en pleine forme distribuent 60.000 tracts à la population pour expliquer la situation chez Berliet. Un OS 2 bonus (c'est-à-dire dont la paye est pour une bonne part liée au rendement) gagne pour 42 heures 1.150 francs par mois, soit sur l'année 2.700 F de moins que son équivalent chez Renault, selon les syndicats. Pour un P 3, la différence serait de 6.500 F par an.**

Cette manifestation en pleine ville avait été très bien organisée par les syndicats et les grévistes sont revenus à l'usine avec un moral très haut, réclamant les 200 F pour tous, s'en prenant à ceux qui n'avaient pas fait la grève, et pas du tout enclins à reprendre le travail : « [illegible] travaille si je veux », s'entendir répondre bien des chefs.

Le moral se renforçant, la participation à la manifestation générale du 26 octobre fut encore meilleure : 3.000 ou 4.000 « Berliet » sur les 12.000 du cortège.

Récits de grévistes

A l'appel des syndicats CGT et CFDT, on a débrayé de 9 à 11 heures pour l'équipe du matin et la journée pour les autres, le mardi 14 novembre.

Le débrayage a été bien suivi, il y a eu un rassemblement à la VL. On a défilé dans les ateliers en chantant, en criant, en sifflant, etc. En arrivant à l'ex-atelier des PDD, il y avait un ouvrier en train de peindre un moteur. On l'a obligé à s'arrêter. Tout d'un coup, on a vu le chef venir pour défendre l'ouvrier et pour nous faire peur. Soudain, une rafale de boulons et d'écrous lui est tombée dessus. Après un moment, un balai suit, puis des boîtes en carton. Ce chef nous suit toujours pendant les cortèges.

Une autre fois, on a visité tous les ateliers de l'usine en chassant les jaunes qui travaillaient... Le 15, on est monté dans les grands bureaux. Pour entrer, les serrures de la porte d'entrée ont été cassées ainsi que quelques vitres. Il y a eu aussi un cercueil de construit sur lequel on a écrit : **« des sous Popaul »**, et il a été déposé devant les grands bureaux.

Dans les bureaux

Dans les bureaux, malgré quelques tracts CGT et CFDT destinés aux ETDA (surtout à la veille des élections de délégués du personnel du 23 novembre), on n'est guère au courant de ce qui se passe dans l'usine. On entend bien du remue-ménage, des cris, des chansons, des pétards, de l'enthousiasme, mais dès qu'un cortège d'ouvriers se manifeste à proximité, les gardes se dépêchent de fermer les portes.

Les chefs ne se privent pas pour essayer de monter les employés contre les ouvriers grévistes. Ils ne parlent pas de grève, de défilés, mais « d'émeutes ». L'anticommunisme des hauts cadres se donne libre cours. On dit aux femmes que les grévistes seraient bien capables de les violer...

Résultat : quand un groupe d'ouvriers est passé dans les bureaux, les femmes ont eu peur, des messieurs ont ri, et il y avait dans l'air des allusions à mai 1968.

Les intérimaires

Depuis un bon moment déjà, Berliet embauche des intérimaires ; en ce moment, il en utilise pour remplacer les grévistes, ou même ceux qu'il lock-oute. A CDI, où les travailleurs ont refusé d'habiller des cabines peintes à l'extérieur, ce n'est pas pour que des intérimaires fassent le travail. Et même si les syndicats au début n'ont rien dit sur l'attitude à avoir vis-à-vis des intérimaires, et ne se sont pas adressés à eux, les ouvriers s'en sont souvent chargés eux-mêmes. On ne veut pas qu'ils fassent 10 ou 12 heures, ou qu'ils viennent le samedi pendant qu'on est en grève ou lock-outés. Dans certains ateliers, les travailleurs cachent le matériel nécessaire, et le travail ne peut pas être fait par d'autres...

Mais maintenant, on voit de plus en plus d'intérimaires qui se joignent à notre lutte.

Berliet n'investit plus dans la région lyonnaise ?

Berliet aurait décidé de ne plus investir dans la région lyonnaise. Cette déclaration a fait du bruit. Il rechercherait des régions ayant — comme il l'a dit — une meilleure tradition de **« sérénité sociale »**, et il tente ainsi, avec l'aide de la presse régionale qui dramatise à plaisir cette situation, de dresser l'opinion publique contre les grévistes, fauteurs de l'inévitable chômage à venir...

L'investissement que Berliet ajournerait par cette mesure concerne le transfert de la Fonderie dans la zone industrielle de Loyettes (Ain), prévu pour 1978. Les syndicats ont fait observer que les techniciens concernés continuaient leurs études en vue de cette implantation après que Berliet eût annoncé ses mesures.

Il s'agirait d'autre part de la vente d'un terrain de 20 hectares, situé près de l'usine. Là aussi, les syndicats observent qu'il s'agit peut-être bien d'un terrain que Berliet aurait déjà prévu de céder (au prix fort, sans doute...) à l'Etat pour un raccordement d'autoroute...

S'agit-il donc d'un vaste bluff, d'un vaste chantage à l'emploi, orchestré pour discréditer la lutte en cours ? S'agit-il d'une opération visant les pouvoirs publics, afin d'obtenir des aides financières, comme on le suggère actuellement ?

De toute façon, les travailleurs ne sont pas concernés par ces tractations. Berliet qui ne les a pas consultés, ni fait bénéficier de son expansion de ces dernières années (dix usines en dix ans), ne pourra pas faire retomber ses difficultés sur leur dos.

...ntre la loi "anti-casseurs"

sont cependant qu'un épisode, quand bien même la plus spectaculaire, de l'agitation qui règne chez Berliet depuis près de deux mois. A la base de cette agitation, il y a le mécontentement profond et général dans l'entreprise, il y a aussi une combativité certaine de la part des travailleurs. Mécontentement qui s'exprime par des discussions continuelles entre travailleurs, par une baisse très nette de la production en dehors même des heures de grève, par le fait que les chefs ont de plus en plus de mal à imposer leur autorité. La combativité est à la fois la cause et la conséquence de l'attitude de la CGT qui adopte un comportement plus dur que d'habitude, assez enclin à laisser les travailleurs donner libre cours à leur mécontentement.

Compte tenu du climat dans l'entreprise, il était assez logique pour la CGT-Berliet de lâcher la vapeur sans attendre la proximité immédiate des élections. Elle a d'ailleurs une tactique très éprouvée en pareilles circonstances. Il faut rappeler que, pour garder le contact avec la base, elle a su adopter une attitude adéquate lors des longs conflits de 1963, 1965, 1967 et 1970 notamment.

Tactique qui lui a permis alors, comme elle lui permet actuellement, de bien contrôler la situation, de ne pas être débordée.

De toute façon, la CGT et la CFDT ont toujours su jusqu'à présent ménager leurs arrières et ne rien faire d'irréparable vis-à-vis du patron. Lors des journées de discussion, il n'y a pas de débrayages à l'usine : « puisqu'il y a conciliation, il n'y a pas d'action » répètent-ils.

Seront-ils prêts à « oublier » l'essentiel des revendications des travailleurs en contrepartie de la récupération des avantages syndicaux que le patron menace de supprimer et de l'abandon des poursuites en justice ? Cela ne dépend pas seulement d'eux...

...E DÉBRAYAGES

C'était difficile à estimer, mais assurément Berliet venait en tête et par le nombre et par la combativité. C'est la plus grande manifestation syndicale depuis mai 1968, et elle n'a été surpassée depuis que par celle du 27 novembre au Palais de Justice.

Dans les ateliers, les « roulantes » deviennent alors plus agressives envers les jaunes et la maîtrise. Malgré l'aspect de fête, les lâchers de ballons, les trompettes et les tambours, on assiste aussi à des lancers de boulons. Les travailleurs immigrés sont très souvent en tête. Aux Cylindres, on fait grand bruit en tapant sur les machines dès qu'une « blouse blanche » apparaît. Le 30, c'est la fameuse « promenade » à la salle de réception des cadres qui a donné prétexte à la direction pour ses poursuites en correctionnelle.

La direction s'énerve...

Il faut dire que depuis le début, la direction s'est lancée, à travers la presse régionale et les notes d'information au personnel dont elle est prodigue, dans une véritable guerre des chiffres avec les syndicats : contestation sur la situation financière de l'entreprise, sur le nombre de véhicules en stock, sur les pourcentages d'augmentation accordés depuis le début de l'année, sur le salaire mini Berliet, etc. Elle commence aussi à faire un chantage sur les avantages syndicaux maison (accord de 1970). Elle interdit tout accord partiel entre les ouvriers et les chefs de secteurs. Elle ne veut discuter que si les syndicats s'engagent « dans une enveloppe financière compatible avec les moyens de l'entreprise », dont elle reste évidemment seule juge...

Au début, la CGT se contentait de gémir : « quelle tristesse de savoir que de tels individus dirigent actuellement l'entreprise » et de stigmatiser les « patrons malhonnêtes et de mauvaise foi ». Mais devant les attaques patronales contestant leur représentativité, la CGT et la CFDT ont organisé début novembre une consultation à bulletin secret demandant en gros aux travailleurs s'ils étaient d'accord avec la lutte orchestrée par les organisations syndicales, ou bien s'ils étaient d'accord avec la direction. Et ils sont sortis de ce vote forts des 5.380 ouvriers d'accord avec eux sur les 6.013 ouvriers consultés.

La direction a de nouveau lock-outé certaines chaînes de CDI, elle a fait venir des huissiers, elle a fait peindre des cabines à l'extérieur que les ouvriers de Berliet ont ensuite refusé d'habiller (d'où la citation en prud'hommes de 11 d'entre eux en vue de la résiliation judiciaire de leur contrat de travail), elle a essayé d'utiliser des intérimaires, etc.

Tout a échoué, et les journées de débrayages dits « par vagues » se sont renouvelées au long du mois de novembre. Les syndicats n'annoncent ce qu'ils proposent qu'au dernier moment, mais ils laissent aussi libre cours bien souvent aux initiatives des ouvriers dans le cadre du programme de débrayages qu'ils ont prévu. Ainsi, un tract donnant le tableau des différents horaires selon les secteurs porte en-dessous : « AUJOURD'HUI : LIBERTE DE MANŒUVRES ». Cela plaît beaucoup aux travailleurs. C'est ainsi que des ouvrières toujours au travail pendant un débrayage ont été recouvertes de suie par les grévistes ; que ceux-ci ont forcé la porte des bureaux où ils sont allés « faire un petit tour », etc. Non seulement, les syndicats ne s'opposent pas, mais les délégués des ateliers sont dans le coup.

...et attaque

Les derniers jours ont été marqués par la grande attaque de la direction contre les militants syndicalistes, les avantages syndicaux, mais en même temps des négociations se sont ouvertes sous l'égide de la Direction départementale de la Main-d'Œuvre (voir L.O. n° 222). La quatrième journée de discussions a eu lieu le mercredi 29. Entre chacune de ces journées, la CGT et la CFDT essaient de marquer des points : manifestation devant les prud'hommes, élections de délégués du personnel où les deux syndicats ont rassemblé 91 % des suffrages, grande manifestation au Palais de Justice le 27 (voir ci-contre).

En tout cas, le moral est bon parmi les travailleurs de chez Berliet, et il ne sera pas forcément facile de les faire rentrer dans le rang, car depuis plus de deux mois que règne à l'usine une atmosphère de fête et de contestation, nos camarades y ont pris goût.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

12 000 A LA MANIFESTATION DANS LES RUES DE LYON :

La riposte à Berliet

(Ph. L.O.)

LUNDI dernier, nous étions au moins 12.000 travailleurs à manifester dans les rues du centre de Lyon.

Les Unions Départementales CGT et CFDT avaient appelé les travailleurs à débrayer et à venir protester contre les mesures répressives prises par la direction Berliet envers neuf syndicalistes poursuivis devant les tribunaux sous le prétexte de la loi « anticasseurs ».

Il y avait de la colère parmi les manifestants. Diverses usines, dont certaines récemment en grève, avaient leur banderole : Ugine-Kuhlmann, Delle, la CEM, Rhodiacéta. On pouvait voir aussi une délégation d'enseignants des CET et des formations politiques apparaissant avec leurs propres banderoles, en particulier le PSU, avec drapeaux rouges et une affiche demandant 200 F pour tous.

En tête de cortège, les travailleurs de chez Berliet formaient le tiers du cortège, la plupart venaient directement de l'usine où les syndicats avaient préparé des cars.

Il y avait pas mal d'entrain et on entendait parfois un bruit de pétard, des coups de sifflet ou un son de trompette.

On criait : « Berliet en prison », « A bas la répression », « Liberté syndicale », « 200 F pour tous » *et les traditionnelles huées lors du passage devant le* Progrès de Lyon *:* « menteur » *criait-on.*

Certains membres de la CGT tentèrent d'entonner la Marseillaise *devant le « veilleur de pierre », monument de la Résistance, mais ce fut l'*Internationale *qui fut reprise par les manifestants.*

Le cortège se dirigea vers le Palais de Justice où devait avoir lieu, l'après-midi même, le procès des militants syndicalistes.

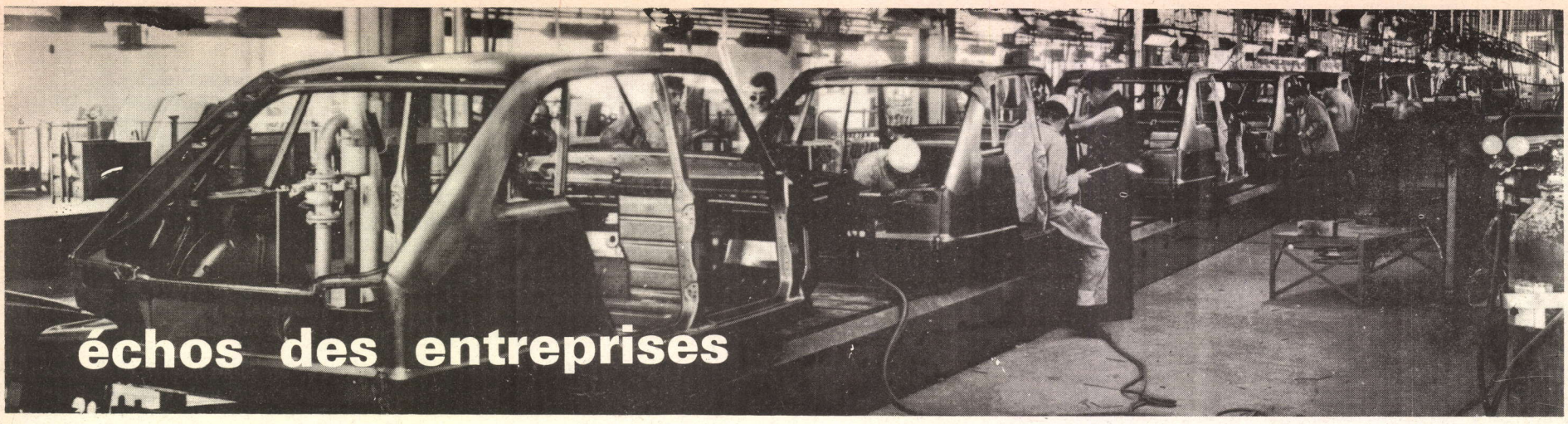
Rassemblée sur les marches du Palais et aux alentours, la foule des manifestants crie encore des slogans hostiles à Berliet et en faveur des camarades inculpés.

Deux responsables des UD-CGT et CFDT prennent la parole, rappelant les cent cinquante heures de grève effectuées par les travailleurs de chez Berliet au cours de dix semaines d'actions, et l'attitude intransigeante de la direction qui, non seulement n'a pas répondu aux revendications des travailleurs, mais a attaqué les libertés syndicales.

Le responsable de l'UD-CGT a demandé la levée des sanctions, et n'a pas manqué de parler des perspectives ouvertes par le Programme Commun de la Gauche.

La manifestation s'est dispersée ensuite sans incident, la plupart des travailleurs présents reprenant le travail l'après-midi.

Correspondant L.O.



échos des entreprises

DES CHEFS, LE PETIT DOIGT SUR LA COUTURE DU PANTALON

on se fait respecter

● *R.N.U.R. (Billancourt)*

Dans l'Ile, au Ponçage (74-45), vingt-neuf camarades ont été sanctionnés d'un avertissement. Motif : jeudi, ils étaient montés au vestiaire cinq minutes avant l'heure, alors que leur production était terminée.

La réaction a été immédiate. Ils ont débrayé tous ensemble environ une heure. La maîtrise a été obligée de lever toutes les sanctions devant leur volonté.

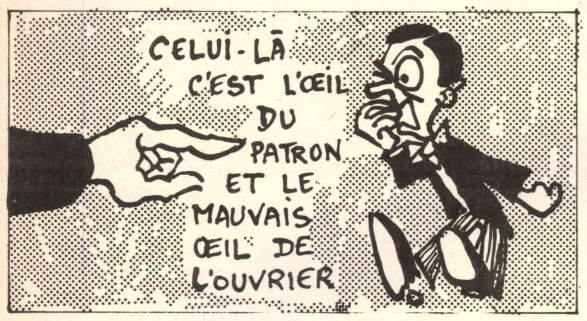
Les chefaillons qui se retranchent derrière le règlement pour masquer leur bêtise auront-ils compris la leçon ? Leur règlement, c'est celui du patron, mais, dans certains cas, nous sommes aussi capables d'imposer le nôtre.

attention ! espion !

● *R.N.U.R. (Flins)*

A l'Electrolyse, parmi les chefaillons qui passent le plus clair de leur temps à surveiller les travailleurs, il est un certain contremaître qui bat tous les records.

Dans ce domaine, c'est en effet un véritable professionnel : espionnage et sanctions, telles sont bien ses seules occupations à l'usine, et il faut croire que c'est tout ce qu'il sait faire. A longueur de journée, il rôde dans l'atelier, guettant la moindre occasion de manifester son « autorité » ; et tous les moyens lui sont bons : tantôt il reste planté là, immobile, à vous observer, et à vous faire sentir sa présence, tantôt, au contraire, il se cache, à l'affût de la moindre pose, de la moindre conversation. Et, tout à



coup, le voilà qui surgit on ne sait d'où, sans crier gare. A ce point là ça tient du vice !

Eh bien, si cet individu se sent une vocation de garde-chiourme, qu'il aille satisfaire ailleurs ses mauvais instincts.

les casse-pieds

● *BREGUET (Toulouse)*

On sait qu'à Bréguet, il y a chefs et chefs : il y a ceux à qui leur poste ne monte pas à la tête et qui, tout en organisant le travail, ne prennent pas pour autant l'usine pour une caserne et leur métier pour celui d'adjudant de compagnie.

Malheureusement, il y en a quelques autres qui, par souci de se faire « bien voir », confondent leur emploi de chef d'équipe ou de contremaître avec la besogne de garde-chiourme.

Ainsi, la semaine dernière, on a pu voir, à deux reprises, des individus de cet acabit, montre en main et blouse grise sur le dos, interdire aux compagnons de leur équipe, au début de la chaîne Jaguar, de partir de l'atelier en même temps que les autres. Excités, soupçonneux, ils avaient vraiment l'air de compter leurs moutons en cherchant les brebis galeuses.

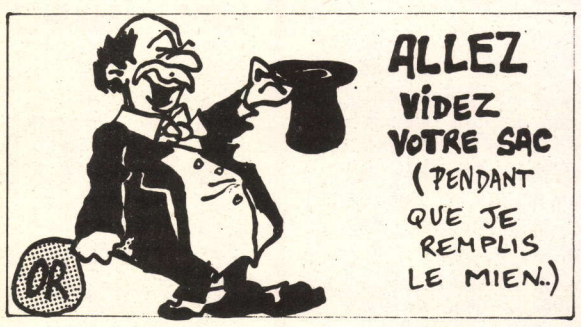
A ce petit jeu, ils ont bien tort. Car, s'ils ne gagnent pas pour autant, comme ils se le figurent sans doute stupidement, l'estime de la direction (qu'ils le veuillent ou non, ils ne sont pour elle que des salariés comme les autres), en revanche, ils s'attirent de notre part une dose de mépris bien méritée. Et si le mépris se transforme en colère, ils récolteront ce qu'ils sont en train de semer.

A nous de leur montrer que nous sommes décidés à ne pas nous laisser casser les pieds.

22 à 51 !

● *SNIA (Toulouse)*

Dans la nuit de mardi à mercredi dernier, à la sortie de l'équipe de Saint-Eloi 51, nous avons eu la désagréable



surprise de voir deux gardes s'avancer vers nous : « Ouvrez vos sacs, qu'est-ce que vous avez dans votre sacoche ?... » : c'était la fouille.

La direction ne manque vraiment pas de culot. Alors qu'elle gaspille des millions à faire des pièces inutilisées que l'on enverra plus tard à la ferraille, elle nous emm... régulièrement en venant contrôler si, par hasard, quelqu'un n'aurait pas sorti une bagatelle.

Alors que chaque jour, elle nous vole le produit de notre travail, en faisant des super-profits sur notre dos, elle prétend nous demander des comptes. Et tout cela, uniquement pour nous casser les pieds et pour bien nous montrer que c'est elle qui commande.

Evidemment, une fois de plus, elle en a été pour ses frais. Mais que ces messieurs prennent garde, nous n'aimons pas beaucoup ce genre de perquisitions.

CONDITIONS DE TRAVAIL : DANGER !

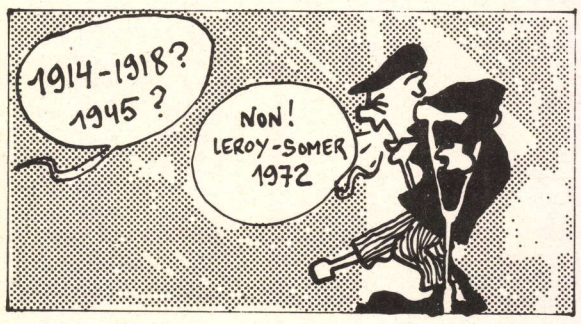
encore des accidents à Rabion-Nord !

● *LEROY-SOMER (Angoulême)*

A Rabion-Nord, les conditions de travail se détériorent de plus en plus et, bien sûr, les travailleurs en supportent les conséquences.

En moins d'une semaine, trois camarades ont été victimes d'accidents dus au désordre qui règne partout.

Le premier, qui travaille aux plates-formes, où l'on en-



saie les moteurs, a été victime d'un court-circuit, et a été brûlé sur toute une main.

Le deuxième travaille aux carcasses et doit brasser sans arrêt de grosses carcasses qui sont empilées n'importe comment. Ce qui devait arriver arriva : une carcasse lui est tombée sur un pied, le blessant assez gravement.

D'autant plus que ce camarade n'avait pas de chaussures de sécurité ; la direction en donne tellement peu que presque personne ne peut en avoir !

Le troisième, travaillant sur une presse, a eu le bout du pouce écrasé par l'outil. Là encore, aucun système de sécurité !

Et les patrons ont le culot de dire que c'est de la faute des ouvriers s'il y a des accidents ! Alors que c'est lui, le seul responsable, lui qui entasse les lingots, et dans les usines duquel des milliers d'ouvriers sont non seulement exploités avec acharnement, mais toujours à la merci d'accidents plus ou moins graves !

un chauffage mal adapté

● *LEROY-SOMER-SILLAC (Angoulême)*

Le chauffage que nous avons est vraiment mal adapté. Comme dans beaucoup d'ateliers, c'est une chaufferie à mazout qui souffle de l'air chaud. Si on travaille dans la trajectoire du souffle, on ne tarde pas à avoir trop chaud. Mais celui qui se trouve juste à côté de la chaufferie ne le sent pas.

Le souffle est tellement puissant qu'il fait voler la poussière, et nous la respirons. Si quelqu'un a le malheur de heurter la chaufferie, celle-ci nous envoie alors un bon nuage de suie.

De plus, c'est un système totalement inefficace pour ceux qui se trouvent à quelques mètres des portes en caoutchouc. Dès qu'il fait un peu de vent, nos camarades le reçoivent en plein dos. Evidemment, ces portes sont très pratiques pour la manutention et, aux yeux du patron, cela compte beaucoup plus que notre santé.

Le pire, c'est au Décaltage où les grandes portes en fer

restent ouvertes quelquefois pendant une matinée entière pour permettre le déchargement des camions.

Pourtant, il ne serait pas difficile de trouver des solutions, mais il faudrait au moins s'en soucier.

DES MÉTHODES ADMINISTRATIVES

le coup de force de l'administration

● *CHEQUES POSTAUX (Bordeaux)*

Mardi dernier, véritable coup de théâtre dans le centre, les fiches de vœux étaient annulées, une longue liste de postes pour toute la région, offerte au volontariat, nous était proposée.

C'est là une violation du statut de fonctionnaire, nous avons toujours postulé par fiches de vœux et beaucoup d'employées qui croyaient se rapprocher un peu plus chaque année du poste demandé, le voient s'éloigner. Mais, surtout, l'administration espère éliminer ainsi ce qu'elle appelle les « surnombres », supprimer purement et simplement quelques centaines d'emplois dans le centre.

De plus, avec le « volontariat », l'administration escompte que, tant que nous espérerons une éventuelle nomination, nous ne songerons pas à nous battre contre les suppressions d'emplois dans le centre. En nous faisant miroiter une éventuelle nomination, elle compte vider le centre en douceur, sans avoir d'ennuis. Elle espère ainsi éviter la colère que susciteraient des déplacements d'office.

C'est vraiment nous prendre pour des naïfs. La ficelle est un peu grosse. Il n'est pas question pour nous d'accepter une quelconque compression du personnel.

La grève des banques

Quand les fédérations syndicales enterrent l'action

INCONTESTABLEMENT, la grève de quarante-huit heures des banques a été un succès. Et si toutes les agences n'ont pas été touchées par le mouvement, au Crédit Lyonnais, par exemple, cinquante agences de la région parisienne ont été fermées.

Dans les services centraux, les pourcentages variaient de 40 % à 80 % comme au Crédit Lyonnais-Levallois.

A Paris, un meeting à la Bourse du Travail, puis une manifestation sur les grands boulevards ont regroupé quatre mille personnes enthousiastes.

Mais le succès de la grève, s'il a inquiété quelque peu les banquiers, puisqu'ils proposèrent de négocier dès mardi à condition que la grève ne continue pas le lundi, a aussi inquiété les fédérations syndicales qui ont décidé de suspendre le mouvement... pour le reprendre à la fin du mois, en proposant une grève entre Noël et le Jour de l'An.

Tant pour la CGT que pour la CFDT, FO, la CFTC et le SNCB (syndicat des cadres), il s'agit avant tout de recommencer à négocier « réellement » avec les banquiers.

Mais pour obtenir satisfaction aux revendications (120 F d'augmentation minimum pour tous), il faudra autre chose que des discussions, même après une belle grève ! Cela, le personnel le sait. C'est pourquoi de nombreux employés pensaient qu'il faudrait continuer la lutte, sinon dès le lundi, du moins dans la semaine, si les banquiers refusaient de céder.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas comment sera accueillie la décision des fédérations. Mais ce qui est certain, c'est que la grève de fin de mois qu'elles proposent est bien choisie par les appareils syndicaux pour désamorcer la combativité des employés, tant par la date (les fêtes de fin d'année) que par le laps de temps qui va s'écouler entre la grève de quarante-huit heures et la prochaine.

On ne saurait mieux montrer leur volonté de cesser toute action, pour s'accrocher à une possibilité de négociation.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

THOMSON-C.S.F. (Levallois)

FIN DE LA GREVE

LA semaine dernière, à la Thomson-CSF - Levallois, tous les services de production — l'Usinage, la Serrure et le Montage-Câblage — du secteur DFH (l'usine est divisée en deux secteurs : DFH, mille deux cents personnes et GTE, huit cents personnes qui n'étaient pas en grève), étaient en grève de vingt-quatre heures reconductible chaque matin pour :

— 150 F d'augmentation pour tous,
— suppression des disparités de salaire dans les catégories,
— mensualisation de tous les horaires dès l'embauche,
— incorporation de la prime de rendement au taux maximum,
— un véritable treizième mois.

La grève était partie mercredi de la Serrure pour des revendications de secteur, essentiellement des augmentations individuelles. L'Usinage l'avait rejointe jeudi, définissant une revendication de 150 F pour tous que la Serrure reprenait. Le Montage 28 s'était joint à ces deux secteurs, apportant ses revendications sectorielles (promotion et augmentations individuelles), en plus de la plate-forme commune qu'elle adoptait, le vendredi matin.

De ces trois secteurs, l'Usinage était de loin le plus combatif. Tous les grévistes de ce secteur étaient bien décidés à aller jusqu'au bout. Les décisions (150 F, grève de 24 heures reconductible) étaient votées à l'unanimité des grévistes. Ils en voulaient, et devant une telle volonté de se battre pour quelque chose qui en valait la peine pour une fois, les délégués syndicaux CFDT et CGT laissaient faire et suivaient sans s'opposer ouvertement au mouvement.

Lundi matin, la grève continue de plus belle. A cent cinquante, les grévistes bloquaient la production DFH. Leur plate-forme commune, et en particulier les 150 francs pour tous, concernait tout le monde, et donnait la possibilité à tous les travailleurs de l'usine de les rejoindre. Le midi, tous les grévistes font des panneaux, des prises de parole et distribuent même un tract des syndicats (CGT-CFDT) ne parlant que de revendications sectorielles, proposant une heure de grève à tout le personnel, et escamotant complètement la plate-forme commune des grévistes et leur action.

L'après-midi, le mouvement prenait de l'ampleur et c'est quatre cents grévistes qu'il y avait dans la cour, attendant qu'on parle du mouvement entrepris par les cent cinquante grévistes et qu'on leur propose quelque chose.

Face à cette volonté de lutter des grévistes, les syndicats ont pesé de tout leur poids. Ils se sont contentés de faire faire « hou-hou ! » aux grévistes pour conspuer le chef du personnel, venu provoquer l'assemblée et, cela fait, ont renvoyé tout le monde, chacun dans son secteur, les invitant à mettre en avant leurs revendications particulières. Pas un moment, ils n'ont proposé aux grévistes de discuter tous ensemble dans la cour de la revendication de 150 F et des moyens à utiliser pour la faire aboutir.

Et, en proposant une grève d'une heure pour tous, les directions syndicales ont réussi à démobiliser ceux qui s'étaient joints aux grévistes, et à amener l'Usinage qui continuait tout seul à suspendre son action.

Jeudi, la grève était terminée, mais le moral des grévistes était toujours bon, car ils avaient le sentiment d'avoir montré à tous leur combativité. Et comme les revendications n'ont pas été satisfaites, ce n'est que partie remise.

Grève des footballeurs professionnels

LES footballeurs professionnels ont décidé de faire grève. Ils veulent en effet réagir contre les dirigeants de clubs qui dénient aux footballeurs professionnels les droits élémentaires d'association syndicale reconnus pourtant par la loi à tous les travailleurs. C'est ainsi que huit joueurs lyonnais ont été sanctionnés (privés de jouer en première division) parce qu'ils avaient assisté mardi dernier aux assises des joueurs « pro » et que le président de l'Olympique Lyonnais, se comportant comme ses pairs en véritable seigneur de droit divin, ne l'a pas accepté.

Jusqu'à présent, les footballeurs professionnels n'ont en effet guère eu droit à la parole : ils se produisent en spectacle pour le plus grand profit de leurs patrons ainsi que d'un certain nombre de marques de produits dont quelques-uns véhiculent le nom imprimé sur leur maillot d'un bout à l'autre du terrain ; c'est tout ce qu'on leur demande. A partir du moment où ils ont signé un contrat avec un club, ils se retrouvent dans la plupart des cas liés pour au moins trois ans avec celui-ci et, en cas de conflit, un joueur peut être sanctionné sans aucun recours possible devant les tribunaux, selon le bon vouloir des dirigeants de clubs et de la direction nationale du football. Ainsi le célèbre Keita a été lourdement sanctionné (6 mois de suspension) pour avoir enfreint les règlements existant sur les transferts ; mais le dirigeant du club auquel il appartenait et qui avait commis la même faute n'a pas été sanctionné ! Plus récemment, on a vu le même Keita puni comme un petit garçon pour un geste de mauvaise humeur en plein stade en direction du même M. Rochet de Saint-Etienne.

Certains diront que les droits professionnels et syndicaux, les conventions collectives que réclament les footballeurs ne sont pas un problème important, car de toute façon ces hommes sont payés à prix d'or pour évoluer sur la pelouse une fois par semaine environ. Et il est certain que les chiffres avancés lors des transferts des joueurs les plus célèbres laissent rêveurs beaucoup de travailleurs (France-Soir a parlé de 250 millions anciens pour Keita).

Mais cette situation ne concerne pas, il s'en faut de beaucoup, l'ensemble des footballeurs. Pour un Kopa, le petit mineur polonais de Nœux-les-Mines parvenu à la gloire, combien restent dans l'anonymat ?

La plupart des huit cents footballeurs professionnels qui avaient espéré qu'un entraînement acharné pourrait les sortir de leur condition d'ouvriers, d'employés ou de paysans ne sont pas concernés par les transferts à sensation et les millions de primes, leur salaire oscille souvent entre 1 500 F et 2 000 F mensuels. Et encore cette « belle situation » ne dure-t-elle pas longtemps : car de plus en plus les dirigeants des clubs ont tendance à considérer celui qui dépasse la trentaine comme un joueur « fini », pour reprendre leurs termes. Il ne reste plus alors à ces hommes qu'à reprendre le chemin de l'atelier ou des champs à moins qu'ils ne réussissent à trouver un petit emploi d'entraîneur dans quelque petit club.

Le football, dans notre société, est un spectacle et, partant, une source de profit pour ceux qui le dirigent. Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'il soit régi par les même règles que l'ensemble de la société.

R.B.

Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

Au Montage, un mois de lutte qui aura servi à tous

C'EST mardi 21 novembre que les grévistes des chaînes de montage d'Idéal-Standard ont repris le travail.

Après un mois de grève, la reprise s'est faite sur le compromis suivant :

1) aménagement du travail au rendement, qui permet aux ouvriers et ouvrières de baisser les cadences de 6 % sans perte de salaire. D'autre part, en cas de baisse de rendement, le salaire sera garanti pendant trois mois ;

2) pour les nouveaux temps : période d'essai et, au cas où les ouvriers n'arriveraient pas à assurer leur moyenne habituelle, neutralisation de ce nouveau temps ;

3) réajustements des plus bas salaires entraînant des augmentations de 10 à 15 centimes pour 30 % du service ;

4) paiement de 600 F pour les heures de grève, dont environ 50 % seront récupérables ;

5) il ne sera pas tenu compte de la grève pour le treizième mois et les congés payés.

Bien sûr, les grévistes n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient. Mais c'est bien loin d'être une défaite.

D'abord, c'est la grève du Montage qui a permis aux ouvriers de la Peinture qui s'étaient mis en grève à leur tour d'obtenir des augmentations de 15 à 35 centimes de l'heure presque immédiatement.

C'est aussi la grève du Montage qui a amené la direction générale à accorder une augmentation supplémentaire à tous les horaires d'environ 1,5 % au 1er novembre.

Enfin, cette grève a révélé le climat de mécontentement des travailleurs d'Idéal-Standard. Pendant dix jours, l'usine de Danmarie, près de Melun (mille deux cents ouvriers) a été paralysée par une grève similaire de l'atelier d'Usinage.

Par ailleurs, il faut se rappeler qu'il s'en est fallu de peu que l'autre partie de l'usine, le secteur « C », ne se mette en grève à son tour : 50 % des ouvriers s'étaient prononcés pour la grève illimitée pour les mêmes revendications.

Derrière son impassibilité apparente, la direction a été assez affolée. Si elle a pris le risque de durcir le conflit, c'est qu'elle craignait, avec raison, qu'en cédant au Montage, l'ensemble des autres secteurs ne se mettent en lutte à leur tour.

Les travailleurs du Montage d'Idéal-Standard ont conscience d'être rentrés la tête haute et d'avoir remporté une victoire morale incontestable.

Pendant un mois, ils ont tenu tête. Ils ont eu le courage de dire non. Ils ont montré que les ouvriers en avaient ras-le-bol des cadences, du niveau de vie qui se dégrade sans cesse, de tous ceux qui les poussent à produire toujours plus, qu'ils en avaient assez de cette vie de dingues.

Les grévistes du Montage. (Ph. L.O.)

De plus : avec la solidarité de milliers de travailleurs et les aides diverses, ils auront touché au moins 1.350 F pour un mois de grève.

Le moral, ils l'ont gardé. A la reprise, c'est drapeau rouge en tête qu'ils sont retournés à l'atelier. Et, à la fin de la semaine, ils se sont permis de prendre une demi-heure supplémentaire pour fêter leur lutte par un bon repas au restaurant. La maîtrise en est restée médusée.

Correspondant L.O.

Foyer départemental de l'enfance de la Gironde

AU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE, ON N'INVITE QUE LES GENS DISCRETS...

LE foyer de l'enfance d'Eysinoff (anciennement Enfants Assistés) regroupe deux cents enfants (abandonnés, cas sociaux, en « danger moral », etc.) dont l'âge s'étale entre quelques jours et vingt ans. Pour s'occuper de ces enfants : cent quarante employés environ, agents des services hospitaliers, aides-soignantes, moniteurs, éducateurs, personnel technique, etc.

Le foyer est régi par le statut hospitalier et un Comité technique paritaire est chargé d'y régler tous les problèmes.

Dernièrement donc, les trois syndicats, FO, CFDT, CGT étaient invités à ce comité...

Réunion sans surprise, ron-ron habituel, où les délégués n'apprirent que ce qu'ils savaient déjà par leurs entrevues régulières avec le directeur.

Cet « événement » ne vaudrait donc pas que l'on s'y arrête, si... en fin de séance, le président de la Commission de surveillance (maire UDR d'une localité voisine) se réveillant soudain, ne s'était mis à insulter le syndicat CGT :

« Vous avez fait un tract bête et insolent dans lequel vous avez rapporté un propos anodin que j'avais tenu dans une précédente réunion... J'accepte de vous recevoir par pure « bonté d'âme » mais avec vous le dialogue n'est pas possible... », etc.

Et devant les protestations du délégué CGT, il passe aux menaces :

« A l'avenir, j'inviterai les autres syndicats, mais pas vous ! »

Ce qui gêne ces messieurs, c'est que ce syndicat CGT, créé en 1969, n'a jamais respecté la règle de la collaboration de classes !

Alors que FO et la CFDT ne font rien, la CGT publie un petit journal mensuel dans lequel elle dévoile tout ce qui se dit au cours des audiences et des réunions paritaires. De plus, la CGT fait des réunions du personnel, appelle à la grève, etc. Tout cela, on s'en doute, n'est pas pour plaire aux patrons, mais a valu à la CGT d'obtenir la majorité des voix du personnel aux dernières élections pour les Commissions paritaires.

La semaine suivante, nous avons eu droit au concert des lamentations de FO et de la CFDT, sur le tableau d'affichage qui est d'habitude à peu près vide : à cause de la CGT... le « dialogue » risque d'être rompu, etc.

La sainte alliance avec le patron est apparue au grand jour !

FO a même retrouvé un article du statut où il est précisé que les délégués aux Comités paritaires sont tenus d'observer la plus grande discrétion !

Les militants CGT ont alors répondu publiquement ceci :

« Mandatés par le personnel, pour le représenter dans ces réunions, nous ne nous soumettrons à aucune « discrétion » et plutôt, s'il le faut, nous nous passerons de ces réunions ! Le personnel trouvera bien d'autres moyens de se faire entendre ! »

La voilà bien, leur « concertation » ! Si les syndicats « jouent le jeu » et collaborent avec les patrons sur le dos des travailleurs... le dialogue est alors possible ! Sinon... à la porte !

Correspondant L.O.

Oraly (Lorient)

Grève pour les libertés syndicales

LA bonneterie Oraly emploie une centaine d'employées. Les salaires tournent autour de 900 F par mois pour 40 heures par semaine. Dans l'entreprise, le cloisonnement entre les divers ateliers permet à la direction d'agir à sa guise sans craindre de riposte unie. Sous couvert de paternalisme, elle essaie de créer la division entre les employées et d'acheter leur docilité.

La CFDT s'est implantée il y a six mois. C'était alors la seule section syndicale de l'entreprise, et depuis six mois, brimades, réflexions, avertissements, mutations et mesures d'isolement se succédaient pour les déléguées.

C'est la mise à pied arbitraire de trente-sept syndiquées CFDT qui mit le feu aux poudres, en venant s'ajouter au mécontentement provoqué par le chômage technique qui sévissait depuis quelque temps, et la mise en place de nouveaux horaires.

Le 23 octobre, quarante-trois employées se mettaient en grève à l'appel de la CFDT et établissaient un cahier de revendications. Elles demandaient 40 cts d'augmentation de l'heure, 23 F de prime de transport et les libertés syndicales.

La direction fait la sourde oreille.

Depuis quatre semaines, les grévistes campent à la porte de l'usine occupée nuit et jour par les cadres et la direction, et surveillée en permanence par les flics.

Pour briser le mouvement, la direction ne recule ni devant les affrontements violents, ni devant les calomnies. Le syndicat autonome, qui s'est créé pendant la grève dans l'entreprise, a distribué un tract à la population, traitant les grévistes d'aventurières et les accusant de se livrer à des orgies. D'autre part, la direction est intervenue auprès des parents des jeunes grévistes (coups de téléphones anonymes...) pour leur demander de faire pression sur leurs filles.

Malgré cela le moral est bon.

Les grévistes bénéficient de la sympathie d'une bonne partie de la population. Elles trouvent des soutiens matériels auprès des paysans et de certains commerçants. Constamment, elles reçoivent des marques de sympathie de la part des gens qui viennent les voir et discuter avec elles.

Enfin, un Comité de soutien s'est créé à l'appel de la CFDT. La CGT et le PC y participent, malgré leurs réticences, à côté de l'UDB (Union Démocratique Bretonne) et du PSU.

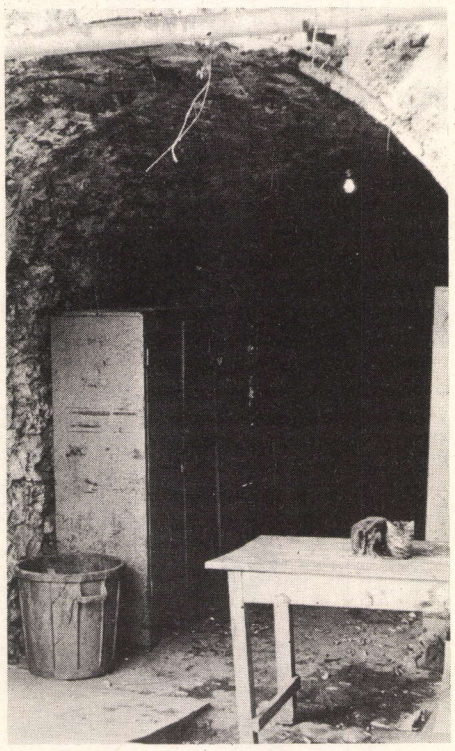
Samedi 18, dans l'après-midi, les grévistes ont décidé de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que la direction accepte de les recevoir pour examiner leurs revendications. Elles commencent donc leur cinquième semaine de grève.

Correspondant L.O.

logements et conditions de vie des travailleurs immigrés

St-Cyr-L'École (Yvelines)

UN FOYER DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS



(Ph. L.O.)

A RES de la gare de Saint-Cyr existe un foyer de travailleurs algériens, géré par le Secours Catholique, et dont le directeur est... un militaire à la retraite qui, par nostalgie de son passé dans l'armée française, veut transformer le foyer en caserne et les travailleurs en bidasses.

Cette œuvre « charitable » offre aux trois cents travailleurs du foyer des conditions de logement dignes de l'univers concentrationnaire :

— Les immigrés s'entassent à dix par chambre (36 m2) quand ce n'est pas parfois à quinze (les cinq en supplément couchent par terre moyennant 40 F) ;

— Pas de place pour ranger les affaires, à part des armoires de vestiaire minuscules ;

— Pas de chauffage central : les chambres sont chauffées au charbon et celui-ci est laissé à la charge des locataires (100 francs pour une chambre par mois) ;

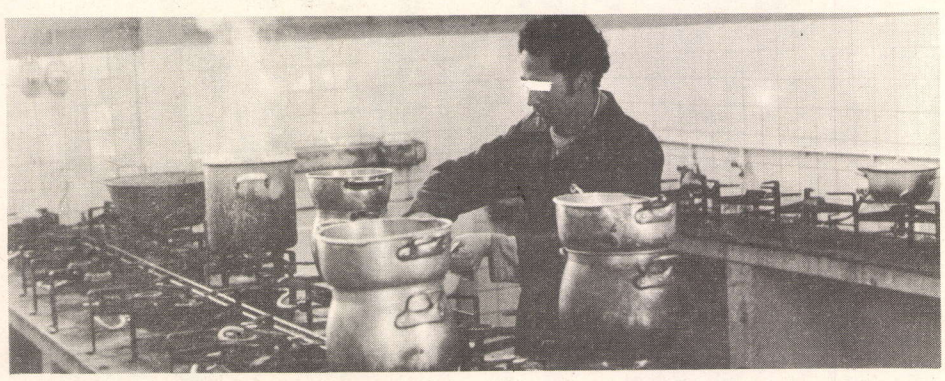
— Pas de cantine, les travailleurs mangent dans les chambres ;

— Pas de douches ! La direction a jugé bon de remplacer l'ancienne salle de douches par une chambre !

Le loyer est de 78 F par mois ; la direction, avec ses trois cents locataires, fait ainsi quelques affaires. Par ailleurs, il règne une atmosphère détestable : le gardien et quelques mouchards aux ordres sont là pour intimider les travailleurs. La direction n'a pas hésité à mettre à la rue certains d'entre eux.

Mais si la direction pense continuer longtemps à gagner de l'argent en imposant ses lois inhumaines aux travailleurs, elle se trompe lourdement. Les locataires les plus combatifs ont déjà commencé à expliquer à leurs camarades que, contre le cynisme de la direction, seule la lutte paiera...

Correspondant L.O.



Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) :

MUNICIPALITÉ RACISTE !

Attention : il est expressément interdit de stationner en groupe sur le marché afin de ne pas gêner la circulation, dit la pancarte... en portugais uniquement ! (Ph. L.O.)

IL ne faudrait pas croire que Villiers-sur-Marne, située à 11 kilomètres de Paris, soit une ville de banlieue différente des autres.

Comme toutes les villes assez peu éloignées de Paris et desservies par la SNCF, elle a vu sa population s'accroître très rapidement au cours des dernières années.

Les travailleurs français se sont retrouvés dans des cités trop vite construites et très mal conçues, sans commodités de transport, et avec des groupes scolaires n'en méritant pas le nom. Quant aux travailleurs immigrés, ils n'ont pu, pour la plupart, que se loger dans des baraquements s'échelonnant le long de la voie ferrée entre Villiers et Champigny-sur-Marne (ceci à grand renfort de vieux cageots et de tôles ondulées).

Si, pour les premiers, la municipalité n'a pu longtemps ignorer les problèmes évoqués plus haut (grève scolaire en 1971), pour les seconds, elle a très bien su encourager le racisme d'une partie de la population. En effet, les habitants se retrouvent le même jour, aux mêmes heures, sur le marché ; et l'on constate évidemment un certain entassement. Alors, qu'a fait la municipalité ? Eh bien, on retrouve dans l'enceinte du marché des affiches interdisant de « stationner en groupes ». Mais, surtout, le comble est que les affiches sont rédigées en portugais et qu'elles sont au nombre de six sur moins d'un demi-hectare.

En somme, l'interdiction vise uniquement les travailleurs portugais qui ont l'habitude de se retrouver sur le marché pour parler entre eux. La municipalité de Champigny est, en fait, ouvertement raciste.

Il est vrai qu'il est facile de flatter les plus bas instincts des gens afin de masquer les vrais problèmes. Lorsqu'une ville voit augmenter sa population d'année en année et ses services publics rester au même stade de développement, il est très aisé de reprocher à une minorité, qui n'a que le dimanche pour se rencontrer, de se rassembler sur un marché qui est, pour l'instant, deux fois trop petit et dont l'accès est de toute façon difficile. Plus aisé de faire du racisme que de créer, d'une part, un second marché, d'autre part, des logements convenables pour tous les travailleurs.

A noter qu'aucune affiche ne proteste contre l'encombrement, le dimanche, du trottoir longeant le PMU, situé non loin du marché. Mais n'est-ce pas « différent » ?

Correspondant L.O.

Paris-XVe : DES CENTAINES DE PERSONNES MENACÉES D'EXPULSION !

DANS le XVe, les spéculateurs immobiliers ne perdent pas leur temps et, comme dans toute la capitale, les expulsions se multiplient. La semaine dernière, ce sont cinquante nouveaux locataires, 13, rue de l'Ingénieur-Keller, qui se sont vu prier de quitter leurs logements par leur gérant et cela pour le 1er décembre... « au plus tard » ! Leur immeuble — situé en plein Front de Seine — doit, comme beaucoup d'autres, être détruit pour laisser la place à une de ces tours de grand standing où les appartements se vendent 4.000 à 5.000 francs le mètre carré.

La situation est dramatique pour les locataires qui sont tous des travailleurs immigrés, employés à la Ville de Paris et chez Citroën pour la plupart. Perdre leur logement dans le XVe risque, du même coup, d'entraîner la perte de leurs emplois — ils prennent leurs postes très tôt le matin avant le premier métro — et la perte de leur carte de résident leur permettant de séjourner en France.

Ils ne se sont cependant pas laissé impressionner par le gérant et, après s'être renseignés auprès des locataires du 43, rue Saint-Charles qui sont exactement dans le même cas et dont l'expulsion vient d'être décidée dans un délai de trois mois par le tribunal, ils ont décidé de former un comité de locataires et de refuser de quitter les lieux sans être relogés convenablement à un prix abordable dans le quartier.

Ce sont donc maintenant des centaines de personnes qui, dans le XVe, sont menacées d'expulsion sans qu'aucun relogement ait été proposé à qui que ce soit. Dans l'immédiat, la loi qui interdit les expulsions pendant l'hiver les protège jusqu'au 15 mars, mais passé cette date et également celle des élections, avant lesquelles le pouvoir évitera sans doute de prendre des mesures trop impopulaires, ils pourront être jetés à la rue du jour au lendemain. Et on connaît les méthodes de la police pour expulser les gens ! Nous venons encore d'en avoir une démonstration il y a une quinzaine de jours à Suresnes : les flics, après avoir barré toutes les issues d'un immeuble pour empêcher ses habitants de communiquer avec l'extérieur, ont embarqué de force les familles dans un car privé appartenant à la société Fiat, propriétaire du bâtiment. Des « casseurs » à la solde de Fiat ont complété l'œuvre des flics en détruisant systématiquement les portes et les fenêtres de l'immeuble pour le rendre inhabitable... Parfois, la police va jusqu'à lancer les valises et les objets personnels des expulsés pour les forcer à déguerpir plus vite...

Les comités de locataires du XVe, soutenus par les militants révolutionnaires, ont donc décidé de ne pas attendre le dernier moment pour agir. D'une part, une délégation d'expulsés travaillant à la Ville de Paris a été demander à leur direction comment elle comptait les reloger puisqu'elle affirme qu'il n'est pas possible de garantir leur mutation dans les nouveaux quartiers où ils pourraient être contraints de s'installer, et certains envisagent d'appeler leurs camarades de travail, qui sont pratiquement tous des immigrés logés en foyers ou hôtels meublés, à la grève en cas d'expulsion. D'autre part, un rassemblement est prévu le dimanche 10 décembre, à 15 heures, au 21-23, rue Gutenberg *qui, dans le quartier, est un peu le symbole de la résistance aux expulsions, puisque ces cent habitants, bien que sans aucun titre légal, occupent toujours l'immeuble depuis près de trois ans.*

Correspondant L.O.

quand gouvernement et directions font du social

Centre Hospitalier Régional (Toulouse)

LE C.H.S. SATISFAIT LES REVENDICATIONS MAIS LE PROBLÈME DE FOND N'EST TOUJOURS PAS RÉSOLU

APRES plus de quatre mois d'atermoiements, le Comité hygiène et sécurité du CHR de Toulouse s'est réuni pour discuter de la situation du personnel du laboratoire de microbiologie où s'est déclarée depuis six mois une épidémie de tuberculose. La Dépêche du Midi, Le Monde, l'Humanité **et, avant eux,** Lutte Ouvrière **(n° 221) se sont fait l'écho de cet état de fait. Et craignant sans doute que le scandale ne prenne de trop grandes proportions, le CHS a décidé de dire OUI à la majeure partie des revendications syndicales : quinze jours de congés supplémentaires, visites avec radio obligatoire tous les deux mois, journée de travail ramenée à six heures et la tuberculose reconnue comme maladie professionnelle.**

Bien sûr, tout cela n'est pas négligeable, bien au contraire. Mais peut-on pour autant dire que le vrai problème est résolu ?

La commission d'enquête du CHS a révélé une partie des véritables causes du mal : le laboratoire qui était logé avant son transfert à l'hôpital Purpan se trouvait juste au-dessous d'un local d'où tombaient des gravats... directement dans le laboratoire ! Et comme le dit pudiquement la commission : « il est possible que ces gravats soient des agents de contamination ».

Mais aujourd'hui que le laboratoire a été transféré à l'hôpital La Grave, s'il n'y a plus de gravats, il y a, par contre, encore moins de place pour travailler. En effet, on a divisé un laboratoire déjà exigu pour « faire rentrer » la microbiologie. Tant et si bien que l'on se retrouve à une dizaine pour faire des analyses délicates... en se marchant sur les pieds ; et cela devient catastrophique lorsque l'on ajoute la rapidité très grande avec laquelle nous devons effectuer les analyses et pour couronner le tout l'utilisation au compte-gouttes du personnel qui fait sa formation « sur le tas ».

Le CHS, ne pouvant ignorer la situation, a promis la construction d'un autre laboratoire, et effectivement celui-ci est en chantier. Mais l'on prévoit déjà que les laborantines seront obligées de travailler en équipe étant donné... l'exiguïté des locaux en construction ! Ainsi donc le véritable problème n'est pas réglé et les risques de contamination sont toujours aussi réels. La CGT, la CFDT et la Ligue Communiste qui faisaient de la reconnaissance de la tuberculose comme maladie professionnelle leur cheval de bataille revendicatif ont aujourd'hui satisfaction, puisque le décret est paru au journal officiel. Quant au personnel, il lui reste encore à se battre pour n'être plus jamais transformé en cobaye.

Correspondant L.O.

Liste des membres du personnel atteints par l'épidémie de tuberculose

Marie, 23 ans, qui attendait un enfant, n'a pu mener sa grossesse à terme : elle présentait une tuberculose pleurale grave.

Françoise, 26 ans, et Christiane, 24 ans, qui viennent chacune d'avoir un bébé, sont actuellement soignées pour une tuberculose pulmonaire.

Danielle, 26 ans, et Françoise, 23 ans, sont en congés de longue maladie. Le diagnostic : tuberculose pulmonaire.

Yolande, atteinte de tuberculose bilatérale durant cinq ans, a encore été frappée par la maladie.

Un jeune médecin, chercheur au laboratoire BK, qui avait remplacé le titulaire du poste fut licencié du service sans indemnité. Deux mois plus tard, il apprend qu'il est tuberculeux.

P.T.T. - Saint-Cyprien (Toulouse)

Réorganisation sur le dos des facteurs

A Saint-Cyprien, la direction vient de reconnaître qu'une réorganisation était nécessaire mais celle-ci s'est faite sur le dos des facteurs. Alors qu'auparavant le bureau était réparti en vingt-quatre groupes de trois ou quatre, maintenant, il y a huit secteurs de dix quartiers.

Et les facteurs doivent faire deux tris : le premier pour séparer les secteurs, le second pour faire le tri de chaque secteur de quartier. Ce deuxième tri est maintenant très long, car avant il s'agissait de se répartir par groupe, de deux ou trois quartiers, maintenant, c'est le tri d'un secteur qui comprend neuf à dix quartiers.

D'autre part, cela est tout avantage pour la direction car, auparavant, au premier tri, sur les vingt-quatre groupes, le volume du papier était si important que nous étions obligés d'en laisser à chaque fois. Maintenant, avec le premier tri en huit secteurs, cela va beaucoup plus vite et tout le courrier est ventilé. A nous de nous débrouiller pour le charrier en faisant des heures supplémentaires, gratuitement bien sûr.

A Saint-Cyprien, la direction a donc réussi à réorganiser le bureau sur notre dos sans augmenter d'une unité les effectifs.

Et le plus beau dans tout cela, c'est que la CGT, toujours prête à gérer les affaires de la direction, a participé à la réorganisation et, devant le résultat, se tait et ne propose rien.

Donc, rien d'étonnant si à Saint-Cyprien l'écœurement des facteurs est grand et si à la dernière grève nationale, lancée par la CGT le 15 novembre, il n'y a eu que cinq grévistes. Mais rien ne dit que nous ne réagirons pas et que nous ne réussirons pas à imposer nos solutions à la direction : augmentation des effectifs pour la création d'une brigade de tri et la création de nouveaux quartiers.

Correspondant L.O.

Il n'y a qu'au cinéma que les facteurs sont à la fête !
Jacques Tati dans « Jour de Fête ».

Du social au rabais

La nouvelle réforme du droit de licenciement va dorénavant obliger les patrons à donner un motif quand ils licencieront un travailleur.

Rappelons que, jusqu'à présent, les patrons n'étaient plus en droit de licencier qui ils voulaient sans motif !

Cette nouvelle réforme sur le droit de licenciement implique seulement que, dorénavant, les patrons seront obligés d'indiquer le motif au moment du licenciement.

Et c'est bien dans les périodes électorales que l'on juge le mieux ceux qui nous dirigent. C'est là en effet qu'ils montrent leurs vrais visages d'hypocrites qui font semblant de faire du social pour être réélus.

Depuis des années, rien n'a été fait pour les travailleurs ; et puis, à l'approche des législatives, chaque semaine maintenant le gouvernement propose des « réformes ». Il y en a pour tout le monde, les jeunes, les commerçants, les vieux, etc.

Quant à celle sur le droit de licenciement, elle est bien comme les autres, de la poudre aux yeux. Car quand un patron aura envie de se débarrasser d'un travailleur, il trouvera toujours un motif. Les règlements intérieurs des entreprises sont assez draconiens pour cela. La seule différence, c'est que le gouvernement promet que, dorénavant, les patrons y mettront des formes.

Mais, même avec des fleurs, un licenciement reste un licenciement et les patrons peuvent licencier les travailleurs et pas l'inverse.

La véritable réforme du droit de licenciement reste donc à conquérir, pour libérer la société du capitalisme et du salariat.

Pierre PLUMIER.

Renault (Flins)

Le P1 F : une baudruche

EN juin dernier, la Régie avait annoncé à grand renfort de publicité toutes les mesures « sociales » qu'elle comptait prendre dans les mois qui suivaient pour « améliorer le sort des ouvriers ». En particulier, la presse a présenté presque comme une mesure révolutionnaire la création d'une nouvelle catégorie d'ouvriers : les P 1 F, ou Professionneis de Fabrication. Cela permet, paraît-il, à certains ouvriers de ne pas rester OS toute leur vie, sous certaines conditions évidemment.

Pour devenir P 1 F, il faut travailler à un poste demandant certaines responsabilités, avoir deux ans d'ancienneté dans ce poste et ensuite subir un « examen pratique ». Alors seulement, ces OS peuvent avoir de la promotion qui, outre le titre de P 1 F, ne leur apporte dans le meilleur des cas que quelques centimes sur la paie !

Qu'en est-il maintenant de ces fameuses mesures ?

A Renault-Flins, par exemple, à la Tôlerie, les pontonnières doivent, pour acquérir leur qualification, avoir travaillé un mois sur chacun des quelques dix ponts du secteur. Ce n'est donc pas en janvier 1973 qu'elles pourront être P 1 F, mais au mieux à la fin de l'année prochaine. Et les ponts étant d'un maniement similaire, ces travailleuses ne seront ni plus ni moins qualifiées dans un an que maintenant.

Dans d'autres secteurs, ce sont les caristes que la maîtrise veut empêcher de devenir P 1 F, en faisant de sorte qu'ils n'aient pas les deux ans d'ancienneté dans le poste : ainsi, on les mute sur un autre travail (tout en leur conservant quand même leur qualification et la paie des caristes), sous prétexte qu'il n'y a pas de travail pour eux, tandis que de nouveaux caristes sont affectés sur leur poste.

Par tous les moyens, la maîtrise veut donc empêcher des ouvriers d'obtenir une qualification supérieure, qui, pourtant, ne leur apporte que des avantages minimes. Le P 1 F apparaît en fait pour ce qu'il est : une baudruche ridicule.

Correspondant L.O.

Bâtiment-Bourges

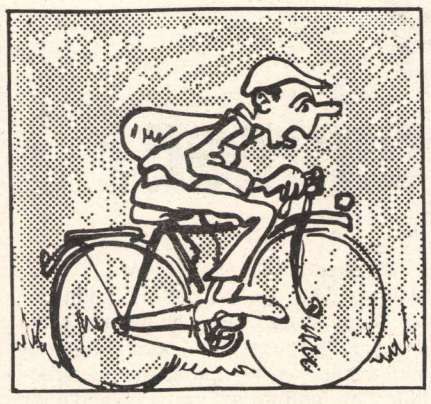
LE PATRON EST MIS EN BIÈRE... LES OUVRIERS TRINQUENT !

LORSQUE M. Métivier, patron de l'entreprise du Bâtiment du même nom, est mort, tous les chantiers avaient été fermés. C'était pour commémorer le deuil. Cependant, la direction avait promis que la journée serait payée aux ouvriers. Mais, depuis, plus rien. Le patron a été enterré avec... la promesse. Toutefois, récemment, plusieurs travailleurs ont rafraîchi la mémoire à la direction. Ils veulent que la journée leur soit payée, montrant par là qu'ils n'ont pas l'intention d'en faire leur deuil.

Quand les ouvriers paient l'incurie de la direction

L'entreprise Dériot emploie environ quatre cents ouvriers. Comme dans toute entreprise du Bâtiment, le patron ne s'embarrasse guère de scrupules. Bafouant la loi à tire-larigot, la direction impose des conditions de travail absolument déplorables. Témoin ce qui vient d'arriver à un jeune camarade, voilà quinze jours.

Le lundi matin, celui-ci doit être présent à 5 h 30 à Marmagne (dépôt situé à une dizaine de kilomètres de son domicile). Pour s'y rendre, il utilise une mobylette. De ce dépôt, un camion doit normalement l'acheminer à une carrière Dériot située à quarante kilomètres. Notre



La province, c'est : vélo, boulot, dodo...

camarade n'y sera qu'à 8 heures car la direction, en réalité, n'a rien prévu. Le soir, à la fin de la journée, à 17 h 30, aucun camion n'est disponible pour ramener notre camarade chez lui. Finalement, un camion, arrivant en retard à la carrière, le conduit à un dépôt de Bourges distant de 35 kilomètres. Là, notre camarade va voir le patron qui lui promet qu'on va le conduire à son domicile. A 20 heures, aucun camion n'est là. Alors, notre camarade rentre chez lui... à pied. (Entre son domicile et le dépôt de Bourges, il y a sept kilomètres environ.) La journée réalisée est de... quatorze heures.

Le mardi matin, pour se rendre à Marmagne, notre camarade ne dispose plus de sa mobylette. Il doit faire le chemin à pied. Toutefois, un camion de l'entreprise Dériot le rencontrant en chemin lui évitera cette peine. Mais à part cela, le mardi sera une journée semblable au lundi.

Le mercredi, aucun changement ne se produit. La direction continue à ignorer le problème. Et en trois jours, notre camarade a effectué plus de quarante heures.

Le jeudi, écœuré, il ne reviendra pas à son travail.

Après cela, M. Dériot aura beau jeu de passer dans les journaux locaux des annonces, certifiant que les conditions de travail dans son entreprise sont très satisfaisantes.

Correspondant L.O.

Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)

LE COMITÉ D'USAGERS INTERVIENT CONTRE LE SCANDALE DES TRANSPORTS

DEPUIS plusieurs semaines, à Issy-les-Moulineaux, les usagers sont victimes de contrôles incessants à la descente du bus 123 (Porte d'Auteuil - Mairie d'Issy), au terminus Mairie d'Issy. Et le mécontentement est d'autant plus grand que des usagers ont cru voir des irrégularités dans l'application des contrôles. Ils en ont informé le Comité d'usagers qui a pu vérifier les faits suivants : les contrôleurs se plaçaient à plusieurs mètres du terminus du bus, les voyageurs descendaient et avaient largement le temps de jeter leur ticket avant de se faire interpeller par les contrôleurs. Et le comble, c'est que ces derniers choisissent leurs « victimes », s'acharnant plus spécialement sur les travailleurs immigrés.

Le Comité d'usagers a alors téléphoné à la RATP pour se renseigner sur la législation des contrôles : et il nous fut confirmé l'illégalité de telles pratiques, car le contrôleur doit se placer au pied **de la porte de sortie et contrôler** tout le monde.

Tout un symbole :
sous l'œil autoritaire d'un flic
les usagers prennent l'autobus.

Devant la multiplication des contrôles dans le bus et le métro qui vient d'être équipé en machines automatiques, la colère des usagers contre ce qui est un véritable racket n'a fait que s'accroître.

Pour protester contre ce scandale, le Comité d'usagers est intervenu publiquement au métro le lundi 20 novembre. Des affiches manuscrites ont été collées à la sortie du métro, et très vite un rassemblement d'une centaine de personnes s'est formé autour des affiches ; les discussions allaient bon train, chacun laissant exploser sa colère contre ces contrôles scandaleux, quand on voit le prix qu'on paye et comment on est transporté, beaucoup d'usagers approuvant notre revendication : PAS DE CONTROLES, MAIS DES TRANSPORTS GRATUITS.

Et en une demi-heure, le Comité recueillait une cinquantaine de signatures pour une pétition réclamant l'amélioration des transports à Issy.

Correspondant L.O.

Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)

Des parents d'élèves protestent

Communiqué du Bureau de l'Association de parents d'élèves - Fédération Cornec :

En vue de protester contre la dégradation faite à l'Ecole primaire en matière d'enseignement spécialisé du fait de l'absence : de professeur d'EPS, de professeur de natation, de professeur de musique, de professeur de dessin, les parents d'élèves de l'école Diderot de Vitry-sur-Seine, rue Eugène-Pelletan, à l'appel de leur Assocation (Fédération Cornec) n'enverront pas leurs enfants à l'école le VENDREDI 1er DECEMBRE 1972.

C'est après de nombreuses démarches effectuées auprès des instances responsables et restées vaines que les parents d'élèves sont contraints maintenant à cette extrémité.

Ils ne peuvent accepter la carence croissante d'un enseignement dont le caractère indispensable est reconnu par tous.

La loi reconnaît elle-même dans ses textes que l'épanouissement physique et intellectuel des enfants s'inscrit aussi dans le cadre d'une culture générale qui commence à l'école.

A défaut d'en faire des champions des mathématiques et de la natation, l'Etat en fait des contestataires. (Ph. L.O.)

Conscient de la gravité d'une grève des parents à travers leurs propres enfants, ils tentent ce même jour, par voie de délégation, d'obtenir une réponse positive de la part du Conseil général, de l'Inspection d'académie et de l'inspecteur à la Jeunesse et aux Sports.

[Signalons qu'à Vitry-sur-Seine (94), il existe deux bassins scolaires inutilisés pour la deuxième année consécutive... parce qu'il n'y a plus de professeurs de natation.]

Correspondant L.O.

Cité des Buis (Sochaux)

Un exemple à suivre

DANS un précédent numéro (n° 215), nous avons relaté comment les habitants de la cité des Buis — cité-dortoir qui loge beaucoup d'ouvriers de Peugeot-Sochaux — s'étaient organisés pour refuser de payer un rappel de charges qui s'élevait en moyenne à 650 F pour un F 4 sans ascenseur.

Sur les mille cent familles, six cent cinquante ont adhéré à « l'Association des résidents des Buis » ou soutenu financièrement l'association, et, parmi elles, de nombreuses familles immigrées.

La rapidité avec laquelle un grand nombre d'habitants se sont mobilisés est révélatrice de leur indignation devant un vol aussi manifeste.

Le vendredi 20 octobre, le CRL et la SCIC (ex-société gérante des Buis) ont dû recevoir une partie de la délégation des habitants, accompagnés de leur avocat et d'un expert-comptable.

Celui-ci a pu découvrir, dans la semaine suivante, que des factures de chauffage de 1972 s'étaient glissées dans les comptes de 1970 et 1971. Sur la base de cette « anomalie », la société s'était permis de réclamer 250 F en moyenne à chaque famille !

En ce qui concerne les rappels exigés pour l'eau et les espaces verts, il a fallu que les résidents se débrouillent pour découvrir une autre « anomalie » : des contrats forfaitaires signés entre l'ancienne société immobilière et des sociétés gérantes d'eau qui ont dû être reconnus abusifs. Ainsi, depuis trois ans, les habitants ont en fait payé à eux tous plus de 37 millions d'anciens francs en trop pour de l'eau qu'ils n'ont pas utilisée (en moyenne 340 F par famille) !

Tous les habitants sont donc bien décidés à refuser de payer, puisqu'ils ont pu faire la preuve que le rappel de charges n'était finalement qu'une tentative d'escroquerie.

Les habitants des Buis ne peuvent que se féliciter de ne pas avoir obtempéré à la demande de rappels de charges et de s'être organisés contre le racket des sociétés immobilières.

Correspondant L.O.

les bureaucrates en action

B.N.P. (Paris) Le sigle syndical varie, les méthodes sont les mêmes

A la CGT

LA CGT-BNP a tenu son congrès les 9 et 10 novembre derniers. Ce fut un congrès sans histoire dont le scénario, mis au point depuis de longues années, s'est déroulé à l'entière satisfaction de la direction en place.

En fait, le système était simple : la commission des candidatures à la Commission Exécutive avait été désignée d'avance. Le candidat qui, en séance, s'est porté volontaire pour en faire partie, a été tout de suite écarté. Au nom de la démocratie d'ailleurs, car, lui a-t-on dit, sa candidature ne pouvait être acceptée pour ne pas laisser la porte ouverte à n'importe qui (!).

Ensuite, la commission des candidatures a établi la liste des participants de la nouvelle C.E. et, sur sa lancée, la liste du nouveau bureau telle que l'ancien bureau la souhaitait.

Le reste du temps, car tout cela s'est fait très vite, eh bien, il y a eu de nombreuses discussions sur de nombreux sujets, des critiques et des autocritiques pour le travail de l'année, beaucoup de félicitations et d'autofélicitations.

Et voilà nos bureaucrates repartis pour une année !

A la CFDT

La CFDT-BNP a tenu son assemblée générale le 14 novembre dernier. En un sens, ce fut aussi un congrès sans histoire.

Après une bonne journée de discussions sur tous les sujets divers et variés qui font la vie d'une section syndicale, dans la dernière demi-heure a eu lieu le vote reconduisant les différents mandats et responsabilités (conseil syndical, bureau de section, délégué syndical, etc.).

Chaque participant avait reçu pour cela une liste des candidats et avait évidemment toute latitude pour rayer les noms de ceux qui lui semblaient indésirables.

Et il y a eu beaucoup de ratures, puisqu'au total une dizaine de militants étaient éliminés. Comme par hasard, trois d'entre eux se réclamaient de la Ligue Communiste, les autres étant « gauchistes » ou soupçonnés de l'être.

On nous a dit qu'une liste-type de ratures avait été établie à l'usage des participants. Comme quoi, la direction du syndicat ne laissait rien au hasard. Les bureaucrates de la CFDT eurent d'autant plus la partie belle, que les militants éliminés, eux-mêmes, étaient loin de croire que de telles pratiques pouvaient avoir cours dans la CFDT, et étaient pleins d'illusions sur la démocratie qui régnait dans cette centrale. Les voilà détrompés.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

SNECMA Hispano (Bois-Colombes)

LA C.G.T. RETIRE SA PLAINTE CONTRE LA C.G.C.

LA veille des élections, la CGT maintenait sa plainte contre la CGC, au sujet des deux P 3 que ce dernier syndicat présentait au premier collège pour le Comité d'entreprise ; l'ensemble des syndicats était une nouvelle fois convoqué au tribunal.

Le juge reportait son verdict au 21 novembre. Les élections se sont donc déroulées. La CGT essuyait un sérieux recul qui l'amena à faire une surprenante auto-critique publique, par tract, et à faire, de plus, des propositions de répartition plus équitable des commissions au CE avec la CGC. En outre, elle se proposait d'ouvrir ces commissions à l'ensemble des travailleurs.

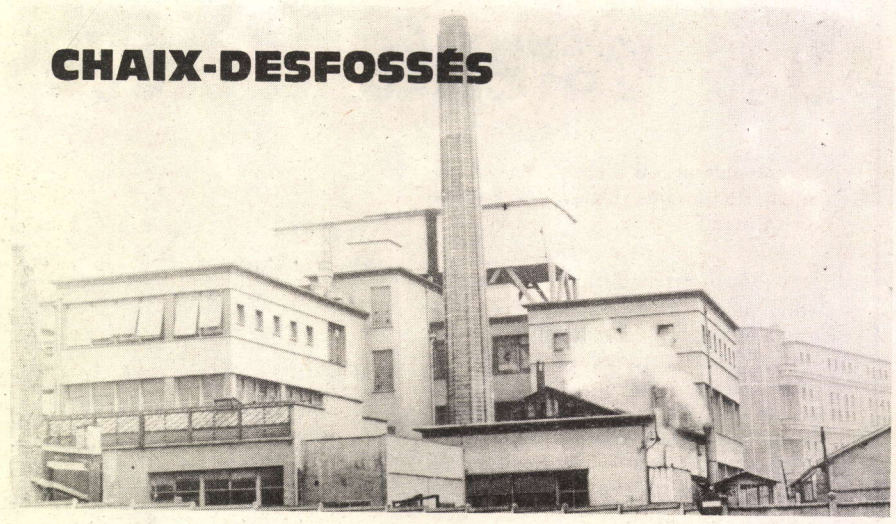
Le jour du verdict, la CGC et la CGT se sont donc retrouvées au tribunal. La CGT maintenait sa plainte, du moins en apparence, et la CGC faisait constater que son audience était bien réelle au premier collège du CE puisqu'elle a obtenu 160 voix, soit 12,45 % des votants.

A ce moment-là, entrait dans la salle du tribunal, très affairé, essoufflé et en retard, l'avocat de la CGT, faisant mine de prendre le problème en cours de route. Il réclame alors le résultat qu'a obtenu la CGC au CE. Puis, après en avoir pris connaissance, il déclare en coup de vent que, vu ces résultats, la CGT retirait sa plainte...

Point final. Depuis, la CGT n'a donné aucun compte rendu et aucun avis aux travailleurs. Mais puisqu'elle retirait sa plainte, le débat était clos.

Correspondant L.O.

CHAIX-DESFOSSÉS



(Ph. L.O.)

Changer la vie ? Et comment ?

LES responsables CGT du Comité d'entreprise de l'imprimerie Chaix-Desfossés viennent de licencier une vingtaine de femmes travaillant dans les trois restaurants du groupe à Paris (Issy-les-Moulineaux, Saint-Ouen, quai Voltaire).

Le CE a prévu de les reclasser dans une entreprise extérieure, la SOGEREC (qui dépendrait du PCF) qui a la charge de s'occuper de l'approvisionnement des restaurants. Mais ce « reclassement » s'accompagne pour les travailleuses en question d'une perte importante sur les salaires (ces derniers n'étant pas à la SOGEREC ce qu'ils sont dans l'imprimerie), et de la disparition de tous les avantages liés à cette industrie (entre autres, les six semaines de congés annuels).

Mais cela ne semble pas poser de problème aux dirigeants de la CGT du Livre. Après avoir, depuis des décennies, non seulement justifié mais glorifié les Comités d'entreprise, y compris jusque dans la gestion des cantines et restaurants, et les avoir fait passer pour une conquête des travailleurs — singulière conquête qui se retourne contre eux — ces drôles de syndicalistes se transforment à l'occasion en de vulgaires gérants capitalistes et se conduisent comme de quelconques patrons. D'ailleurs, ils n'ont même pas insisté auprès de la direction de l'entreprise pour revendiquer un reclassement dans l'usine même. On est responsable ou on ne l'est pas. Et la direction n'a pas caché sa satisfaction de voir les dirigeants CGT prendre cette décision conforme en tous points à ses vœux. Elle ne se sent en rien responsable. Et pourquoi penserait-elle l'être, puisqu'un syndicat aussi puissant que la CGT dans le Livre fait à sa place la sale besogne ?

Correspondant L.O.

Conférence des jeunes C.G.T. des Hauts-de-Seine

MERCREDI 15 novembre eut lieu, à Colombes, la conférence départementale de la jeunesse CGT.

Plus d'une centaine de membres ou responsables de commissions de jeunes d'entreprises des Hauts-de-Seine étaient présents.

D'emblée, la discussion démarra sur le salaire minimum à 1.000 F. Trois ou quatre jeunes seulement ne les gagnaient pas dans la salle, mais il y en eut beaucoup plus pour justifier malgré tout cette revendication. Deux jeunes intervinrent pour expliquer que, dans leur boîte, les syndicats réclamaient respectivement 1.350 et 1.500 F par mois. Mais, pour nous rassurer, on nous expliqua de la tribune que cette revendication n'était pas figée et, qu'après étude approfondie de la hausse du coût de la vie, on verrait peut-être, **d'ici peu, cette revendication portée à 1.100 ou 1.200 F par mois.**

Le débat se poursuivit ensuite sur le rôle des commissions de jeunes, leur place au sein du syndicat...

En réponse à une question posée, un permanent de la confédération montra à quel point la CGT se soucie des jeunes puisqu'à tous les niveaux du syndicat (fédération, département)... des collectifs jeunes étaient mis en place et même... parfois dans les entreprises.

Mais l'important, ce fut surtout de bien nous faire comprendre qu'une commission de jeunes ne devait surtout pas être « un Etat dans l'Etat » et même pire puisque, comble d'horreur, on a vu par le passé des commissions de jeunes élues par les travailleurs. Vous vous rendez compte ?

Belle leçon de démocratie qui se termina par « un grand pot » offert par le bureau départemental.

Correspondant L.O.

NOUS NE L'AVONS PAS INVENTE

40, rue Grande Ceinture **SAINT-MAUR** Prix modérés.

Vend tenue gardien de la paix avec gabardine en tergal taille 46-48 - Prix intéressant s'édresser 16, rue Kruger. Tél. : **283.97.73.** Saint-Maur.

AUGMENTEZ VOS REVENUS

Diffusion d'Objets Utiles pour la Maison

Petite annonce trouvée dans « Extension 94 » (bimensuel d'annonces et d'informations publicitaires).

La police du Val-de-Marne mettrait-elle crosse en l'air ?

TÉLÉVISION : SÉLECTION DE LA SEMAINE

MARDI 5 DECEMBRE

(1re chaîne) 21 h 25 :

« Nicéphore Niepce ».

(1re chaîne) 22 h 20 :

« Anthologie de la bande dessinée ». *Une émission de J.-C Averty.*

JEUDI 7 DECEMBRE

(1re chaîne) 20 h 30 :

LA CAMERA EXPLORE LE TEMPS :

« La vérité sur l'affaire du Courrier de Lyon » *(1re partie).*

Cette émission, diffusée pour la première fois en 1963, évoque un fameux fait divers, une « affaire » qui fit couler beaucoup d'encre et a inspiré un mélodrame à succès.

L' « Affaire » éclata le 8 floréal de l'an IV (27 avril 1796). Le Directoire était au pouvoir. On découvrit, abandonnée, entre Lieusaint et Montgeron, la diligence Paris-Lyon. Le postillon avait été atrocement tué à coups de sabre : des bandits s'étaient emparés des sept millions-or, destinés à l'armée d'Italie, que transportait la malle-poste. Quatre hommes sont d'abord arrêtés : Couriol, Richard, Bernard et Bruer ; puis deux autres : Guénot et Lesurques. Celui-ci jure de son innocence. Mais les preuves l'accablent et ses alibis s'effondrent les uns après les autres. Il sera condamné et guillotiné. Toutefois, avant d'être exécuté lui-même, Couriol a affirmé que Lesurques était innocent et victime de sa ressemblance avec un nommé Dubosq. Ce dernier, trois ans après la mort de Lesurques, sera à son tour guillotiné... pour le même crime.

La première émission relate la découverte de la diligence attaquée, l'arrestation des bandits, les protestations d'innocence de Lesurques, l'exécution de celui-ci et de ses complices. La seconde époque évoque les efforts du juge, troublé par les affirmations formulées par Couriol, pour réhabiliter la mémoire de Lesurques. Dubosq sera poursuivi et condamné. Mais le juge ne parviendra pas à démontrer l'innocence de Joseph Lesurques.

Devenue symbole d'erreur judiciaire, l'affaire du Courrier de Lyon reste pourtant une énigme.

SAMEDI 9 DECEMBRE

(1re chaîne) 20 h 30 :

LA CAMERA EXPLORE LE TEMPS :

« L'affaire du Courrier de Lyon » *(2e partie).*

DIMANCHE 10 DECEMBRE

(2e chaîne) 22 h 30 :

CINE-CLUB :

« La nuit bulgare », *un film de Michel Mitrani.*

Un cas de conscience

Sally N'Dongo

LA COOPÉRATION FRANCO-AFRICAINE

N'DONGO est un syndicaliste, secrétaire général de l'UGTSF (Union générale des travailleurs sénégalais en France), et c'est avant tout ce qu'il connaît bien, la situation de son pays, le Sénégal, et celle de ses compatriotes travaillant en France, qu'il nous expose.

Pour ce qui est du Sénégal, « sur une population de 3.800.000 habitants, l'industrie emploie seulement 29.000 salariés, 45.000 chômeurs sont officiellement inscrits. On peut entrevoir la catastrophe qu'entraîne le chômage, lorsqu'on sait que chaque travailleur a, en moyenne, dix bouches à nourrir. De plus, les chiffres officiels s'en tiennent au « chômage urbain », alors que les paysans, qui forment 80 % de la population, sont les premières victimes du sous-emploi : obligés de se consacrer à la monoculture de l'arachide, ils ont dû abandonner les cultures vivrières ».

La traite des Noirs, puis la colonisation et la domination néo-colonialiste, sont les responsables de cette situation de sous-développement que connaît le Sénégal et plus généralement l'Afrique.

L'indépendance organisée par l'impérialisme français n'a rien résolu. La France n'est plus la seule puissance à s'enrichir aux dépens de ses ex-colonies, mais elle y garde une position privilégiée par son contrôle sur les équipes au pouvoir. L'exploitation n'a fait que se renforcer. « L'économie de traite réservée aux produits agricoles sous l'empire colonial s'est étendue aux produits du sous-sol et aux hommes à partir de l'indépendance. »

Les paysans sénégalais ont été contraints de cultiver l'arachide aux dépens des cultures vivrières, au point que le Sénégal, comme bien d'autres pays sous-développés, en est réduit à importer des produits alimentaires.

Et, sur le marché mondial, le cours de l'arachide n'a fait que baisser. C'est ainsi « qu'en 1960, les paysans sénégalais pouvaient acheter 75 kg de riz en vendant 100 kg d'arachide ; en 1968, avec 100 kg d'arachide, il n'était possible d'acheter que 37 kg de riz ». **Et les coopératives gouvernementales, présentées comme une particularité du « socialisme sénégalais » par le président Senghor, ne font que faciliter la tâche de l'exploitation impérialiste.**

Dans ces conditions, les paysans s'endettent, certains sont jetés en prison ou bastonnés, d'autres vont chercher du travail en France puisqu'il n'y en a pas dans les villes du Sénégal.

Mais là, malgré l' « accord multilatéral sur les droits fondamentaux des nationaux des Etats de la Communauté » **signé par Debré en 1960, les paysans n'ont pas en fait les libertés** « d'opinion, d'expression, de réunion, d'association et la liberté syndicale » **prévues par l'article premier. Ils n'ont pas non plus les mêmes garanties sociales et ils occupent les emplois les plus mal payés.**

A l'exploitation des patrons français s'ajoutent les pots-de-vin et les détournements de fonds de l'administration sénégalaise au départ du travailleur comme à son retour ou à la réception des mandats adressés à sa famille.

Quant au trafic de la main-d'œuvre, c'est le ministre Jeanneney, aujourd'hui candidat « réformateur », qui disait en 1969 : « l'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile, car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre ».

En France, les travailleurs sénégalais se regroupent en communautés originaires d'un même village. Les mandats à la famille et l'entraide aux chômeurs en France représentent une part importante du salaire. Au point que, « selon certaines enquêtes, il est fréquent que leurs dépenses totales de logement et de nourriture ne dépassent pas 150 F par mois ».

La « coopération » dans l'agriculture : une monoculture industrielle dont la production va intégralement en métropole. (Archives L.O.)

L'entassement dans des foyers-taudis, dans des caves comme au XIX^e siècle, les postes de travail pénibles, la malnutrition successive à toutes les restrictions qui s'imposent sur la paye entraînent les maladies. En premier lieu la tuberculose. D'après le professeur Gentilini « le risque tuberculeux est vingt à trente fois plus élevé chez les travailleurs africains noirs que chez les travailleurs français de même catégorie ». **Malgré cela et malgré les vociférations de la presse raciste, les patrons font de bonnes affaires, et une étude du service médical Simca souligne que,** « si l'on considère l'ensemble de la main-d'œuvre étrangère, on constate que l'absentéisme pour maladie est faible et varie de trois à sept jours en moyenne par an ». **Car, commente N'Dongo,** « malade ou pas, là n'est pas la question, l'essentiel est que l'on travaille, que l'on produise ».

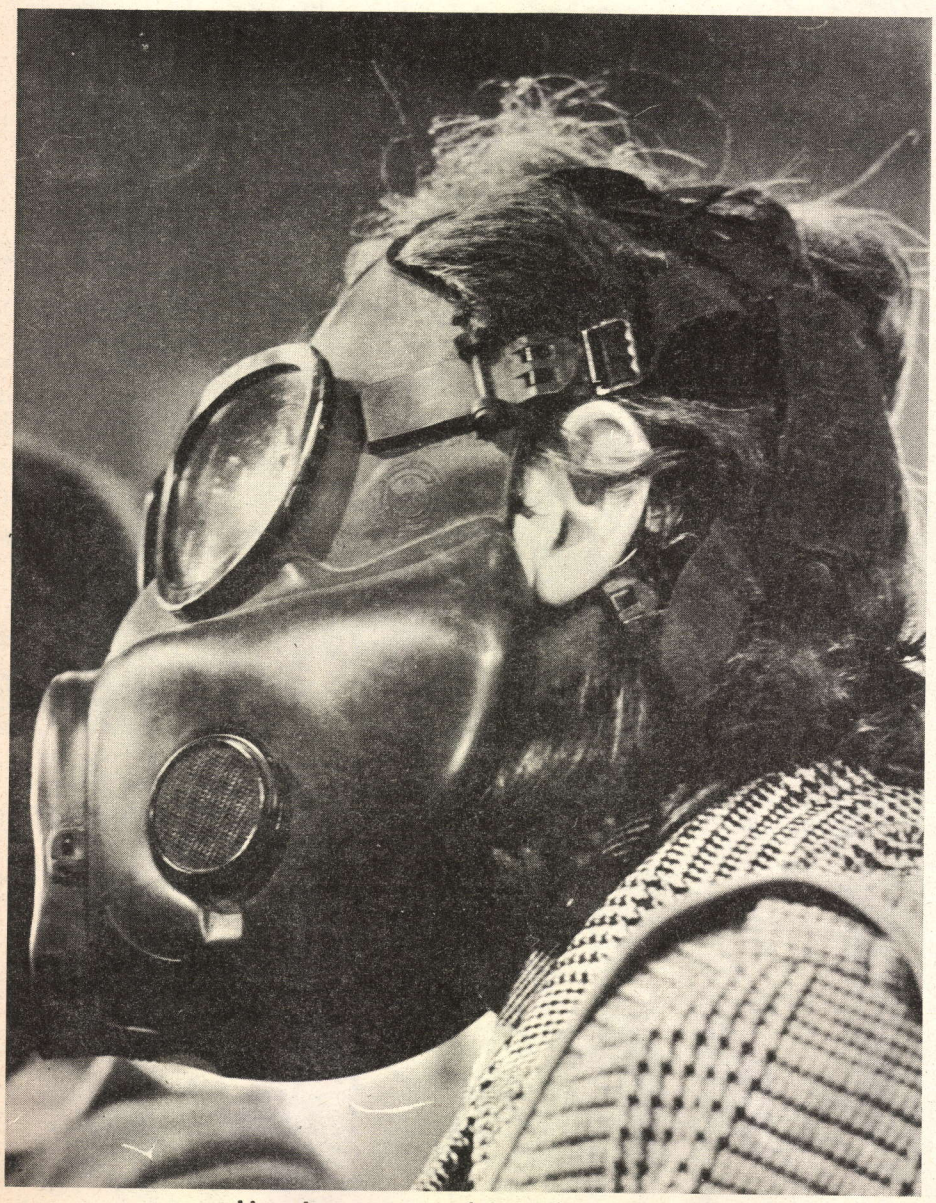
Malgré les importantes réserves que l'on peut formuler à l'égard des perspectives politiques que tente de dégager N'Dongo de son analyse, le livre donne un aperçu saisissant des conditions de vie et d'exploitation des travailleurs africains. A ce titre, il est d'un intérêt certain.

Pierre BUISSON.

La coopération franco-africaine, de Sally N'Dongo - Editions Maspero - Prix 6,50 F.

Le Festin empoisonné

Ralph Nader



L'avenir que nous préparent les capitalistes !

RALPH NADER, bruyant avocat américain, connu comme « l'homme qui a défié General Motors », s'est entouré d'un groupe de chercheurs et d'étudiants, dans le but d'informer et de mobiliser l'opinion publique américaine, et de l'amener à se défendre contre la pollution. De leurs recherches sont nés deux rapports, l'un sur la pollution atmosphérique, l'autre sur la pollution alimentaire.

Le Festin empoisonné, c'est celui auquel nous convient les industriels qui déversent dans l'atmosphère gaz dangereux et poussières de toutes sortes et qui s'opposent à toute innovation si elle est contraire à leurs intérêts (comme par exemple la possibilité de remplacer le moteur à essence des automobiles par un autre type de moteur moins polluant). Il se traduit par une augmentation inquiétante des maladies broncho-pulmonaires, cardio-vasculaires et par un accroissement des malformations à la naissance.

Si l'air que nous respirons est un cocktail peu appétissant, notre nourriture ne vaut guère mieux. A vous dégoûter d'ouvrir la moindre boîte de conserve ! Toutes sortes d'ingrédients chimiques sont utilisés, la plupart du temps sans tenir compte de leur nocivité.

Le rapport du groupe Nader n'est pas seulement un catalogue des pollutions, il se propose également d'analyser les causes de l'impuissance des organismes fédéraux américains : NAPCA (National Air Pollution Control Administration) et FDA (Food and Drug Administration), organismes en principe voués à contrôler et à faire respecter la qualité de l'air et celle de la nourriture.

Là, le manque de crédits et de moyens, le laissez-aller, l'inertie administrative vont de pair avec une mauvaise volonté évidente, et pire, avec une obstruction systématique contre les fonctionnaires ou les savants qui voudraient aller trop loin. C'est que les industriels mettent tout leur poids dans la balance pour empêcher l'adoption de lois qui les gêneraient.

Que faire pour aller contre ? Le groupe Nader propose une amélioration de l'arsenal législatif, une réorganisation des administrations de contrôle qui, pour réussir, ne devraient pas hésiter à s'appuyer franchement sur l'opinion publique et les consommateurs.

S'il est certain que par des campagnes de dénonciations on peut faire cesser certains scandales par trop criants, il est, par contre, utopique de croire réellement que l'on puisse, dans le cadre de la société actuelle, faire cesser tous les abus. Cela impliquerait, en effet, d'orienter toute l'économie, toutes les recherches, non plus vers le profit capitaliste mais vers le bien-être de tous, et cela seule une société socialiste pourrait le faire.

Les limites du livre de Nader, c'est qu'il ne remet pas en cause les fondements mêmes de notre société. Mais en mettant l'accent sur la nécessité que chacun s'inquiète et pose le problème de la pollution, il ne saurait laisser indifférent.

Véronique DESNAUX.

Le Festin empoisonné, **de Ralph Nader - Editions Spéciales - 28 F.**

cinéma

FAMILY LIFE

de Kenneth Loach

JANICE est une adolescente de 19 ans, abattue, démoralisée ; révoltée, elle est trop faible pour donner corps à sa révolte. D'abord soignée par un psychanaliste qui essaye de son mieux de l'aider, elle devient ensuite la proie de médecins conservateurs qui ne parviennent qu'à l'enfoncer de plus en plus, à coups de calmants et d'électrochocs. Le film se termine tragiquement, la jeune fille, complètement brisée, étant devenue schyzophrène.

Derrière cette critique de la psychiatrie traditionnelle, Kenneth Loach s'attache surtout à montrer la grande misère de la vie familiale, la principale cause du drame de Janice.

Le père de Janice est un ouvrier modèle, sa mère une petite-bourgeoise bien-pensante. Ils habitent dans une maison anglaise typique, une de ces maisons qui s'alignent, monotones, identiques les unes aux autres, sur des kilomètres.

Janice a pourtant vécu une enfance « heureuse », « sans problème ». Alors ?

Alors ses parents ne comprennent pas, ne veulent pas comprendre. Ils accusent la jeunesse d'aujourd'hui qui n'est plus comme la jeunesse d'autrefois. Ils ont bonne conscience, ils ont tout fait pour leurs enfants. Ils ont cru les aimer, ils ont cru les comprendre.

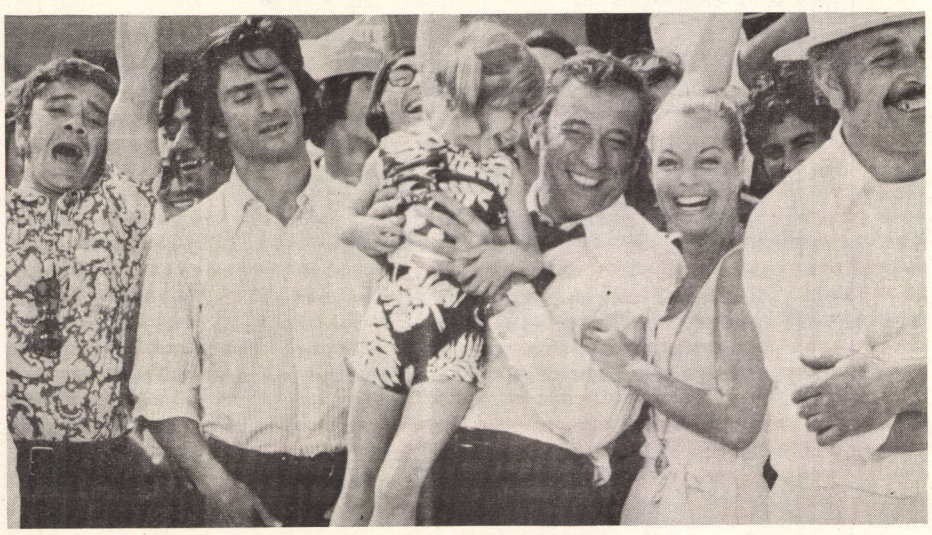
En fait, ils les ont écrasés sous le poids d'une morale puritaine et hypocrite. Ils n'ont cessé de bafouer leur dignité, ils ne les ont jamais traités autrement que comme des gamins. Ils ne les ont jamais écoutés, ils les ont dressés à l'obéissance servile. « Je sais mieux que toi ce que tu veux », déclare la mère de Janice.

Janice a passé son enfance « heureuse » et « sans problème » dans cette atmosphère irrespirable, aggravée par une sourde hostilité qu'on devine entre son père et sa mère.

Kenneth Loach, pourtant, ne jette la pierre à personne. Il ne rend personnellement responsable ni le père, ni la mère. Les parents qu'il fait évoluer ne sont pas pires que bien des autres. Il n'exagère rien, ne carricature rien. Il démonte, d'une main de maître, le mécanisme de la famille bourgeoise et met en évidence la misère des rapports humains qui y règnent.

La très réactionnaire Commission de contrôle cinématographique (une commission de censure qui n'ose pas dire son nom) a longuement hésité avant d'autoriser la projection publique de Family Life. C'est que ce film est un réquisitoire impitoyable, véridique et émouvant, contre l'une des institutions les plus sacrées de l'ordre bourgeois : la famille.

Jean-Louis CHAMPENOIS.



CÉSAR ET ROSALIE

de Claude Sautet

CESAR et Rosalie s'aiment d'un amour sans nuage... jusqu'au jour où David réapparaît après une longue absence...

Comme on peut le voir, le thème n'est pas des plus nouveaux. Mais à partir d'une situation banale, Claude Sautet a réussi une comédie pleine de tendresse où l'humour est partout présent.

Et les situations tragi-comiques, qui se succèdent, évitent au film de tomber dans le mélodrame ou le vulgaire.

César et David sont des « Jules et Jim » qui ne se prendraient pas trop au sérieux et qui évoluent en compagnie de Rosalie dans un monde où l'argent n'est pas un problème, ce qui permet aux personnages d'être entièrement absorbés par leurs petits problèmes de cœur. Et le spectateur se laisse prendre au jeu d'autant plus aisément qu'Yves Montand et Romy Schneider sont en tous points excellents.

Hélène DURY.

L'AMOUR L'APRÈS-MIDI

d'Eric Rohmer

FREDERIC est le jeune patron, pas très dynamique, de ce qu'on croit être un petit cabinet d'assurance. Il a une jeune femme, un enfant et bientôt deux. Mais Frédéric a des problèmes : les après-midi l'angoissent.

Survient Chloé qui mène une existence très « aventureuse » et très « libre » puisqu'elle change très souvent de petit ami et encore plus souvent de métier. Et, quelle chance, elle est libre l'après-midi.

Voilà la trame du film. A l'intérieur ? Rien. Les problèmes psycho-sentimentalo-moraux de Frédéric et les aspirations étriquées de Chloé le remplissent tout entier.

Et les problèmes de ces petits et moyens bourgeois pas encore arrivés, qui triturent le vide de leur cerveau et étalent leurs sentiments fades, ne nous concernent évidemment pas.

On a pu lire que c'était un film « intimiste ». Peut-être, mais vraiment se retrouver dans l'intimité de ces gens ne représente aucun intérêt et ne suscite qu'une réaction : une assoupissement progressif, mais garanti.

Sylvie FRIEDMAN.

HORIZONTALEMENT. — I. Fils de l'infortune. — II. Quand elle débauche, ce n'est pas pour inciter aux dérèglements des mœurs - Toujours plus vieux, même quand il est jeune. — III. Achève un repas. - Permet d'adhérer. — IV. Avec elles, vous verrez mieux si vous ne les mangez pas. — V. Ni riche ni pauvre. — VI. N'avoue jamais - A moitié gavroche - A la première place. — VII. En Chaldée - Récipient - Permet tous les rêves. — VIII. Malgré le proverbe, ne tombe jamais du ciel. - Blanc quand il suppure. — IX. Difficile pour un bavard - Vierge quand elle est blanche. — X. Pas net - Elles n'enchantent pas quand elles sont salées.

VERTICALEMENT. — 1. Impénétrable quand il est de glace. - Noires même quand elles sont blanches. — 2. Le réformisme y conduit - Rivière. — 3. Point de vue - Ennemi des vampires. — 4. Préposition - Affirmation enfantine. - Fait le cachet. — 5. Rigueur morale. — 6. Elle ira avec loger ailleurs. — 7. Mieux vaut la renvoyer qu'en recevoir une - Arrose l'Italie. — 8. Dans le Nord - Ne brille pas par ses couleurs. — 9. Héros troyen - Coutume. — 10. Pronom personnel - Gaga.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	A	L	E	■	B	E	C	■	U
II	A	C	A	R	I	A	T	R	E	S
III	L	T	■	I	N	T	R	U	S	E
IV	T	I	E	N	S	■	E	■	P	S
V	H	O	T	■	P	O	S	E	E	■
VI	U	N	I	T	E	S	■	B	R	U
VII	S	■	R	A	C	E	■	L	A	S
VIII	I	N	A	P	T	E	■	O	N	■
IX	E	U	■	I	E	■	P	U	C	E
X	N	E	E	S	■	A	R	I	E	N

Les révolutionnaires interviendront dans la campagne électorale

IL faut changer la vie. Des millions de travailleurs aspirent à cela. Mais pour changer la vie, il ne suffit pas de changer de députés. On ne peut pas changer la vie tout en se déclarant pour « la nécessaire défense de l'initiative privée », **c'est-à-dire pour la défense du capitalisme et de la course au profit, comme l'a fait l'un des principaux orateurs du meeting de l'Union de la Gauche du 1er décembre.**

Pour changer la vie, il ne suffira pas, en effet, de renvoyer à leurs affaires les députés de la majorité actuelle. Il ne suffira pas de modifier un ou deux articles de la constitution gaulliste. Il faudra briser le pouvoir des trusts, des industriels et des banquiers, leur pouvoir politique, c'est-à-dire leur Etat, et briser aussi leur pouvoir au sein des entreprises. Il faudra qu'à tous les échelons de la vie sociale, au niveau national comme au niveau du quartier et de l'entreprise, les travailleurs puissent prendre en mains leurs propres affaires.

C'est pour affirmer cela que des travailleurs révolutionnaires seront candidats aux prochaines élections législatives. Ils se présenteront aux suffrages de tous les travailleurs, non en prétendant qu'il suffirait de voter pour eux pour régler tous les problèmes, mais en proclamant au contraire qu'aucun résultat électoral ne peut suffire à changer la vie, et que seule la lutte consciente des travailleurs eux-mêmes contre l'ordre capitaliste peut amener un tel résultat. Ils se présenteront pour affirmer que la révolution sociale, la transformation socialiste de la société, reniée par les partis Communiste et Socialiste, est toujours à l'ordre du jour et représente toujours les espoirs des travailleurs. Des travailleurs révolutionnaires se présenteront au nom de LUTTE OUVRIERE, pour permettre à tous ceux qui ne veulent pas seulement changer de majorité parlementaire sans s'en prendre au capitalisme lui-même d'exprimer leurs idées et leur foi dans l'avenir socialiste.

LUTTE OUVRIERE présentera ses candidats et exposera de quelle manière ils interviendront dans cette campagne des élections législatives,

LE VENDREDI 15 DECEMBRE, A 20 h 30
DANS LA GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

Tous ceux qui ne veulent pas seulement servir de marche-pied à un nouveau Daladier qui s'appelle Fabre et à un nouveau Guy Mollet qui s'appelle Mitterrand, tous ceux qui pensent que le socialisme sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non de beaux parleurs de la bourgeoisie DOIVENT Y VENIR NOMBREUX !

Tous au meeting de **Lutte Ouvrière**

" LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES "

Vendredi 15 décembre à 20 h 30

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE 24, rue St-Victor, PARIS-Ve - Métro Maubert-Mutualité

MEETING DE L'UNION DE LA GAUCHE :

Le P.C. fournit un public à Mitterrand

LE meeting tenu le vendredi 1er décembre, au Parc des Expositions de la Porte de Versailles par les leaders de l'Union de la Gauche avait l'allure des manifestations des grands jours. La foule rassemblée, son enthousiasme, attestaient que le PCF a, pour l'occasion, su mobiliser la masse de ses militants et sympathisants. **« Le courant passe »,** a dit Georges Marchais, et nul doute que nombre de militants sont repartis du Palais des Expositions pleins d'enthousiasme et de confiance dans l'Union de la Gauche, et même convaincus de sa victoire prochaine.

Les militants socialistes ou radicaux de gauche — si tant est qu'il en existe beaucoup — étaient certainement moins nombreux ce soir-là. Car les forces vives que mobilise l'Union de la Gauche sont essentiellement les forces militantes du PC. Mais si le PC fournit les troupes, le PS et les radicaux de gauche fournissent les têtes d'affiche, Mitterrand et Fabre. C'est à eux que Marchais a tenu à préciser, encore une fois, devant la foule rassemblée, que **« le PC ne présente pas de revendications excessives »** et **« respectera loyalement ses engagements ».** Le PCF ne demandera pas autre chose que le strapontin ministériel que Mitterrand a bien voulu lui laisser entrevoir : telles sont les assurances que Marchais a tenu à renouveler à François Mitterrand et Robert Fabre. Pour une fois que ceux-ci avaient poussé l'audace jusqu'à se commettre avec une foule rassemblée par le PC, aux accents souvent repris de l'**Internationale,** il fallait bien les rassurer encore une fois. Il fallait bien que Marchais promette à Mitterrand et Fabre que les jambes de l'Union de la Gauche, les troupes du PCF, marcheront au pas décidé par la tête, c'est-à-dire Mitterrand. Marchais livre ses troupes pieds et poings liés, garanties sur facture.

Telle était au fond la substance de ce meeting de la Porte de Versailles. Il s'agissait de présenter Mitterrand et Fabre aux foules rassemblées par le PCF, de donner à ces politiciens bourgeois une auréole d'hommes de gauche. Et, depuis 1965 et la candidature de Mitterrand aux élections présidentielles, le PCF a fabriqué Mitterrand, lui a créé une réputation, une image de marque de leader de la gauche ; il l'a imposé à ses militants, malgré toutes leurs réticences. Mitterrand est venu jeter un coup d'œil satisfait, du haut d'une tribune, sur cette foule qu'on lui a préparée sur mesure. Il peut être content du déroulement de l'opération. Demain peut-être, il pourra en toute quiétude se servir de cette réputation pour imposer à la classe ouvrière sa politique, c'est-à-dire celle de la bourgeoisie, si jamais on l'appelle à la tête d'un gouvernement. Si la situation l'y oblige, il donnera le strapontin promis au PCF ; sinon, il ne le donnera pas et se retournera, s'il le faut, contre le PC. Il sait par avance que celui-ci ne lui créera pas d'ennuis. Le Mitterrand d'aujourd'hui fera un bon Guy Mollet pour demain.

André FRYS.

MARCILHACY : La soupe est moins sûre à gauche ...mais la part serait plus grosse !

AVEC l'approche des élections, grenouillages et réarrangements d'alliances s'accélèrent encore au sein des formations politiques de tout poil. Après le gaulliste Janneney qui choisit les « réformateurs », c'est Marcilhacy, sénateur non inscrit, ancien candidat aux Présidentielles. de 1965, qui déclare : « Je préfère être à l'aile droite de la gauche qu'à l'aile gauche de la droite » *!*

La formule est remarquable de clarté ! Que voilà un programme de nature à enthousiasmer les électeurs ! Car Marcilhacy déclare tout crûment dans les colonnes du Monde *que, désormais, il faut choisir entre deux camps : l'Union de la Gauche et l'UDR.* « Comme l'UDR est par trop discréditée, je choisis le camp qui apporte un espoir de changement aux électeurs », *autrement dit je prends le vent et du coup je prends ma place dans la bonne queue pour la distribution des futurs portefeuilles ministériels et autres sinécures...*

Et la « gauche unie » ne s'en choquera pas. Monnerville a déjà qualifié Marcilhacy de « bon républicain ». *Le PCF qui, du jour au lendemain, a qualifié le radical inconnu Fabre de* « démocrate sincère et de progrès », *va sans doute en faire autant pour Marcilhacy : les amis de nos amis sont nos amis. Cela fait de plus en plus de monde dans la galère du Programme Commun, et du « beau monde » assurément ! Les rameurs seront les électeurs du PCF dont les dirigeants se servent pour remettre en selle tel ou tel politicien bourgeois dévalué, pour peu que celui-ci accepte d'être garant de la respectabilité bourgeoise du PCF, et pour préparer le retour au pouvoir d'hommes politiques dont les travailleurs n'ont rien de bon à attendre ; d'hommes politiques qui n'auront probablement rien de plus pressé que de se débarrasser du PCF dès qu'ils n'en auront plus besoin.*

Bernard DESCHAMPS.